



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

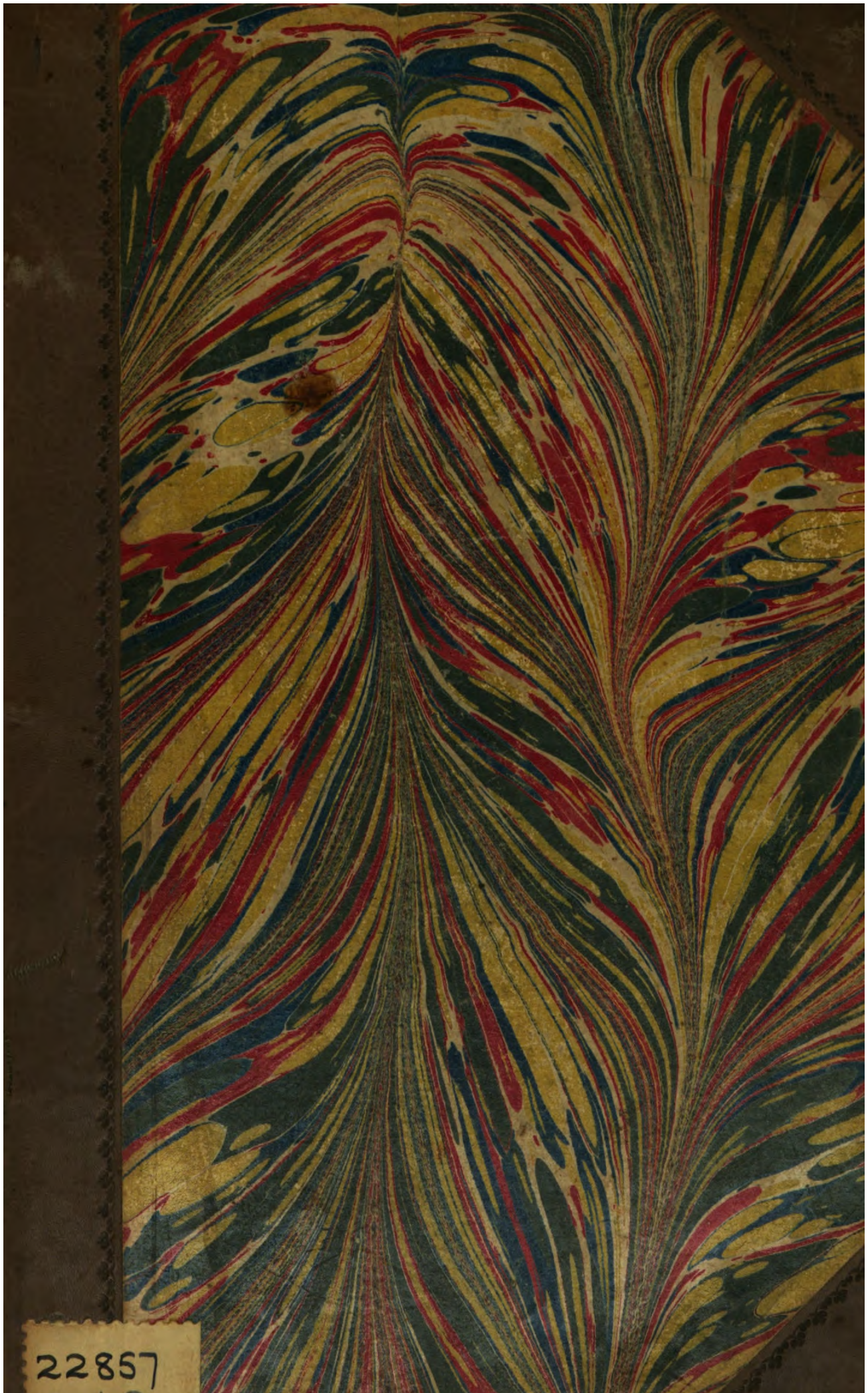
This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>

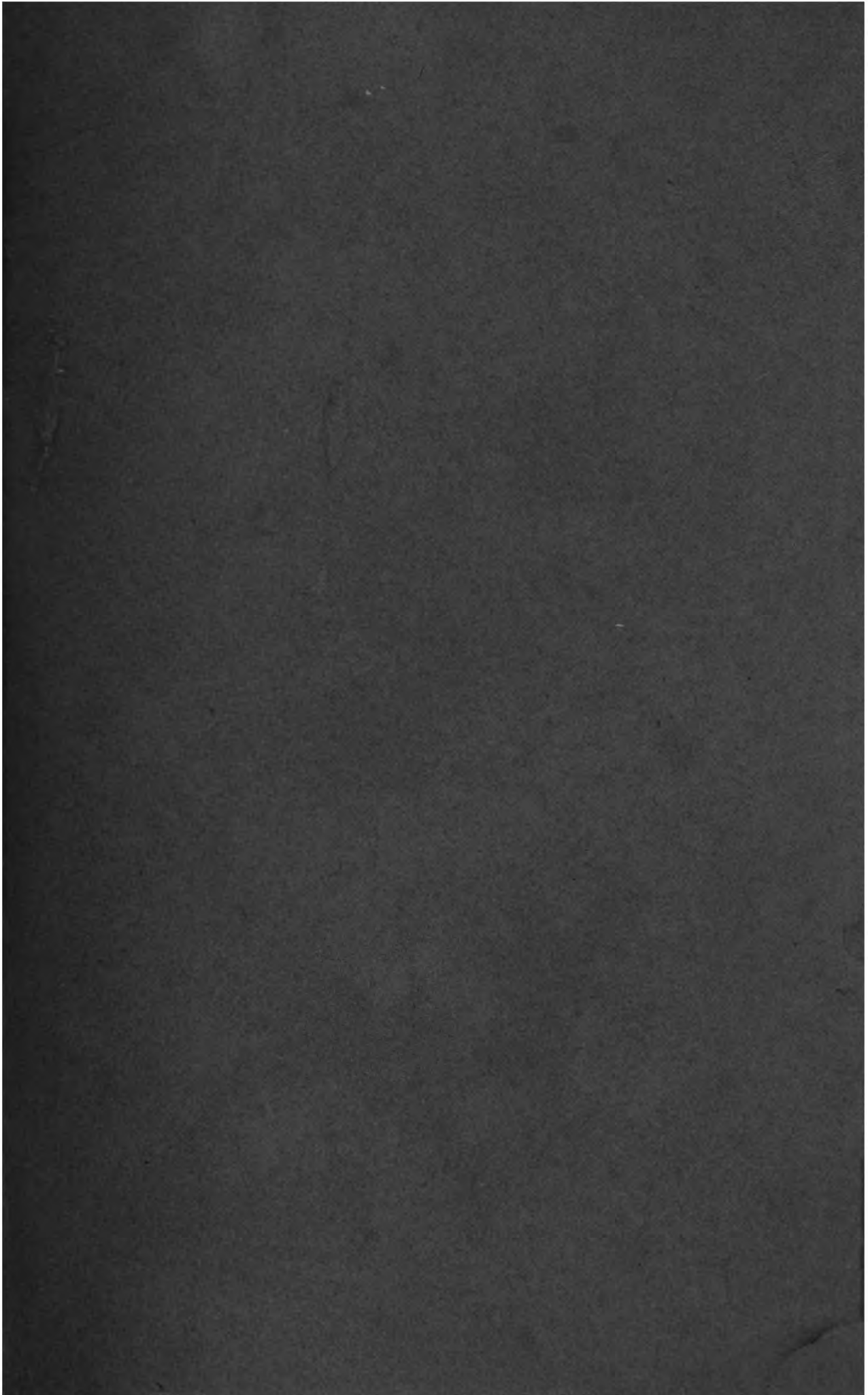


This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.



22857

LIBRAIRIE
RAYMOND CLAVREUIL
37, RUE ST ANDRÉ DES ARTS
PARIS VI^e

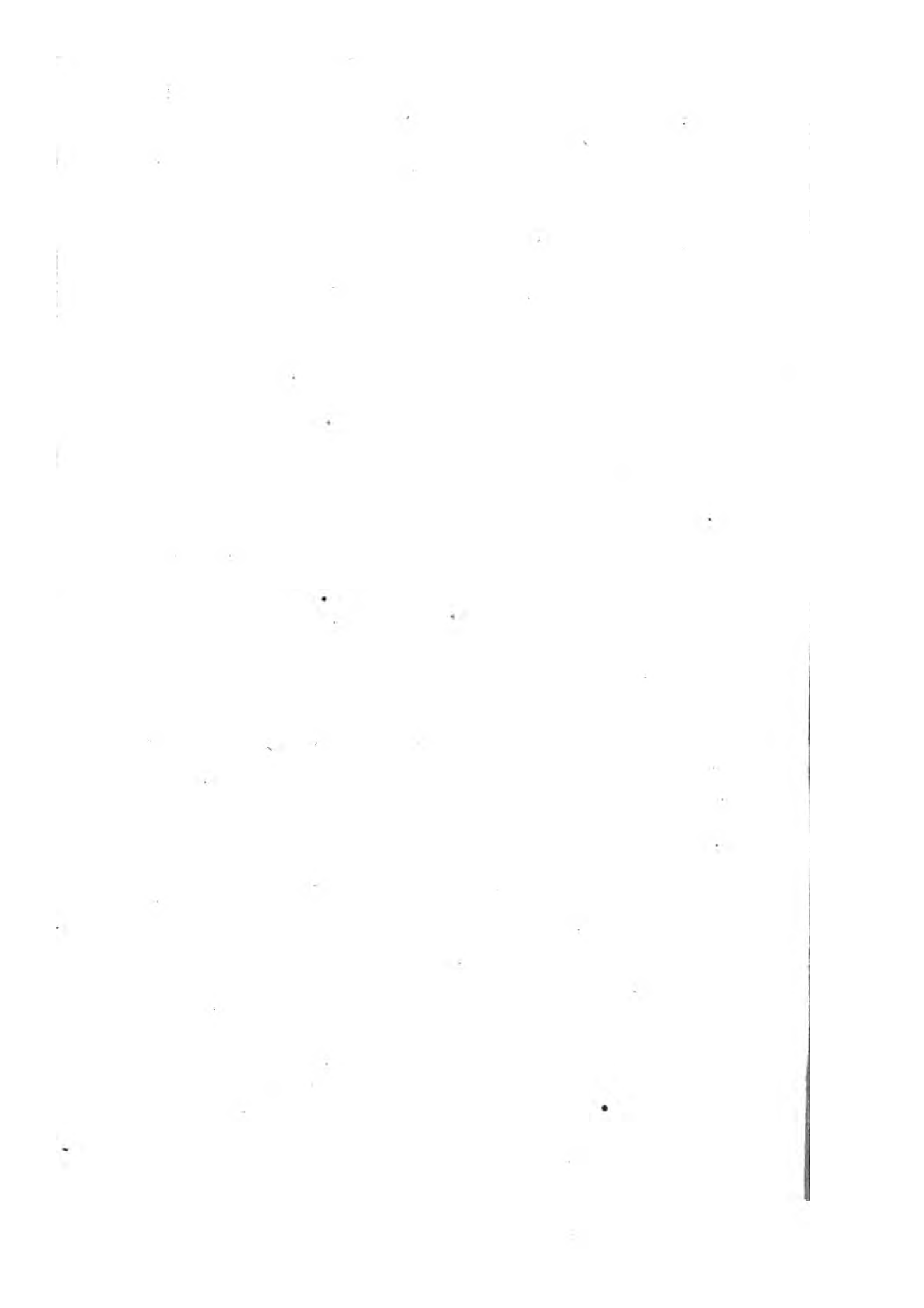


[A]⁸ 1-12⁸.

Suchs [A]1 + 12·8

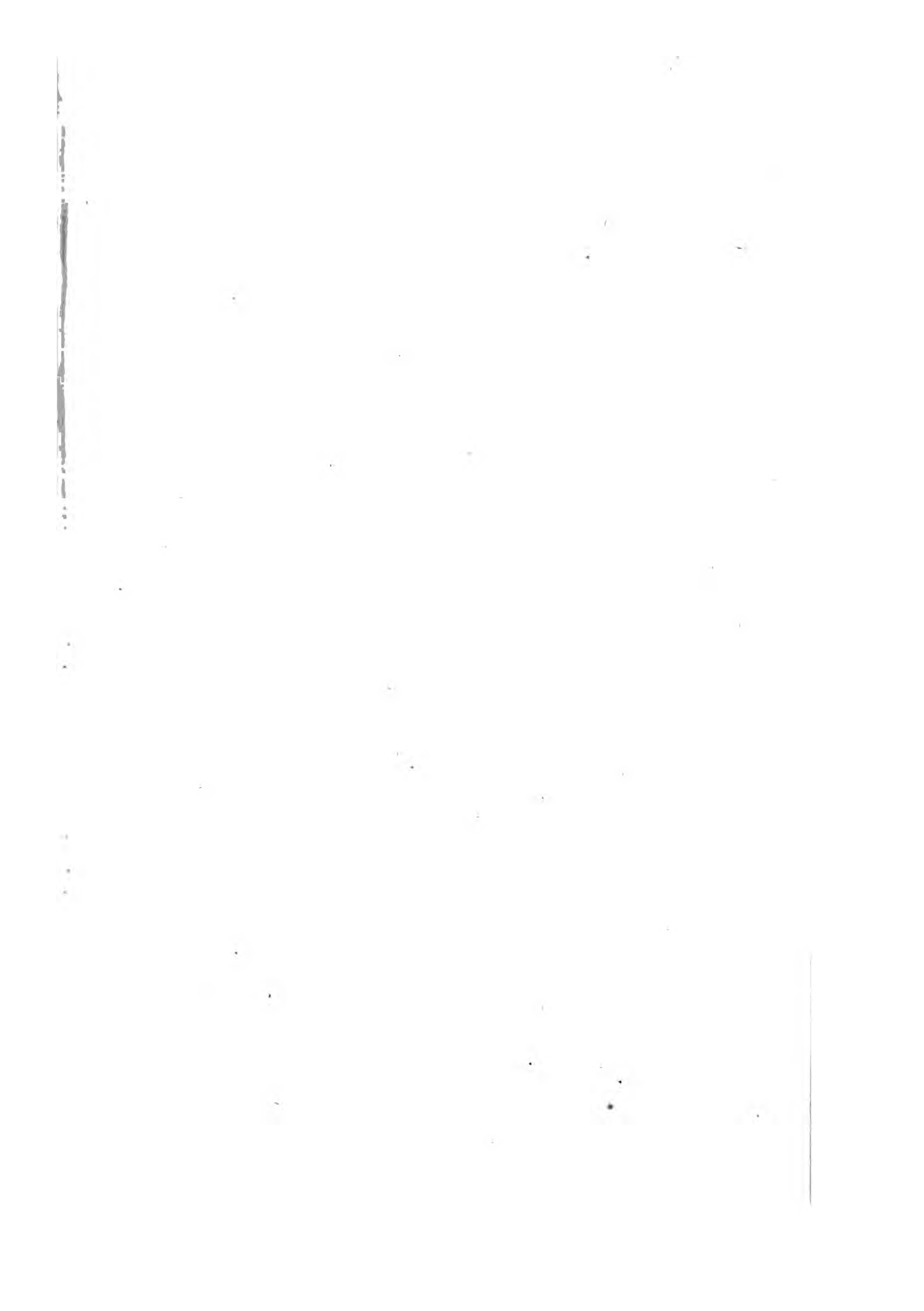
W

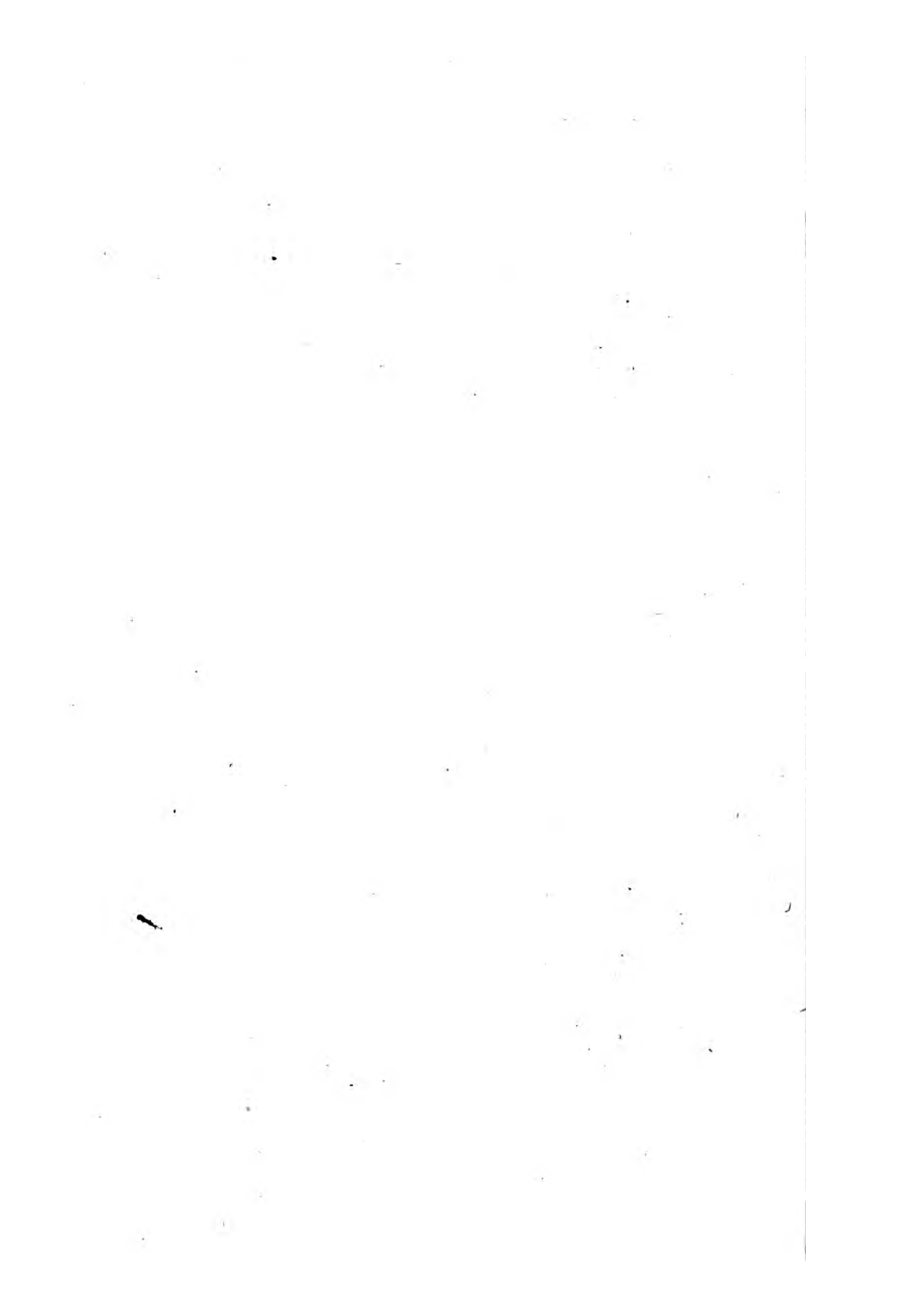
7/6



Bot. from Dr. R.W. Chapman.

22857 e. 65





VIE
DU
GÉNÉRAL MONK,
DUC D'ALBEMARLE,
RESTAURATEUR DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
CHARLES II.

PAR M. DES VAULX,

BARON D'OINVILLE, CHEVALIER DE L'ORDRE ROYAL ET MILITAIRE DE
SAINT LOUIS, MARÉCHAL DE CAMP, UN DES ÔTAGES DE SA MAJESTÉ
LOUIS XVI.

Honneur à cet homme immortel ! honneur
à ce célèbre Monk !....

FERRAND, *Esprit de l'Histoire.*

PARIS,

A. EGRON, IMPRIMEUR DE S. A. R. M^{GR} DUC D'ANGOULÊME,
RUE DES NOYERS, N^O 57;

GIDE FILS, LIBRAIRE, RUE SAINT-MARC, N^O 20;

DELAUNAY, LIBRAIRE, AU PALAIS-ROYAL, N^O 243.

~~~~~  
1815.



A

*Son Altesse Royale*

*Monsieur, Frère du Roi.*

*Monseigneur,*

*Permettez-moi de faire paraître,  
sous les auspices de Votre Altesse  
Royale, la Vie du Général Monk,  
qui mérite d'être écrite dans toutes les  
langues, et d'être méditée par tous les  
amis du bonheur et de la tranquillité de  
leur pays.*

*Si la Providence n'a pas permis que  
cet homme, à jamais célèbre, ait trouvé*

*un imitateur dans l'Empire des Lis,  
c'est qu'elle a voulu, par une protection  
toute particulière, se charger elle-même  
du soin de rendre la France à son légi-  
time Souverain, et de la rattacher aux  
Princes de l'auguste Maison des Bour-  
bons, par de nouveaux liens d'amour et  
de fidélité, devenus aujourd'hui indisso-  
lubles.*

*Je suis avec respect,*

*Monseigneur,*

*De Votre Altesse Royale,*

*Le très-humble et très-  
obéissant Serviteur,*

*Des Vaux, baron d'Orville.*

---

## AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR.

---

JE m'étais proposé de faire paraître la *Vie du général Monk*, au mois de mars dernier, et je le prouve par la lettre de Monseigneur le Chancelier, relatée ci-après.

La publication d'un pareil ouvrage ne pouvait plus avoir lieu, à l'époque où *l'homme de l'île d'Elbe* est revenu désoler la France par sa fatale apparition. On se souviendra long-temps des cent jours de sa dernière tyrannie. Nous entrevoyons, cependant, le commencement de temps plus prospères!!

Je m'empresse aujourd'hui de satisfaire la vive impatience que j'avais de présenter au public un ouvrage dans lequel je désire qu'il distingue seulement les bonnes intentions d'un auteur aimant son prince et sa patrie.

LETTRE DE MONSEIGNEUR LE CHANCELIER A M. DES  
VAULX, BARON D'OINVILLE.

Paris, le 4 mars 1805.

MONSIEUR le baron, je viens de renvoyer à

M. le directeur général de la librairie, comme rentrant dans ses attributions, la demande que vous m'avez adressée à l'effet d'être autorisé à faire imprimer à l'imprimerie Royale *la Vie du général Monk*, dont MONSIEUR a daigné agréer l'hommage.

Mais je ne dois point vous laisser ignorer que le Roi s'est à peu près interdit d'autoriser l'impression à l'imprimerie Royale de tout ouvrage qui peut l'être également pas des presses particulières, Sa Majesté ayant pensé dans sa justice, qu'il convenait de laisser un libre cours au commerce de l'imprimerie qui, sous le dernier gouvernement, avait beaucoup trop souffert des exclusions données aux attributions de l'imprimerie dite Impériale.

Recevez, monsieur le baron, l'assurance de ma considération distinguée,

Le chancelier de France,

D'AMBRA Y.

---

---

## PRÉFACE.

---

*Quando ullum invenient parem!*

CETTE épigraphe ne pouvait être mieux appliquée qu'à l'histoire de la vie du général Monk, qui devait être publiée en 1802.

A cette époque, j'avais pensé, comme tant d'autres qui partageaient mon erreur, que l'homme qui s'était emparé des destinées de la France, aurait eu l'ambition de prendre pour modèle l'illustre Anglais qui traversa les orages d'une révolution peu différente de la nôtre, et qui finit par devenir le pacificateur de son pays.

Pendant le temps que dura mon illusion éphémère, j'avais écrit la *Vie du général Monk*; et lorsqu'elle fut prête à paraître, une famille à laquelle je venais de me réunir, après plusieurs années d'exil, me représenta combien il était dangereux de parler du rétablissement du bon ordre, sous un gouvernant que le désordre avait conduit au pouvoir suprême. Il ne convenait point, en effet, au sang dont il sortait de former une résolution vertueuse.

Mon manuscrit fut détruit.

Grâce au ciel, la France se repose aujourd'hui dans les bras de LOUIS-LE-DÉSIRÉ. La Providence n'a pas eu besoin de susciter de Monk Français. Notre bonheur sera d'autant plus durable, qu'il a été un bienfait de Dieu, qui imprime à ses ouvrages un caractère de perpétuité.



Il n'y a plus d'obstacle à la publication de la *Vie du général Monk*. Beaucoup de raisons me font présumer que le public l'accueillera avec faveur et intérêt. Notre révolution a une si grande ressemblance avec celle d'Angleterre, dans ses commencemens, dans ses progrès, et dans ses résultats ! Dans l'une et dans l'autre, on retrouve même fanatisme de la liberté, même frénésie de la licence, même jalousie des prééminences, même délire dans le peuple, mêmes intrigues des factieux, mêmes déchiremens des partis, même attentat contre la vie du souverain, et même retour au Gouvernement légitime. Non seulement l'histoire de la vie du général Monk ne nous est point étrangère, mais même l'instruction qu'elle fournit est commune à toutes les nations. Désirons, et espérons qu'il n'y aura plus de factions à étouffer, de guerres civiles à apaiser, ni de Rois chassés de leur trône à rétablir. La famille européenne semble s'organiser ; tous les peuples ne seront plus qu'un peuple de frères, et ils se rendront, les uns et les autres, solidaires de leur mutuelle tranquillité.

Thomas GUMBLE, docteur en théologie, a écrit l'histoire de la vie du général Monk, dont il possédait la confiance, ayant demeuré près de lui, pendant plusieurs années, en qualité de chapelain de son armée. Guy Miége traduisit en français, en 1672, l'ouvrage de Thomas Gumble ; et c'est la traduction de Guy Miége que j'ai rajeunie, et que j'ai appropriée à l'intérêt du moment.

Sans être un copiste scrupuleux, je ne me suis permis d'altérer aucun fait. Si l'on vient à trouver le contraire de ce que j'ai dit, c'est que les historiens sont si différens entre eux sur plusieurs points, que lorsque l'on suit les sentimens des uns, on contredit nécessairement ceux des

autres. Dans cette diversité, j'ai suivi ceux que j'ai cru les meilleurs et les plus assurés, tels que le comte de Clarendon, Smolett, Hume, et le père d'Orléans. Je déclare même que je n'ai pu m'empêcher d'emprunter d'eux des périodes entières, quand elles m'ont plu, et qu'il m'a semblé que je m'expliquerais mieux par leurs expressions que par les miennes.

Les sentimens des historiens ont été partagés sur les intentions du célèbre restaurateur du trône anglais. Quelques-uns ont affirmé qu'il ne s'était point proposé de ramener le Roi dans ses états, et pourquoi? Parce qu'il n'en avait jamais fait une déclaration publique. En lisant son histoire, on verra combien sa dissimulation était sage et nécessaire. D'autres veulent qu'il n'ait conçu son glorieux dessein, que quand celui qu'il avait pris d'abord de se rendre maître lui-même lui eût paru impraticable. Mais s'il eût eu réellement l'ambition d'imiter Olivier Cromwell, qu'est-ce qui pouvait l'en empêcher avec une armée aussi dévouée que la sienne?

Après avoir examiné ce qu'on en a dit de part et d'autre, laissant à Dieu seul le droit de juger les intentions, je me suis décidé pour le fait, et trop de raisons me convainquirent de la droiture de Monk, pour en laisser douter mes lecteurs.

Le caractère de son esprit est un des fondemens qu'on a eus de faire cette injustice à sa vertu : celui de ses mœurs y devait servir de contre-poids; il devait faire porter de lui un jugement tout opposé; mais il est dans le monde un genre d'hommes qui, sur deux raisons de juger bien ou mal d'autrui, ne balancent jamais et jugent toujours mal. Il est vrai que l'esprit de Monk n'avait point paru propre à conduire de loin une affaire par les longues

intrigues, les détours, les dissimulations profondes, les liaisons, ménagées avec art et avec une politique aussi raffinée que fut celle dont il usa pour le rétablissement du Roi; mais aussi les mœurs de ce guerrier n'avaient jamais donné occasion de croire qu'il eût l'ambition d'usurper le pouvoir et d'asservir la patrie.

L'ambition était une passion des moins vives qu'il eût, et il paraît qu'il les eut toutes modérées. Son zèle pour son Roi lui avait donné un feu qui n'était point de son tempérament; car cette affaire finie, il retourna insensiblement à son naturel. Deux hommes ne sont pas plus différens que le duc d'Albemarle et le général Monk. Le général, politique agissant, entrant dans tout, eut l'œil à tout. Le duc, menant une vie unie, sans intrigues, sans primatie dans le ministère, fût devenu obscur, si l'éclat dont l'avait couvert son entreprise eût pu être ou affaibli par le temps, ou effacé par l'oubli.

---

---

# TABLE.

---

## CHAPITRE I. (p. 1.)

**N**AISSANCE du général Monk. — A l'âge de seize ans, il venge une insulte que le sous-shérif d'Exeter avait faite à son père. — Il est employé dans les expéditions de Cadix et de l'île de Rhé. — Ses services en Hollande. — Son retour en Angleterre au premier bruit de la guerre contre l'Ecosse. — Il est fait colonel d'un régiment en Irlande : audience favorable qu'il obtient du Roi. — Il part pour le siège de Nantwick, où il est pris. — Sa captivité à la tour de Londres : il en sort après la mort de Charles I<sup>er</sup>. — Pronostics heureux sur le sort qui lui est réservé.

## CHAPITRE II. (p. 12.)

**M**ONK sert le parlement d'Angleterre. — Il est envoyé en Irlande, et chargé de la défense de Dundalk — Il revient à Londres. — Il est nommé commandant en chef dans le nord de l'Irlande. — Sa tactique contre Owen-Roe-o-Neal. — Il est autorisé à faire avec lui un traité qui n'est point ratifié par le Parlement. — Il quitte l'Irlande. — Sa rencontre avec Cromwell. — Il est mis en jugement au sujet de son traité, et acquitté. — Il accompagne Cromwell en Ecosse. — Bataille de Dumbar. — Cromwell lui laisse le commandement dans toute l'Ecosse. — Instructions qu'il reçoit du tyran.

## CHAPITRE III. (p. 28.)

**P**RISE du château de Stirling par capitulation. — La ville de Dundée emportée d'assaut. — Soumission entière de l'Ecosse. — Projet de réunir ce royaume à la république d'Angleterre, effectué par l'influence du général Monk. — Etat heureux et paisible de l'Ecosse sous le gouvernement de ce général. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Le général Monk est rappelé d'Ecosse pour être mis à la tête de la flotte. — Premier combat naval. — Second combat, dans lequel l'amiral hollandais Martin Tromp est tué. — La paix faite, le général Monk retourne à Londres, et comprime une mutinerie des matelots.

## CHAPITRE IV. (p. 42.)

**N**OUVEAUX troubles en Ecosse. — Le général Monk est envoyé pour les apaiser. — Il arrive à Dublin. — Il prend connaissance de la si-

tuation du pays. — Sa marche rapide et méthodique du côté des montagnes de la haute Ecosse. — Sa visite au lord Campbell de Glenarchie. — Les restes du parti royaliste détruits. — La paix rétablie dans toute l'Ecosse. — Séjour et occupations du général Monk au château de Dalkeith. — Il refuse la proposition qui lui est faite par Cromwell. — Il fait arrêter le colonel Overton, et le renvoie en Angleterre avec ses complices. — Mort d'Olivier Cromwell. — Causes de l'élévation de cet usurpateur. — Etat sommaire des puissances de l'Europe, de l'empereur et de l'Empire, de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse, de la Hollande, du Danemark, de la Suède et de la France. — La Russie refuse de reconnaître la république d'Angleterre, et chasse honteusement l'ambassadeur de Cromwell.

#### CHAPITRE V. (p. 59.)

**RICHARD Cromwell** succède à son père. — Le général Monk proclame en Ecosse le nouveau protecteur. — Richard écrit affectueusement à Monk, et en reçoit des conseils. — Abolition du protectorat. — Trois partis s'agitent en Angleterre. — Rétablissement du Parlement-Croupion. — Lettre du roi Charles au général Monk. — Le projet de la restauration du roi arrêté dans une conférence secrète de Monk et de son ami Guillaume Morris. — Monk suspend l'exécution de ses desseins; il fait arrêter le colonel Cobbett, et envoie sa démission au Parlement.

#### CHAPITRE VI. (p. 71.)

**LES historiens** ne sont pas d'accord sur l'époque où le général Monk songea sérieusement à rétablir Charles II. — Diverses opinions à ce sujet. — Prédiction. — Monk attend une occasion favorable à ses desseins. — Grand démêlé entre Lambert et le vieux Parlement. — L'armée est offensée d'un décret du Parlement; elle usurpe l'autorité souveraine. — Formation d'un comité de vingt-huit personnes. — Le général Monk observe attentivement tout ce qui se passe dans Londres. — Ses divers préparatifs en Ecosse. — Sa réserve vis-à-vis du chevalier Jean Grenwill. — Sa conduite toujours mystérieuse. — Il apprend que le Parlement a été cassé par l'armée. — Il arrête tous les courriers pour l'Angleterre. — Il harangue ses soldats, et leur fait voir le danger de la violence exercée contre le premier tribunal du royaume. — Il écrit de tous côtés pour avoir des partisans. — Héroïsme de lady Fairfax. — Négociation inutile. — Lambert est envoyé contre Monk. — Convocation des Etats d'Ecosse. — Discours de Monk aux Etats assemblés. — Subside extraordinaire qu'ils lui accordent.

#### CHAPITRE VII. (p. 91.)

**LE général Monk** se met en marche pour l'Angleterre. — Il arrive à Haddington, où il reçoit la nouvelle d'un traité d'accommodement

## TABLE.

XV

entre ses députés et le conseil militaire. — Articles de ce traité trouvés inadmissibles. — Conversation entre Monk et un de ses officiers qui lui demandait un passe-port. — Le général Monk écrit au comité et à Fleetwood, qui en était le président, pour avoir des explications. — Il écrit en même temps au maire et au conseil commun de Londres. — Il vient à Coldstream. — Nouvelles négociations ouvertes à Alnewick, pendant lesquelles Lambert fait un mouvement hostile. — Rupture des négociations d'Alnewick. Lambert en est consterné : presque abandonné par ses troupes, il fuit incognito vers Londres, où il est arrêté et renfermé dans la Tour.

### CHAPITRE VIII. (p. 107.)

**LE** général Monk quitte Coldstream et passe le Tweede. — Composition de son armée. — Il reçoit à Wellar une lettre du Parlement. — Diverses intrigues des émissaires qu'il employait. — Le Parlement et la ville de Londres envoient à Monk des députés qui sont reçus le même jour en présence les uns des autres. — Il semble satisfaire les deux factions, sans laisser pénétrer son véritable dessein. — Dans tous les endroits par où il passe, il est reçu avec tous les honneurs possibles. — Son arrivée à Saint-Albans. — Son entrée dans la ville de Londres. — Il est logé à White-Hall. — Raisons de la conduite mystérieuse qu'il ne cesse de tenir. — Son refus d'abjurer la maison royale par un serment impie. — Motifs de son refus.

### CHAPITRE IX. (p. 120.)

**LE** général Monk est introduit dans la Chambre des Communes. — Sa harangue au Parlement. — La ville de Londres se mutine contre le Parlement, elle prend la résolution de ne payer aucun impôt. — Ordres rigoureux que reçoit le général Monk. — Il les fait exécuter. — Indignation des officiers. — Conversation du gouverneur de la Tour et du général Monk. — Les officiers de l'armée de Monk le pressent de se déclarer contre la tyrannie. — Ils écrivent en commun une lettre qui est envoyée au Parlement. — Visite du général au maire de Londres. — Décret du Parlement. — Injustice d'un reproche fait au général Monk. — Son dessein de rétablir le Roi transpire. — Joie manifestée par le peuple. — Les membres exclus en 1648 rentrent dans le Parlement. — Bon effet de cette réunion.

### CHAPITRE X. (p. 138.)

**JOIE** universelle en Angleterre au sujet du prochain retour du Roi. — Le général Monk dispose tout pour ce grand objet. — Soumission du colonel Overton. — Voyage du Roi à Fontarabie. — Le chevalier Grenwill envoyé à Monk de la part de Sa Majesté. — Lettre du Roi au général, qui s'explique ouvertement à Grenwill. — Le Roi quitte la domination espagnole. — Mesure tardive du marquis de Casacène pour le retenir. — Note sur le brave Viomade, restau-

rateur de Childéric. — Lambert s'échappe de sa prison, reparaît à la tête de quelques troupes, est poursuivi, repris, et renfermé dans la Tour de Londres. — Réponse de la noblesse et d'autres royalistes à une fausse lettre datée de Bruxelles. — Convocation du nouveau Parlement. — Le chevalier Grenwill revient à Londres avec les dépêches du Roi, et remet la lettre de Sa Majesté au Parlement, qui la reçoit avec enthousiasme. — Déclaration de Charles II promulguée solennellement dans la ville de Londres. — Clarges, beau-frère du général Monk, est envoyé au Roi, pour l'inviter à revenir le plus promptement possible. — Le lord Fairfax et un grand nombre de députés se rendent auprès du Roi, qu'ils trouvent à La Haye.

#### CHAPITRE XI. (p. 163.)

**JOIE universelle en Angleterre, au sujet du retour prochain du Roi.** — Le général Monk, à la tête d'un grand nombre de seigneurs et de citoyens de Londres, se rend à Douvres. — Débarquement du Roi et de la famille royale à Douvres. — Affluence considérable sur la route, depuis Douvres jusqu'à Londres. — Monk se jette aux pieds du Roi, qui le relève et l'embrasse. — Le Roi se rend à Cantorbéry, et ensuite à Rochester. — Il trouve à Black-Heath l'armée rangée sur son passage. — Entrée du Roi à Londres. — Parallèle entre cette entrée et celle de Louis XVIII à Paris. — Les deux Chambres du Parlement se présentent à White-Hall devant Sa Majesté. — Tout rentre dans l'ancien ordre de choses. — Paroles remarquables du Roi. — Le général Monk est créé duc d'Albemarle; il est couvert de dignités. — Les Communes lui font l'honneur de l'accompagner à la Chambre des Pairs. — Il juge nécessaire le licenciement total de l'armée, qui s'effectue par un acte du Parlement. — Les Coldstréamiens sont compris dans la réforme des troupes réglées. — On en choisit un grand nombre qu'on incorpore dans la Garde du Roi. — Insurrection de Vinner : punition de ce rebelle. — Le Conseil propose de remettre sur pied des troupes réglées. — Le duc d'Albemarle s'y oppose fortement : motifs de son opposition.

#### CHAPITRE XII et dernier. (p. 177.)

**MALADIE du duc d'Albemarle.** — Ses soins et sa sollicitude pendant la peste qui se manifesta dans Londres. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Célèbre victoire du duc d'York. — Le duc d'Albemarle remplace le duc d'York dans le commandement de la flotte. — Bataille meurtrière près de Newport. — Embrasement de Londres. — Entreprise sur Ulie et l'île de Schweling. — Tentative des Hollandais dans la rivière de Chatam. — Paix de Bréda. — Le duc d'Albemarle est attaqué d'une hydropisie. — Son état devient alarmant. — Mariage de son fils unique. — Clauses remarquables de son testament. — Il reçoit la visite du Roi. — Il meurt. — Ses obsèques. — Son corps est déposé dans la chapelle de Henri VII.

---

# VIE

## DU GÉNÉRAL MONK.

---

### CHAPITRE PREMIER.

**NAISSANCE** du général Monk. — A l'âge de seize ans , il venge une insulte que le sous-shérif d'Exeter avait faite à son père. — Il est employé dans les expéditions de Cadix et de l'île de Rhé. — Ses services en Hollande. — Son retour en Angleterre au premier bruit de la guerre contre l'Ecosse. — Il est fait colonel d'un régiment en Irlande : audience favorable qu'il obtient du Roi. — Il part pour le siège de Nantwick , où il est pris. — Sa captivité à la tour de Londres : il en sort après la mort de Charles I<sup>er</sup>. — Pronostics heureux sur le sort qui lui est réservé.

**A**PRÈS la mort de Cromwell , et même après l'abolition du protectorat , la condition de Charles II paraissait désespérée au monde entier. Ses partisans avaient échoué dans tout ce qu'ils avaient entrepris pour sa cause. Le sang des plus zélés royalistes avait souvent ruisselé sur l'échafaud ; quantité d'autres gémissaient dans la plus horrible captivité ; tous avaient



vu disparaître leurs biens par des confiscations. La génération qui s'élevait, connaissait à peine le nom des Stuarts : leur souvenir semblait perdu. Les plus braves et les plus fidèles n'osaient déclarer ouvertement leur parti ; et leur nombre, à en juger sur l'apparence, était si petit, qu'en supposant même la liberté rétablie pour la nation, ce qui paraissait peu vraisemblable, on était fort incertain de la forme de gouvernement qu'elle pourrait embrasser. Ce fut néanmoins au milieu de cette ténébreuse perspective que la divine Providence, par une révolution surprenante, ouvrit au Roi un chemin pour monter, paisible et triomphant, sur le trône de ses pères. Il fut redevable de cet heureux changement à la prudence, au courage, et à la fidélité du général Monk.

Georges Monk, à qui son destin réserva l'honneur de rétablir sur le trône son souverain légitime, et de terminer, sans effusion de sang, les malheureuses dissensions de l'Angleterre, naquit, le 6 décembre 1608, à Potheridge, ancien fief de ses ancêtres, dans le comté de Devonshire. Il était le second fils du chevalier Thomas Monk, d'une noble et illustre famille, alliée aux Talbot, mais un peu déchue, dans les derniers temps, par un excès de dé-

pense et de générosité. Il eut un frère aîné, Thomas, mort sans postérité, et un frère cadet, Nicolas, qui embrassa l'état ecclésiastique, et fut nommé à l'évêché d'Hereford, par le roi Charles II, après la restauration.

Le goût de Georges Monk se déclara pour la profession des armes dès son bas âge, et il s'y livra avant que sa dix-septième année fut révolue. L'occasion qui hâta sa sortie de la maison paternelle, mérite d'être rapportée : tout intéresse dans la vie des grands hommes ; leur enfance donne souvent des pronostics de ce qu'ils doivent être un jour.

Le chevalier Thomas Monk soutenait depuis long-temps un procès dont il ne pouvait prévoir la durée ni l'issue. Il envoya son fils Georges vers le sous-shérif de la province, pour le prier de retarder le jugement de sa cause, afin d'avoir la liberté d'accompagner le roi Charles I<sup>er</sup>, qui devait venir visiter la province, à son retour de Plymouth, où il était allé inspecter la flotte que l'on y armait contre l'Espagne. Le message avait été accompagné d'un présent. Le sous-shérif répondit que la demande du chevalier Thomas Monk était juste et raisonnable, et que le délai lui était accordé. Pouvaient-on douter de la véracité de ce magistrat,

puisqu'il avait accepté le présent ? Cependant quelque temps après il manqua à sa parole , et par une insigne trahison , il fit saisir la personne du chevalier Thomas Monk à la face de toute la province assemblée pour recevoir sa Majesté. Georges , qui avait reçu la parole du sous-shérif , ressentit vivement l'affront fait à son père. Ne prenant conseil que de son cœur , il alla trouver à Exeter le juge violateur de ses promesses , lui reprocha sa perfidie et son injustice , et le maltraita rudement , sans avoir eu cependant le dessein d'attenter à sa vie.

Comme Manlius Torquatus , qui , à l'âge de douze ans , délivra son père des fureurs d'un tribun du peuple , et devint un des plus grands capitaines de la république romaine , le jeune Georges Monk commença sa carrière par une œuvre de piété envers le sien , et la termina par le plus beau dévouement et la plus honorable fidélité envers le père de la patrie.

Cependant , pour éviter la fureur et la poursuite de celui dont il s'était vengé , il s'enrôla comme volontaire dans l'armée qui fit voile de Plymouth pour les côtes de l'Espagne , sous les ordres du comte Wimbledon , en 1625. Les tentatives qui furent faites pour surprendre Cadix n'ayant pas réussi , la flotte rentra dans

les ports de l'Angleterre , où elle fut promptement radoubée. L'armée de terre et de mer fut renforcée pour une nouvelle expédition , dont le duc de Buckingham fut fait général , et dans laquelle Georges Monk fut employé comme enseigne sous le vaillant capitaine John Burrough. L'entreprise sur Cadix n'avait causé aucune perte de navires ni de soldats. L'attaque de l'île de Rhé , en 1627, fut plus malheureuse , et dans la retraite précipitée que le duc de Buckingham fut obligé de faire , il eut à regretter ses meilleures troupes.

Ensuite l'Angleterre conclut la paix avec la France et l'Espagne à des conditions plus avantageuses , et en moins de temps qu'on n'eût osé l'espérer ; et après quelques mouvemens d'un peuple inquiet , quelques attaques sur la prérogative du parlement et sur la manière de le dissoudre , quelques traverses dans le cours du commerce , on vit régner par tout le royaume un accord si parfait , que jamais la nation n'avait joui d'une tranquillité aussi heureuse , et d'une abondance aussi générale.

Ce fut alors que Monk alla chercher l'expérience militaire dans les Pays-Bas , école où Turenne lui-même avait fait son apprentissage. Bientôt il se vit à la tête d'une compagnie sous

le lord Goring, fils aîné du comte de Norwick : elle était de deux cents hommes, dont cent volontaires riches et bien nés, appartenant même à la plus haute noblesse, vivaient splendidement à leurs frais. Cet esprit militaire était alors celui de la nation.

Monk resta pendant plusieurs années en Hollande, où il fut employé dans divers sièges et combats. Au premier bruit de la guerre contre l'Ecosse en 1638, il rentra dans sa patrie, par le double motif de servir son prince, et de témoigner son ressentiment aux Etats-Généraux, pour quelques sujets de mécontentement qu'il avait reçus à leur service, n'ayant pas voulu souffrir à Dordrecht, lorsqu'il y était en quartier d'hiver, que les magistrats de cette ville se mêlassent de l'autorité qu'il avait sur ses soldats.

Rendu à son pays, il trouva bientôt l'occasion de déployer les talens militaires qu'il avait acquis dans l'école dont il sortait. Sa réputation, soutenue par de puissantes recommandations, lui procura le grade de lieutenant-colonel dans le régiment de Newport. L'armée, dans laquelle il fut employé en Ecosse, sous le brave comte de Stafford, ayant été mise en déroute à Newcum, Monk fut chargé d'arrêter les ennemis

sur les bords de la rivière de Tyne ; il fit prendre à son artillerie une telle position , et la fit servir avec un tel succès , que les Ecosais , fiers de leur victoire , n'osèrent passer la rivière. Cette belle manœuvre donna le temps à l'armée anglaise de se rallier , et de continuer paisiblement sa retraite à Durham.

Aux troubles de l'Ecosse se joignit presque en même temps la rébellion de l'Irlande.

Le comte de Leicester , lord-lieutenant de l'Irlande , qui connaissait tout le mérite du lieutenant - colonel Monk , l'appela auprès de lui , et bientôt , ayant été promu au grade de colonel avec le commandement d'un régiment , il se fit remarquer autant par son habileté militaire , que par sa valeur calme et délibérée. Sans ostentation , sans dépense , sans affectation de caresses , uniquement par la douceur et l'égalité de son naturel , il acquit l'amitié des soldats , qui , dans le langage ordinaire , ne le nommaient que *l'honnête Georges Monk* , et cet honorable nom lui fut continué par les troupes jusque dans sa plus grande élévation. Il ne se fit pas moins distinguer par sa modération dans son parti ; et pendant qu'autour de lui , tout était enflammé de fureurs contre la faction op-

posée, sa candeur et sa tranquillité se soutinrent si constamment, qu'elles le firent même soupçonner d'être bien intentionné pour le Parlement, ce qui procédait d'un manque d'aigreur dans ses discours contre ce corps, plutôt que d'aucune inclination pour lui.

Il est vrai qu'ayant été question, après la trêve conclue avec les rebelles par le lord d'Ormond, de transporter son régiment d'Irlande en Angleterre, pour le service du Roi, il parut qu'il n'approuvait point ce déplacement; et sa réponse au lord d'Ormond fut trouvée si pleine de difficultés peu fondées, que ce lord ne jugeant pas à propos de se fier à lui, le priva du commandement de son régiment, qu'il donna à Henri Warren, qui en était lieutenant-colonel, connu et aimé de tout le monde. Néanmoins quand ces troupes furent envoyées à Bristol, Monk passa avec elles, tout disgracié qu'il était; et de Bristol il alla trouver le Roi à Oxford, où il fut accueilli par tous les grands personnages de la Cour, et notamment par le lord Digby, comte de Bristol, un des secrétaires d'Etat, qui lui procura une audience particulière de Sa Majesté.

Il montra tant de droiture et de bonne foi dans

sa conduite, que tout le monde le crut très-digne de confiance. Le Roi voulait l'envoyer dans l'Ouest, où les gentilshommes avaient une grande opinion de son habileté pour le commandement. Mais il demanda qu'il lui fût permis d'aller servir avec ses anciens camarades. Ainsi, avec la permission du Roi, il partit en diligence pour aller rejoindre son régiment au siège de Nantwich. Monk ne le joignit que pour être témoin de sa défaite et du triomphe du chevalier Fairfax. Ce général du Parlement ayant marché, de concert avec sir Guillaume Brereton, au secours des assiégés, attaqua les royalistes commandés par le lord Byron, les mit en déroute, et fit Monk prisonnier, le 13 janvier 1644.

Il fut envoyé à Hull, et ensuite transféré à la tour de Londres, où il souffrit toutes les rigueurs de l'indigence et de la captivité. Le Roi, néanmoins, conservant dans son cœur assez de reconnaissance de ses services, lui envoya, malgré ses propres embarras, un présent de cent guinées. Sa détention se prolongea pendant plusieurs années, à cause d'une ordonnance du parlement portant : « Qu'aucun officier venu « d'Irlande ne serait jamais échangé. » Tout prisonnier royaliste semblait alors destiné à de-



venir martyr (1) de sa loyauté, ou transfuge de la plus noble cause.

L'infortuné Charles I.<sup>er</sup> venait de périr sur un échafaud, le 30 janvier 1649.

Ce ne fut qu'après la mort du Roi, et la réduction absolue des royalistes, que Monk obtint sa liberté. Jusqu'alors il avait suivi la ligne droite; son penchant et l'amour du devoir l'avaient engagé sous l'étendard royal, la violence des temps et la force des circonstances le transportèrent dans les rangs des factieux, qu'il servit sans cesser de les détester. Lorsqu'il sortit de prison, je vais, dit-il au révérend évêque d'Ely, en prenant congé de lui, et en recevant la bénédiction de ce prélat, qu'il laissait dans la captivité, je vais en Irlande contre les rebelles de ce pays-là, mais j'espère bien rendre un jour quelque bon service contre les rebelles de celui-ci (1).

(1) Nous avons eu aussi dans le cours de notre révolution d'innombrables martyrs et quelques apostats.

(2) Comment Monk, simple colonel, alors en Irlande, pouvait-il espérer de devenir un jour maître des trois royaumes et de s'acquitter de sa parole? A ce sujet, je raconterai l'histoire que le docteur Gumble donne pour certaine, authentique et indubitable. Pen-

dant que Monk était prisonnier à la tour de Londres, un docteur Layburn, professeur en théologie, et prêtre catholique romain, faisait souvent visite à Monk, avec qui il avait fait connaissance, par le moyen de sir Thomas Cademan, médecin de la reine-mère défunte. Quelques-uns des amis de Layburn lui demandèrent pourquoi il se donnait la peine de visiter si souvent ce Monk ? Il répondit que *dans quelques années ce prisonnier serait le premier personnage des trois royaumes. C'est ce qu'il fut en effet pendant quelque temps avant le retour du Roi.* Layburn étant à souper avec le général et d'autres amis, un peu avant qu'il s'en allât en Ecosse avec Cromwell, assura publiquement à table, que dans six mois il serait général dans le Nord, et que, dans quelques années, il aurait les trois nations sous son commandement, pour le remettre à qui il appartiendrait.

---

---

 CHAPITRE II.

MONK sert le parlement d'Angleterre. — Il est envoyé en Irlande, et chargé de la défense de Dundalk — Il revient à Londres. — Il est nommé commandant en chef dans le nord de l'Irlande. — Sa tactique contre Owen-Roe-o-Neal. — Il est autorisé à faire avec lui un traité qui n'est point ratifié par le parlement. — Il quitte l'Irlande. — Sa rencontre avec Cromwell. — Il est mis en jugement au sujet de son traité, et acquitté. — Il accompagne Cromwell en Ecosse. — Bataille de Dumbar. — Cromwell lui laisse le commandement dans toute l'Ecosse. — Instructions qu'il reçoit du tyran.

J'AI entrepris l'histoire du général Monk, j'arrive à l'époque où commence l'apparente défection d'un homme de génie qui sut embrasser l'avenir, calculer les événemens, et s'arrêter à un plan qui ne put lui réussir, qu'en imitant ceux qui, sur les rivières, conduisent les barques à l'aviron, c'est-à-dire en tournant le dos au but qu'ils se proposent.

Le lord Lesly avait succédé à son père, le comte de Leicester, dans la charge de lord lieutenant d'Irlande. Monk obtint, par son crédit, le commandement d'un régiment pour aller servir contre les Irlandais, que l'on jugeait aussi rebelles au Roi qu'au Parlement.

Chargé de la défense de Dundalk, petite ville à trente milles de Dublin, il fut forcé, par ses propres soldats, de se rendre aussitôt qu'il en eut été sommé par l'ennemi; et si l'officier commandant le parti qui lui avait fait la sommation, n'eût pas été de ses amis, et n'eût pas espéré de lui faire embrasser de nouveau la cause royale, la garnison mutinée l'aurait jeté par-dessus les murailles, et ensuite aurait fait ses conditions.

La mission du lord Lesly ne fut d'aucune utilité pour les Anglais, et bien loin d'affoiblir le pouvoir des Irlandais, elle augmenta l'aigreur qui existait entre le lord-lieutenant et le président le lord Inchiquin. Ils portèrent des plaintes l'un contre l'autre au Parlement, où ils avaient chacun leurs partisans, de sorte que le temps de la commission du premier étant expiré, et le parti qui lui était contraire n'ayant pas voulu qu'il fût renouvelé, le lord Lesly repartit pour l'Angleterre, accompagné du colonel Monk, qui ne resta pas long-temps sans être rappelé au service.

L'art des gouvernans est de savoir discerner les gens capables de les servir le mieux.

Le Parlement s'empressa d'offrir au colonel Monk le commandement en chef des forces

Britanniques dans le nord de l'Irlande. Monk, l'ayant accepté, alla pour la troisième fois en Irlande, et établit son quartier-général dans la province d'Ulster, le foyer de la rébellion, où elle fut fomentée, concertée, et exécutée. Là, dans un pays stérile, sans beaucoup d'assistance de la part de l'Angleterre, ses subsistances furent assurées; son armée fut payée, et par les ressources qu'il sut se créer, il soutint une guerre difficile contre les royalistes les plus vaillans et les mieux exercés dans l'art militaire, tels qu'étaient ceux que commandait Owen-Roe-o-Neal (1). Connaissant l'ennemi audacieux auquel il avait affaire, il employa la voie la plus sûre pour la réduire, celle de l'affamer. Pour cet effet, il dévasta tout le pays d'alentour, et en fit un véritable désert. Tactique qui semble bien barbare, mais que la dure nécessité de la guerre commande souvent, et que justifie le succès infaillible qu'elle obtient. Elle donne la victoire sans combat. En 1536, le maréchal de Montmorency fit ravager la Provence, et sauva le reste de la France, lors-

(1) C'était un vieux officier, d'une expérience consommée, qui avait été gouverneur d'Arras, pour le roi d'Espagne.

qu'elle fut menacée d'une invasion par l'empereur Charles-Quint.

Owen-Roe-o-Neal, ne trouvant plus aucun moyen de subsister dans un pays entièrement ruiné, fut forcé de faire sa retraite.

Pendant que Monk se maintenait dans la province d'Ulster, le Conseil d'Etat d'Angleterre, qu'on appelait aussi le Comité de Westminster, lui avait envoyé des instructions secrètes, à l'effet de traiter séparément avec Owen-Roe-o-Neal; et, par ce moyen, de le diviser des autres Irlandais, ce que Monk trouva le moyen d'exécuter. Il ne le proposa pas plutôt à Owen-Roe-o-Neal, qu'il fut écouté. Owen-Roe-o-Neal envoya un messenger de confiance à Monk, porteur des conditions qu'il voulait qu'on lui accordât. Il offrait « de servir le Parlement, et de soutenir ses  
« intérêts avec son armée qui serait composée  
« de tel nombre de cavalerie, d'infanterie et  
« d'artillerie qu'il serait convenu entre eux. » Il demandait « que lui et tous ceux de son parti  
« qui s'uniraient avec lui, jouissent du libre  
« exercice de leur religion, sans aucun trouble  
« ni empêchement; qu'il fût rétabli dans les  
« terres dont ses ancêtres avaient été en possession dans Tyrone, Londondery, et dans  
« quelques autres parties de l'Irlande; que tous

« ceux qui se joindraient à lui fussent pareille-  
« ment rétablis dans leurs propriétés; que ceux  
« dont les biens auraient été vendus, obtien-  
« draient une indemnité équivalente, et qu'on  
« accordât un acte d'amnistie. »

Monk reçut ses propositions, et après les avoir lues, il lui envoya dire « qu'il y avait  
« quelques articles qui pourraient choquer le  
« Parlement, et qu'il fallait les changer; » il lui indiqua les modifications qu'il souhaitait:elles étaient principalement relatives à l'exercice public de la religion, « il ajoutait que si Owen-  
« Roe-o-Neal consentait à ces changemens, il  
« eût à renvoyer le traité après l'avoir signé, et  
« qu'aussitôt il l'enverrait au Parlement pour le faire ratifier. » Il finissait par demander « une  
« cessation d'armes pour trois mois, pendant le-  
« quel temps il ne doutait pas qu'il ne reçût une  
« ratification du Parlement. »

Owen-Roe-o-Neal consentit aux changemens, signa le traité, y apposa son cachet et le renvoya au général Monk, avec son consentement pour la cessation d'armes.

Monk envoya promptement au comité de Westminster le traité qu'il venait de conclure, d'après les instructions qu'il avait reçues. Les membres de ce comité n'avaient pas d'autorité pour le

ratifier : il fallait le présenter au Parlement, qui seul avait ce pouvoir. Le traité ne parut pas plutôt dans la Chambre, qu'elle fut toute en combustion. Grand emportement contre la témérité de Monk qui méritait, disait-on, d'être déplacé, et d'être puni exemplairement. Ces factieux qui occupaient la chaise curule se ressouvenaient « d'avoir déclaré le Roi même criminel, pour avoir traité et fait une paix avec les Irlandais rebelles. Que penserait et dirait le peuple, si le Parlement autorisait la même faute, en ratifiant un traité fait avec un chef de rebelles, avec les principaux auteurs et les cruels exécuteurs de la rébellion qui étaient sous son commandement ? »

Après les emportemens qu'ils crurent devoir faire paraître en cette occasion, ils déclarèrent « qu'ils n'avaient donné aucune autorité au général Monk d'entrer dans ce traité; qu'en conséquence il était nul, et que jamais ils ne le ratifieraient : mais que le général Monk ayant agi dans la sincérité de son cœur, et ayant cru être utile à la république, quoiqu'il se fût trompé, ils l'excuseraient et ne l'inquiéteraient point sur ce sujet », parce qu'ils savaient bien qu'il représenterait un ordre en vertu duquel il avait agi, et qu'il justifierait aisément son procédé.



Ainsi, le traité fait avec Owen-Roe-o-Neal ne produisit d'autre effet que de conserver au parti parlementaire la ville de Londondery, vaillamment défendue par le chevalier Charles Coot, réduite alors à l'extrémité, secourue et ravitaillée pendant la trêve par l'assistance et la connivence d'Owen-Roe-o-Neal.

Mais d'un autre côté la position du général Monk devenait chaque jour plus critique, par l'insubordination des soldats écossais, qui osèrent attenter à sa liberté, et par la désertion des Irlandais protestans qui l'abandonnaient, pour se réunir au premier étendard royal qu'ils voyaient flotter. Instruit, d'ailleurs, par ses amis, des murmures que son traité avait excités, il s'attendait à voir arriver son successeur : il prévint l'ordre de son rappel, et se hâta de quitter l'Irlande, en y laissant les souvenirs de la sagesse de son administration : car il y avait réglé les affaires civiles avec une telle équité, que plusieurs des jugemens qu'il avait rendus ont conservé long-temps toute leur force : dans ces temps de troubles et d'anarchie, il n'y avait d'autres lois que celles que donnaient les gouverneurs militaires.

Dans sa route, le général Monk fit rencontre d'Olivier Cromwell, qui s'était fait décerner le

gouvernement de l'Irlande. Cromwell lui déclara dans quel danger il était, et l'avertit de s'adresser aussitôt, en arrivant à Londres, à quelques-uns de ses amis, à qui il écrivit en sa faveur. Ce n'était pas sans grande raison que Cromwell prenait si fort son parti dans cette occasion. Il était membre, ou plutôt le régulateur du comité de Wetsminster, soupçonné violemment d'être l'auteur et la cause principale de l'accord qui s'était fait entre le général Monk et Owen-Roe-o-Neal. Quoi qu'il en fût, le général Monk se chargea, à ses risques et périls, de toute la responsabilité. Il est bon de remarquer que ce fut dans cette entrevue que des liaisons d'amitié s'établirent entre le destructeur du trône anglais, et celui qui en fut le glorieux restaurateur.

Dès que le général Monk fut arrivé à Londres, il fut traduit devant une commission, et examiné au sujet de la trêve qu'il avait conclue. Plusieurs membres du parlement, qui n'étaient pas des amis de Cromwell, désiraient passionnément qu'il confessât ce qu'ils soupçonnaient : car ils ne pouvaient entièrement ignorer qu'il n'eût jamais osé entreprendre une affaire de telle importance, où il courait beaucoup de risques, sans la sollicitation de Crom-

well. Ils s'emportèrent hautement contre le général Monk, et ils étaient d'avis qu'on l'envoyât prisonnier à la Tour. Mais le parti Cromwelliste qui formait la majorité dans l'assemblée, donna des éloges à sa conduite, la jugeant plutôt digne de récompense que de punition ; l'un d'eux s'écria : « Qu'il était plus à propos « de le faire gouverneur de la Tour, que de l'y « constituer prisonnier. » Cette affaire en resta là, et n'eut aucune suite ultérieure.

Le général Monk dévora en silence son mécontentement, et se retira dans la terre de son père, qui était devenue la sienne par la mort de son frère aîné.

Pendant que Cromwell était occupé à soumettre l'Irlande, le parlement d'Angleterre fut informé qu'on faisait les plus grands préparatifs de guerre en Ecosse, en faveur de Charles II, reconnu pour roi, et qu'on était résolu d'entrer en Angleterre avec une puissante armée. Le parlement, alarmé de cette nouvelle, se hâta d'envoyer à Cromwell un ordre, ou plutôt une prière de se rendre incessamment à Londres, pour consulter et résoudre avec le Conseil-d'Etat ce qu'il y aurait à faire pour assurer le repos et la tranquillité de la république.

Au premier avis, Cromwell partit pour l'An-

gleterre, après avoir établi en sa place Ireton son gendre, à qui il laissa ses instructions et les ordres nécessaires pour la continuation de la guerre contre les Irlandais.

A son arrivée à Londres, il fut reçu avec de grands applaudissemens. S'il ne refusa pas les honneurs que le peuple de la capitale lui voulut rendre en cette rencontre, il fit voir qu'il avait l'esprit assez solide pour ne faire pas grand fond sur ces félicitations populaires. Car en passant par Tyburn, qui est le lieu où l'on exécute ceux qui sont condamnés à mort, un flatteur lui ayant dit, en lui montrant la foule du peuple qui accourait au-devant de lui : *Voyez quelle multitude de gens viennent pour vous voir triompher.* Il lui répondit froidement : *Il en viendrait encore plus pour me voir pendre.* Il ne se montra pas si indifférent à l'honneur d'être regardé par toute la horde de ses complices, comme le seul homme d'Angleterre sur qui on pût se reposer du succès des grandes affaires. Cette estime publique assurait sa domination; il en reçut un nouveau témoignage, par la manière dont le Parlement lui commit l'entreprise d'Ecosse, en lui conférant les pouvoirs de capitaine-général de toutes les forces de l'Angleterre.

Cromwell , chargé seul de l'expédition importante contre l'Ecosse , envoya en diligence vers tous les officiers des troupes restées jusqu'alors dans leurs garnisons ; il leur ordonna de prendre trente hommes de chaque compagnie de cavalerie , et vingt-cinq de chaque compagnie d'infanterie , et de se rendre incessamment à Carlisle , qui est la dernière ville de l'Angleterre du côté de l'Ecosse , et qu'il indiqua comme le rendez-vous général.

Dans le choix qu'il fit des officiers pour servir auprès de sa personne , Cromwell n'eut garde d'oublier Monk , qu'il regardait comme son ami , si toutefois un homme tel que Cromwell put être capable d'amitié. Engagé de nouveau sous l'étendard de la rébellion , Monk fut fait lieutenant-général de l'artillerie. Cromwell en faisait un tel cas , qu'il avait soin de l'appeler dans tous les conseils de guerre qui se tenaient avant le départ de l'armée , ne voulant jamais délibérer sans son avis sur une affaire de quelque importance.

Cromwell , ayant réglé tous les préparatifs de son départ , se mit aussitôt en marche avec une partie des milices qui étaient dispersées aux environs de Londres et dans le comté de Middlesex. Son armée était de seize mille hommes ,

et lorsqu'il lui fit passer la rivière de Tyne, qui sépare l'Ecosse de l'Angleterre, elle était de vingt-six mille hommes, douze mille de cavalerie, et quatorze mille d'infanterie. Il s'arrêta deux jours sur les bords de cette rivière pour faire reposer ses troupes. Là, il fut informé que le nombre des Ecosais montait à vingt-huit mille hommes bien armés, qu'ils étaient campés dans le voisinage d'Edimbourg, et que les habitans de la campagne avaient reçu l'ordre d'abandonner leurs habitations, et de transporter leurs effets dans le pays situé entre Berwick et la capitale; en sorte que Cromwell traversa sans obstacle des contrées désertes, côtoyé par une flotte qui lui fournissait des vivres. Il trouva l'ennemi si fortement retranché entre Leith, Edimbourg et Dalkeith, qu'il ne put se flatter de l'attaquer avec avantage, et en conséquence, il jugea à propos de se retirer vers Musselbourg.

Lesly, général des Ecosais, détacha quelques troupes pour tomber sur son arrière-garde, entamée à plusieurs reprises. Cependant Cromwell fit un autre mouvement sur les Ecosais, espérant de les attirer hors de leurs retranchemens. Dans cette vue, il marcha à Dumbar. Les Ecosais le suivirent jusqu'à un mille de

Dumbar, et campèrent sur les hauteurs de la ville.

Le généralissime anglais, accoutumé à vaincre, et impatient de n'avoir pas encore vaincu, assembla un conseil de guerre, dans lequel le général Monk exposa l'avantage de livrer la bataille sans délai. En effet, l'armée se trouvait alors réduite à une telle extrémité, qu'elle ne pouvait ni poursuivre sa marche, ni demeurer dans sa situation, sans être exposée au danger le plus imminent d'être défaite ou affamée. Son avis trouva beaucoup d'opposition; néanmoins il prévalut. Les ordres furent donnés pour l'attaque.

Le 3 septembre 1650, le général Monk engagea l'affaire avec trois régimens d'infanterie. Il n'y eut que le régiment de Lawer, des Ecos-sais, qui fit quelque résistance : mais un de leurs principaux officiers, le lord Champbell, ayant été tué, ils furent tous taillés en pièces, et le reste de l'infanterie prit la fuite du côté des sables de Bellhaven. La victoire fut complète pour les Anglais. Le nombre des morts fut de trois mille; l'on ne compta pas moins de neuf mille prisonniers. Trente pièces de canon, cent chariots de munitions et tous les bagages furent les trophées d'une journée dont la gloire, quoique due au

général Monk, rejaillit toute entière sur Cromwell. Les Anglais poussèrent leurs avantages. Leith, Edimbourg et tous les postes situés sur le bord méridional du golfe et du fleuve Forth jusqu'à Stirling tombèrent, au pouvoir du vainqueur. Le général Monk fut détaché pour aller mettre le siège devant la forteresse de Tantallon, qui fit peu de résistance.

Cependant, après la bataille de Dumbar, les restes de l'armée écossaise s'étaient rassemblés à Stirling, et Charles second avait pris une résolution digne d'un jeune prince qui combat pour l'empire. La voie lui était ouverte en Angleterre. Il entreprit brusquement d'y entrer, dans l'espérance que tous ses amis et tous ceux qui n'étaient pas bien disposés pour le gouvernement actuel se rassembleraient sous ses enseignes. Ses troupes, au nombre de quatorze mille hommes, levèrent leur camp et s'avancèrent à grandes journées, par les plus courts chemins qui conduisoient dans le comté de Lancastre.

Les mouvemens de l'armée royale causèrent une extrême surprise à Cromwell. Il était ordinairement averti de tout ce qui se passait dans l'armée et dans les Conseils du Roi; mais cette dernière résolution fut délibérée avec tant de secret que la connaissance lui en fut dérobée. Il



répara bientôt le défaut de sa prévoyance , par la célérité de ses mouvemens. Il envoya ordre de toutes parts d'assembler des forces pour arrêter la marche du Roi , il chargea les généraux Lambert et Harrisson de suivre et de harceler l'armée royale avec des corps de cavalerie légère , et il marcha lui-même sur les traces du Roi avec toute la diligence possible.

En quittant l'Ecosse , Cromwell en remit le gouvernement au général Monk , en qui il avait placé toute sa confiance , et dont le dévouement ne lui paraissait point équivoque. Il lui laissa un corps d'environ sept mille hommes , assez fort pour achever l'entière soumission des Ecos-sais , et pour opprimer ceux qui voudraient se soulever après son départ , avec ordre « de gar-  
« der Edimbourg , et le port de Laith ; de sur-  
« prendre et d'arrêter autant de nobles et de  
« gentilshommes , qu'il y en aurait de suspects ;  
« de tenir leur personne sous bonne garde , et  
« de mettre leurs biens sous le séquestre ; d'u-  
« ser d'une extrême sévérité contre tous ceux  
« qui s'opposeraient à lui ; surtout de ne pas  
« souffrir la licence des prédicateurs dans leurs  
« chaires ; de pénétrer jusque dans l'intérieur des  
« familles pour y connaître les frondeurs et les  
« mécontents ; de gouverner par la *terreur* ; en-

« fin d'assiéger Stirling le plutôt possible , parce  
« que plusieurs personnes de qualité s'étaient  
« retirées dans cette ville , comme une place  
« forte et capable d'être défendue , et parce que  
« les papiers importans du royaume et plusieurs  
« autres effets précieux y étaient déposés , le  
« Roi y ayant fait sa résidence plus que partout  
« ailleurs. »

Il le chargea en outre , « si dans quelque place  
« que ce fut , il trouvait une résistance opiniâtre,  
« et qu'il fut contraint d'employer beaucoup de  
« temps et de la prendre d'assaut , de ne faire  
« aucune grâce , et de l'abandonner au pillage. »  
Instructions qui caractérisent bien le tyran qui  
les avait données ; instructions dignes d'un Gen-  
gis-Kan , d'un Thamas Kouly - Kan , ou de cet  
homme dont je ne pourrais , en ma qualité de bon  
Français , prononcer le nom qu'avec horreur  
et dégoût.

---

## CHAPITRE III.

**PRISE** du château de Stirling par capitulation. — La ville de Dundee emportée d'assaut. — Soumission entière de l'Ecosse. — Projet de réunir ce royaume à la république d'Angleterre, effectué par l'influence du général Monk. — Etat heureux et paisible de l'Ecosse sous le gouvernement de ce général. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Le général Monk est rappelé d'Ecosse pour être mis à la tête de la flotte. — Premier combat naval. — Second combat, dans lequel l'amiral hollandais Martin Tromp est tué. — La paix faite, le général Monk retourne à Londres, et comprime une mutinerie des matelots.

**L**E général Monk, investi de toute la puissance civile et militaire en Ecosse, commença ses opérations par le siège du château de Stirling, l'ancienne résidence des rois d'Ecosse et leur retraite ordinaire dans les temps de danger et de conspiration. Cette place, pourvue de munitions de guerre et de bouche pour une longue défense, fit une résistance de trois jours. Elle ouvrit ses portes, et se rendit par capitulation. Le général Monk revint maître de toutes les archives du royaume, du trône, du sceptre, de la couronne, et d'autres effets précieux qu'il fit aussitôt passer en Angleterre, et qui y sont restés depuis cette époque.

La seconde place qui fut attaquée, fut Dundée, ville bien fortifiée, défendue par une bonne garnison, sous le commandement de Robert Lumsdaine, remplie de meubles les plus riches, et de toute l'argenterie du royaume qu'on y avait mise en dépôt, comme dans un lieu de sûreté. Le général Monk se présenta devant les murs, et somma la ville de se rendre. Le gouverneur répondit : « Que si le commandant et le reste  
« des forces anglaises voulaient poser les armes,  
« et se rendre avec soumission, il leur donne-  
« rait des passe-ports, pour s'en aller paisible-  
« ment chez eux. »

Cette réponse, pleine d'arrogance et de présomption, n'annonçait que trop une détermination de vaincre ou de périr. La tranchée fut ouverte, la brèche devint praticable, l'assaut fut donné, et la place fut emportée après le combat le plus opiniâtre dans lequel le brave Robert Lumsdaine fut tué. Dundée eut le triste sort d'une ville prise d'assaut ; elle fut livrée au carnage et au pillage. Le butin qu'on y trouva fit la charge de soixante navires qui furent expédiés par la Tamise, et qui périrent tous presque à la vue de Londres.

Pendant le siège de Dundée, les comtes de Leven et de Crawford, le lord Ogilvi, le lord

Douglas et d'autres gentilshommes avaient formé un rassemblement dans le voisinage, pour tâcher de faire lever le siège de cette place. Le général Monk, instruit de leurs mouvemens, détacha contre eux les colonels Morgan et Alured, qui les surprirent, et les firent presque tous prisonniers. Le chevalier Musgrave que les mêmes vues avaient conduit à Dumfries, avec quelques Ecosais, eut le même sort. De toutes parts, le succès couronnait les opérations du général Monk. Aberdeen, Inverness, Saint-André, et plusieurs autres places ouvrirent volontairement leurs portes. Le marquis d'Argyle fit ses soumissions à la république d'Angleterre, et si l'on excepte quelques royalistes infatigables qui demeurèrent quelque temps dans les montagnes, ayant pour chefs le comte de Glencarn, le lord Balcarras, et le général Middleton, le royaume d'Ecosse, que sa situation, sa valeur, sa pauvreté avaient maintenu si longtemps dans l'indépendance, fut réduit à la plus entière sujétion : ce royaume qui avait tant fait pourn'être point incorporé à la monarchie d'Angleterre, quand de grands rois la gouvernaient, fit partie d'une république d'Anglais créée par un simple particulier.

Cette prétendue république d'Angleterre

ayant rangé sous son obéissance l'Ecosse et l'Irlande, et jouissant d'une profonde paix au-dehors, travailla d'abord à unir les trois royaumes par un même gouvernement, avec un seul parlement. Cette union des trois royaumes fut un projet conçu par le roi Jacques II, et fut un des événemens les plus remarquables du règne de la reine Anne.

Pour atteindre le but que le parlement d'Angleterre s'était proposé, Jean Wane, Saloway, et quelques autres commissaires furent envoyés en Ecosse. Il y a grande apparence qu'ils eussent échoué dans leur mission, si le général Monk, également entendu dans les arts de la guerre et de la paix, n'eut aplani toutes les difficultés. Sa conduite prudente avait ramené les esprits et diminué les préventions élevées contre lui. Les Ecossais, après l'avoir considéré, pendant la guerre, comme un ennemi secret et rigoureux, ne virent plus en lui qu'un protecteur occupé de leur bonheur. Ils se soumirent à la nécessité présente, sur l'espérance que le général Monk leur donna d'un meilleur avenir.

Il continua de gouverner l'Ecosse avec la sagesse qui le caractérisait. Tous les partis furent comprimés sans effort, sans violence. Deux sectes, dont l'une était favorable au roi, et dont

L'autre lui était opposée , sous le nom de *Resolutionners* et de *Protestateurs*, plus ennemies entr'elles , qu'elles ne l'étaient de Cromwell et des Anglais indépendans, avaient formé des assemblées tendant à diviser et agiter longtemps le pays. Un simple lieutenant-colonel fut envoyé contr'elles , et elles furent dissipées. Défenses furent faites sous peine de la vie , qu'on n'eût à faire désormais de pareilles assemblées ; il ne devait se trouver jamais plus de deux personnes ensemble. Les royalistes étaient surveillés ; leurs mouvemens furent arrêtés aussitôt que commencés. Le général Monk accorda la paix au comte de Glencarn , et lui permit de vivre en repos sur ses terres. Les restes du fidèle parti de Montrose méritaient sa sollicitude. Repoussés de tout emploi , ils étaient étrangers sur le sol de leur patrie ; il leur montra beaucoup de bienveillance , accordant aux uns les droits civils , admettant les autres dans le service militaire.

Tel était l'état heureux et paisible de l'Ecosse sous le gouvernement paternel du général Monk, lorsqu'au moment de la déclaration de guerre contre la Hollande en 1652, il se vit rappelé pour aller prendre le commandement de la flotte destinée à agir contre les Hollandais. N'ayant jamais manié que le javelot de Mars , il dut être

étonné lui-même qu'on voulût lui remettre entre les mains le trident de Neptune. Quoiqu'étranger au service de mer, il devint tout d'un coup le collègue du célèbre amiral Robert Blake. Il accepta cette nouvelle commission avec joie, et vraisemblablement avec la pensée de connaître plus particulièrement l'esprit et les dispositions d'un corps aussi prépondérant que l'est celui de la marine en Angleterre.

La flotte anglaise sortie des ports de la Tamise était commandée par les généraux Monk et Dean, montant tous les deux le même vaisseau. Pen était vice-amiral, et Lawson contre-amiral. La flotte hollandaise était commandée par Martin Tromp, ayant sous lui Ruyter. Quels noms illustres dans les fastes de la marine ! Quels adversaires redoutables opposés au général Monk, encore inconnu à l'Océan !

Les deux flottes se rencontrèrent le 2 juin 1672, sur les côtes de Flandre, proche de Nieuport. Les Hollandais étaient supérieurs en nombre de vaisseaux : les Anglais attendaient un renfort que l'amiral Blake devait amener, et qui ne vint pas, ayant reçu une autre destination du côté de la Baltique. Le combat s'engagea le 3 juin dès le grand matin. Le général Dean ayant été tué par les premiers coups de canon que ti-



rèrent les Hollandais, le général Monk qui était auprès de lui, couvert de son sang, n'en fut que plus ardent à combattre pour le venger ; il jeta son manteau sur le corps de son collègue, et commanda aux matelots de ne songer qu'à gagner la bataille.

A dix heures, l'affaire était devenue très-vive, particulièrement entre Lawson et Ruyter. Tromp était accouru au secours de Ruyter, et Monk se présenta dans le meilleur ordre, pour combattre Tromp. La victoire fut long-temps balancée ; mais sur les trois heures après midi, les Hollandais profitèrent du vent qui leur était favorable, pour faire leur retraite. Ils furent poursuivis par quelques frégates légères, jusqu'à ce que la nuit fût venue.

Le lendemain matin les deux flottes se retrouvèrent en présence l'une de l'autre, à la vue de Dunkerque ; mais le vent fut si faible, qu'elles ne purent se joindre avant midi. Le combat continua avec plus de chaleur que le premier jour, et dura jusqu'à dix heures du soir. La victoire fut complète pour les Anglais : ils ne perdirent pas un seul de leurs vaisseaux, en prirent treize, en firent sauter deux, et en coulèrent six à fond. Si la flotte hollandaise ne se fût sauvée entre Dunkerque et Calais dont l'accès était trop dan-

gereux aux Anglais, il est probable qu'elle eût été entièrement prise ou défaite.

Le général Monk s'occupa, d'abord, de renvoyer en divers ports de l'Angleterre ses blessés et ses malades, avec quelques vaisseaux qui avaient été maltraités, et qui avaient besoin d'être réparés. Il résolut de croiser le long des côtes de la Hollande, et de bloquer l'embouchure du Texel et de la Meuse, tant pour interrompre totalement le commerce des ennemis, que pour montrer au rivage Belgique le pavillon victorieux de l'Angleterre. Dans cette station, il prit un grand nombre de navires marchands.

Cependant les Hollandais, pour rétablir leur réputation, équipèrent une nouvelle flotte composée de cent vingt-cinq vaisseaux de guerre. Tromp qui s'était retiré du dernier combat avec soixante-cinq vaisseaux, commença par se mettre en mer avec quatre-vingt-quinze, sans attendre que ceux que de Witt devait lui amener fussent prêts.

Le 20 juillet, au matin, les Anglais, au nombre de quatre-vingt-dix vaisseaux, découvrirent la flotte hollandaise devant la Meuse, à la hauteur de Scheveling, et formèrent leur ordre de bataille. A six heures, le choc commença entre quelques frégates qui furent ensuite ren-

forcées par des vaisseaux , au nombre de trente. Les Anglais se battirent vaillamment jusqu'à ce que la nuit fit cesser le feu.

Sur ces entrefaites l'ennemi fit sa jonction avec la division que de Witt amena : avec un pareil renfort , il se flatta de se venger du dernier affront. Il se livra entre les deux flottes une nouvelle bataille , la plus sanglante et la plus furieuse qu'on eût encore vue. Le général Monk avait fait le signal à tous les capitaines de sa flotte de ne donner ni de recevoir aucun quartier. Le vaisseau du vice-amiral hollandais Corneil Eversen avait été coulé à fond , lorsque Tromp , parcourant le tillac , l'épée à la main pour animer ses gens , et pour leur inspirer l'héroïque ardeur dont il était transporté , fut tué d'une balle de mousquet , qui lui traversa le cœur. La mort de ce grand homme ralentit le courage de ses officiers et de ses matelots : toute la flotte hollandaise déploya ses voiles , pour s'en retourner au Texel. Les Anglais ne poursuivirent pas les ennemis fort loin ; ils avaient acheté trop chèrement la victoire ; ils entrèrent à Solebay , pour y déposer leurs prisonniers , dont le nombre se montait à plus de douze cents ; ils n'avaient perdu qu'un seul vaisseau , l'*Oak* , tandis que les Hollandais en

eurent trente qui furent pris ou coulés à fond. Le général Monk, après avoir ravitaillé sa flotte avec toute la diligence possible, retourna vers les côtes de Hollande, pour pouvoir tirer avantage de la consternation que la mort de Tromp avait répandue parmi les Hollandais, et pour profiter de la décadence de leur marine.

Cependant les Etats de Hollande, accablés des dépenses de la guerre, effrayés de leurs pertes, et mortifiés de leurs défaites, souhaitaient passionnément de s'accorder avec un ennemi dont ils n'avaient que trop éprouvé les forces. Le grand obstacle à la paix ne venait point d'aucune animosité des Anglais; mais au contraire, du désir trop vif d'une confédération plus étroite.

Cromwell avait conçu le grand dessein d'une union totale de gouvernement, de privilèges, d'intérêts, et de conseils avec les Provinces-Unies. Il voulait incorporer la Hollande avec l'Angleterre, et ne faire des deux républiques qu'un seul et même état, qui serait gouverné par un seul Parlement souverain, lequel se tiendrait à Londres, et où les Hollandais enverraient leurs députés. L'occasion paraissant favorable à Cromwell pour l'exécution de son projet, il crut en devoir faire la propo-

sition. L'ayant donc communiqué aux ambassadeurs de Hollande, qui étaient venus pour traiter de la paix, ceux-ci l'envoyèrent aux Etats-Généraux, qui le trouvèrent impraticable, et qui crurent qu'il valait mieux conserver à leur gouvernement la forme qu'on lui avait donnée avec tant de sagesse et de conduite. Ainsi, ce vaste plan tomba de lui-même : mais est-il tellement oublié qu'il ne puisse revivre un jour ? C'est une question très-importante que je laisserai à décider à ces hommes d'état, dont la vue perçante sait apercevoir dans le lointain le plus obscur, que le passé n'est jamais perdu pour l'avenir.

La négociation pour le traité avec la Hollande fut enfin terminée en 1654. Les articles de la paix signée à Westminster furent ratifiés le 15 avril par Cromwell, revêtu alors de la dignité de protecteur.

Le général Monk, de retour à Londres, prit un soin particulier de tous les officiers et matelots qui venaient de servir sous ses ordres. Chacun fut récompensé suivant son grade ; tous les blessés, les femmes et les enfans de ceux qui avaient été tués, reçurent des pensions.

Un jour se trouvant au bureau de l'Amirauté, il fut abordé par quelques milliers de matelots

qui vinrent lui demander insolemment l'argent qui leur était dû pour leur part de prises : ces demandes montaient à une prodigieuse somme, car il y avait eu près de seize cents navires de pris, tant petits que grands. C'est pourquoi, l'argent n'étant pas encore prêt, le général leur dit d'attendre quelque temps, jusqu'à ce qu'on eût disposé de tous ces navires, et les assura qu'ils seraient infailliblement satisfaits. Ils se retirèrent, paraissant assez contents de cette réponse. Le général s'en alla ensuite à Whitehall, pour rendre compte à Cromwell de la demande de ces matelots. Comme il était encore avec Cromwell, on vint lui annoncer qu'il y avait trois ou quatre mille matelots qui marchaient vers Whitehall. Le général Monk, qui avait pris leur affaire à cœur, et à la parole de qui ils avaient paru se fier, lorsqu'il leur avait promis qu'ils seraient indubitablement payés, se sentit choqué d'un procédé si étrange. Animé de la plus vive indignation, transporté de fureur, il courut vers les mutins, tira son épée, et tomba sur les premiers qui s'avancèrent. Par cette action aussi hardie, aussi intrépide, aussi résolue, il en imposa tellement à cette multitude, qu'elle se dispersa en prenant la fuite.

Cependant il était arrivé que le général, frappant d'estoc et de taille, avait blessé dans la foule un homme qui passait son chemin, dans ce moment-là, pour ses propres affaires. S'étant fait assurer qu'il ne faisait point partie du rassemblement des matelots, il lui envoya, pour satisfaction, cinquante guinées, en disant plaisamment : « Pourquoi cet oison se trouve-t-il « parmi tous ces oiseaux de proie ? »

Quelque temps après, les matelots furent payés par les sollicitations du général Monk, qui regardait la paie des défenseurs de la patrie comme le prix de leur sang. Leur retenir une dette aussi sacrée, c'était la plus grande des injustices ; c'était pour lui la chose la plus intolérable. Il reçut à cette époque une marque de gratitude de la part du gouvernement, qui fit frapper, en l'honneur des dernières victoires remportées sur les Hollandais, une médaille représentant un combat naval : elle lui fut présentée par Cromwell lui-même, dans un dîner auquel il l'avait invité. Le protecteur passa autour du cou du général la chaîne à laquelle était attachée la médaille ; il la lui fit porter pendant tout le temps du repos, se glorifiant peut-être en lui-même de le montrer aux autres convives comme un homme enchaîné à son service.

Après d'aussi longs travaux, non interrompus, le général Monk s'était flatté de pouvoir se livrer aux douceurs de la vie privée. Il s'était proposé d'aller visiter ses parens et ses amis, dont il était séparé depuis tant d'années, et de donner quelques momens de surveillance à ses biens patrimoniaux, dont il avait hérité par la mort de son frère aîné; mais il fut frustré dans ses espérances. L'heure du repos n'était pas encore sonnée pour lui.

---



---

## CHAPITRE IV.

**NOUVEAUX troubles en Ecosse.** — Le général Monk est envoyé pour les apaiser. — Il arrive à Dublin. — Il prend connaissance de la situation du pays. — Sa marche rapide et méthodique du côté des montagnes de la haute Ecosse. — Sa visite au lord Campbell de Glenarchie. — Les restes du parti royaliste détruits. — La paix rétablie dans toute l'Ecosse. — Séjour et occupations du général Monk au château de Dalkeith. — Il refuse la proposition qui lui est faite par Cromwell. — Il fait arrêter le colonel Overton, et le renvoie en Angleterre avec ses complices. — Mort d'Olivier Cromwell. — Causes de l'élévation de cet usurpateur. — Etat sommaire des puissances de l'Europe, de l'empereur et de l'Empire, de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse, de la Hollande, du Danemark, de la Suède et de la France. — La Russie refuse de reconnaître la république d'Angleterre, et chasse honteusement l'ambassadeur de Cromwell.

**P**ENDANT l'absence du général Monk, l'Ecosse avait bien changé de face. En vain il avait imposé l'obéissance à ses habitans, et il avait fait régner la paix dans ce royaume. Lilburn (1) qui lui avait succédé, n'avait pu empêcher ni les royalistes de reparaitre et de s'agiter dans les montagnes, ni les différens sec-

(1) Ce Jean Lilburn, avant la révolution, était un pauvre relieur de livres.

fares répandus dans le plat-pays de suivre leur inclination pour le désordre et le trouble. Les *resolutioners* et les *protestateurs* ne sentant plus la main forte qui les avait comprimés, avaient commencé leur querelle avec plus de zèle et de chaleur. De plus, l'arrivée du major-général Middleton, avec quelques troupes qu'il amena de la Hollande, avait occasionné un mouvement général dans le nord de l'Ecosse.

Cromwell vit le danger, et crut ne pouvoir y remédier autrement qu'en remettant promptement au général Monk le gouvernement de l'Ecosse, avec la plénitude des pouvoirs qu'il y avait exercés autrefois.

Monk se vit ainsi arraché aux douceurs dont il jouissait dans sa retraite : il reçut l'ordre de se rendre en toute diligence à Dublin. En arrivant dans la capitale de l'Ecosse, son premier soin fut de faire connaissance avec son armée, et d'en étudier l'esprit. Il la passa en revue, et la trouva composée de plusieurs violens Anabaptistes qui avaient été placés par Lilburn, Anabaptiste lui-même très-ardent : il chassa tous ces turbulens sectaires. Les soldats n'étaient occupés que de disputer de religion ; il défendit toutes discussions théologiques ; et, après avoir pris des informations exactes sur les divers quar-

tiers occupés par les forces de Middleton et de ses partisans, il commença sa marche du côté de la Haute-Ecosse; il détacha le major-général Morgan par une route, et en prit lui-même une autre pour surprendre les Ecossais et les envelopper.

Le 20 juillet 1654, le major-général Middleton qui avait succédé au comte de Glencarn, fut attaqué à Longhevry, et défait par Morgan. Tout l'été se passa en marches et contre-marches, à travers les marais et les montagnes diverses de l'Ecosse. Les journées que le général faisait faire à son armée étaient de deux lieues; et à midi, ou auparavant, le soldat était établi dans son logement. Il était lui-même son maréchal-des-logis : habile dans le choix de ses postes et de ses campemens, il tenait sans cesse l'ennemi dans l'inquiétude, tandis que son armée jouissait de la plus grande tranquillité; la sécurité de ses camps ressemblait à celle d'une garnison. Quand il était obligé de s'engager dans des passages difficiles, il avait toujours deux colonnes suffisamment fortes, marchant sur ses flancs et à quelque distance un peu devant le corps principal de l'armée. C'est ainsi qu'il prévenait les surprises de l'ennemi, et que souvent il le surprénait lui-même. Toutes les précautions possibles

étaient prises pour assurer la subsistance des dépôts de troupes. De distance en distance, des vivres avaient été placés, et leur arrivage se faisait par le service des chevaux accoutumés à marcher dans ces routes bordées de précipices. L'armée, divisée en colonnes mobiles, parcourut tout le pays des insurgés, levant les perceptions, ravageant les blés, démolissant les maisons, de sorte qu'aux approches de l'hiver, les malheureux habitans étaient obligés de se rendre, ou de mourir.

C'est probablement cette sévérité de discipline militaire qui a attiré au général Monk, de la part de plusieurs historiens, le reproche d'avoir rendu son joug très-pesant à la nation écossaise, et de l'avoir gouvernée avec une verge de fer. Dans une de ses marches, il fut reçu chez le lord Campbell de Glenarchie, dont le château, avec toutes les dépendances, lui parut convenable pour y placer ses provisions de guerre et de bouche. Mais le lord se souciait peu de recevoir ce dépôt. Le général, voyant cela, commanda à ses officiers de se retirer, et dit au lord Campbell qu'il ne voulait point violer l'hospitalité; mais que puisqu'on lui refusait cette maison pour le service du gouvernement, il se voyait obligé, avec regret, d'es-

sayer s'il pourrait l'avoir par la force : il l'avertit de pourvoir à sa défense. Le lord Campbell avait avec lui beaucoup de parens et d'amis qui, après s'être consultés ensemble, abandonnèrent tout le château au général, en le suppliant de leur en laisser une partie pour leur habitation.

Dans une courte campagne, ou plutôt dans une promenade militaire, qui ne dura que quelques mois, le général Monk était parvenu à soumettre entièrement l'Ecosse ; il la fit passer à l'état de paix et de tranquillité où il l'avait mise la première fois.

Déjà les Ecossois et les Anglais ne paraissaient plus qu'un même peuple de frères. Toute méfiance s'était évanouie, et avait fait place à une mutuelle affection. Tous les privilèges étaient respectés sans la moindre violation ; les capitulations particulières étaient observées sans aucune atteinte ; le commerce avait repris son activité ordinaire ; l'argent envoyé de l'Angleterre pour la paie des troupes, enrichit le pays. Le marchand vendit ses denrées ; l'agriculteur cultiva paisiblement son champ. Le soldat fut contenu dans la plus sévère discipline ; il était même très-rare qu'il se livrât à quelque désordre. Les gens d'église qui ne s'étaient que trop mêlés jusqu'alors des affaires d'état, se renfermèrent dans

leur sphère, et ne parurent plus que des pasteurs évangéliques. Le général lui-même, qui aimait passionnément l'agriculture et l'économie rurale, sans jamais s'en être occupé, afferma le magnifique château de Dalkeith, à deux lieues d'Edimbourg, dans un site délicieux : il appartenait à la comtesse de Buccleugh.

Le château de Dalkeith prit tout à la fois l'aspect d'un quartier-général et d'un manoir rustique, où le général Monk menait la vie la plus convenable à ses goûts. Levé et habillé à 7 heures du matin, il vaquait jusqu'au soir à ses affaires d'état. Il donnait accès au dernier des soldats comme aux plus grands seigneurs. En se rendant ainsi abordable à tout le monde, il apprenait quel était l'esprit de son armée, quelles étaient les dispositions générales du pays. Il avait rassemblé autour de lui des troupes auxquelles il faisait faire le service, comme si elles eussent été en campagne : il assistait à leurs évolutions, et récompensait les hommes qui se distinguaient. Ses plaisirs étaient diversifiés par la chasse, par des promenades sur l'eau, par la comédie, et surtout par des occupations champêtres. Quintus-Cincinnatus conduisant sa charrue, Catinat à Saint-Gratien, et le maréchal de

Saxe à Chambord , cherchèrent aussi leurs délassemens dans les plaisirs de la campagne.

Le général Monk vécut ainsi paisiblement pendant plusieurs années , sans faire grand bruit en Ecosse , et sans se mêler des affaires de Cromwell en Angleterre. Celui-ci qui , convoitant l'or de l'Amérique , méditait une grande expédition contre les Indes occidentales , avait écrit à Monk à ce sujet , et il lui avait donné à entendre qu'il lui en réservait le commandement ; mais le général lui fit agréer son refus , sans choquer l'impérieux protecteur. Il est bon de remarquer que ce fut environ dans ce même temps-là , que le colonel Overton fut envoyé par Cromwell en Ecosse , pour y être employé en qualité de major-général. C'était un homme qui avait une grande ambition et un esprit remuant. Il fit tous ses efforts pour former un parti de mécontents , et il tint plusieurs assemblées à Aberdeen , dans le dessein de supplanter le général Monk , et de se rendre maître de l'armée anglaise en Ecosse. Mais toutes ces intrigues étaient connues , il avait affaire au plus vigilant des hommes. Pendant qu'Overton et ses agens délibéraient sur les moyens d'assassiner le général , si toutefois on ne pouvait s'assurer de sa personne ,

Monk doubla ses gardes, fit arrêter Overton avec ses complices, et les renvoya tous à Cromwell. L'impunité qu'ils obtinrent, prouva que cet odieux complot avait été ourdi en Angleterre par une main puissante, et probablement par la même main qui, en écrivant à Monk, ajouta par apostille : « On m'a averti qu'un cer-  
« tain John Monk, rusé compère, actuellement  
« en Ecosse, s'y est mis en embuscade, pour  
« introduire dans le royaume le nommé Charles  
« Stuart ; je vous prie d'employer toute votre  
« autorité pour vous emparer de ce Monk et  
« d'user de la plus grande diligence pour le re-  
« mettre en mon pouvoir. »

Cromwell ne survécut pas long-temps à cette trahison : il expira le 3 septembre 1658, ce même jour qu'il avait toujours regardé comme le plus fortuné pour lui. (1) Contre l'attente des uns, et l'espérance des autres, cet homme extraordinaire mourut dans son lit ; cet homme, dont la vie semble avoir été le jouet de la na-

(1) Qu'il nous soit permis de faire remarquer, en passant, que l'usurpateur sous le joug duquel la France gémit si long-temps, partageait avec Cromwell, auquel il avait d'ailleurs tant de points de ressemblance plus graves, la faiblesse de croire à l'influence des dates et des époques.



ture dans les divers personnages et les diverses scènes qu'il a représentés sur le théâtre de l'Angleterre, et dont les intermèdes ont été marqués de tant de sang, de violence, d'ambition et d'hypocrisie. Il a eu des censeurs et des panégyristes. Sans m'arrêter aux violentes invectives des uns et aux éloges extravagans des autres, nous demanderons qu'est-ce qui fit monter Cromwell à ce haut degré de puissance ? On répondra sans hésiter, que c'est sa valeur, son expérience dans les armes, son courage intrépide et martial, son esprit subtil et vigilant, sa fécondité en moyens et en expédiens, sa prudence consommée dans les négociations, sa conduite sage et rusée, son ambition qui lui faisait sans cesse former de nouveaux desseins, son hypocrisie par le moyen de laquelle il éblouissait les hommes et les endormait, son bonheur et son éloquence, la disposition où il était toujours de tout entreprendre pour l'avancement de ses desseins. La réunion de tant d'avantages servit de base à sa grandeur. Mais ce qui contribua le plus à l'élever, fut le triste état où se trouvait l'Europe, l'impossibilité où étaient les princes qui y régnaient alors, de rien entreprendre contre l'Angleterre, et l'intérêt qu'ils avaient tous de se conserver l'a-

mitié de ce royaume, pour dissiper les tempêtes dont ils étaient menacés en diverses manières.

Examinons sommairement et rapidement la situation respective des diverses puissances de l'Europe, à l'époque où Olivier Cromwell parut et régna. Si une saine et vertueuse politique avait pu les réunir, pour venger par honneur une querelle qui était celle de toutes les têtes couronnées, et pour punir un premier attentat contre la vie d'un souverain, elles auraient peut-être empêché qu'il n'en fût commis un second non moins exécrable, qui a coûté tant de larmes et de sang au monde entier. (1)

L'Empereur et l'empire, par le traité de Westphalie, avaient conclu une paix avec la France et la Suède sur la fin de 1648, c'est-à-dire dans un temps où ils ne pouvaient éviter de la conclure, sans se perdre infailliblement, à cause de l'impuissance où ils étaient de continuer plus long-temps la guerre. Ils n'étaient donc pas en état de donner le moindre secours à la maison royale de Stuart, déjà fugitive ; ils étaient au contraire intéressés à se concilier l'amitié du vainqueur.

(1) L'assassinat du vertueux Louis XVI.

Que pouvait faire l'Espagne épuisée par une longue guerre contre la Hollande, déchirée par la révolte de Mazzanelli dans le royaume de Naples, et par celle des Catalans et des habitants du Roussillon, et par la perte du Portugal ? Comment ayant de si grandes affaires sur les bras, aurait-elle pu prendre part aux disgrâces de la maison de Stuart ? Aussi bien loin de songer à la venger, elle mendia la faveur des rebelles d'Angleterre, dont le nom lui paraissait si odieux au commencement, pendant que les Portugais qui étaient parfaitement affermis dans la résolution de se délivrer du joug de l'Espagne, et qui voyaient que les Espagnols travaillaient à se rendre favorable la nouvelle république, s'efforçaient de les prévenir, en promettant aux Anglais de plus grands avantages que ceux qu'ils pouvaient espérer de l'Espagne.

En Italie, Rome avait un pape fort avancé en âge, qui était dominé par une de ses parentes, dona Olympia, si avide d'amasser des richesses, qu'on l'appelait communément la *Harpie de l'Eglise*. Bien loin qu'Innocent X, Pamfilo, pensât à secourir d'hommes et d'argent les catholiques d'Irlande, pour les empêcher d'être chassés et d'être exterminés par Cromwell, il imposait sans cesse de nouvelles charges aux

ecclésiastiques et au peuple, pour tâcher de satisfaire l'insatiable avidité de sa parente.

La république de Venise se trouvait engagée toute seule dans la plus terrible guerre qu'elle eût jamais soutenue ; elle avait perdu le royaume de Candie, et il fallait faire une dépense prodigieuse pour entretenir une bonne flotte sur la mer, et une nombreuse armée dans la Dalmatie. Craignant également les Turcs et l'empereur Ferdinand III, elle défendait à peine ses états de terre-ferme, des prétentions de l'Allemagne et de l'invasion du Grand-Seigneur.

Tous les autres états de l'Italie, Gênes, Florence, la Savoie, qui tenaient un moindre rang, regardaient Venise comme leur boussole ; de sorte que, ne voyant point cette république en état d'agir, ils n'avaient garde de faire le moindre mouvement.

A l'égard des Suisses, enfoncés dans leurs bois et dans leurs montagnes, ils ne pensaient à rien moins qu'à s'embarquer sur l'Océan. Suivant les principes de toute justice, il ne leur était point indifférent que Charles fût roi en Angleterre, que Cromwell fût un tyran en ce royaume ; mais leur pays produisant à peine de quoi nourrir le nombre considérable de ses habitans, ils ne pouvaient se donner sans subsides,

ni par conséquent, rendre de grands services à des princes trop pauvres pour les acheter.

Les deux puissances du Nord, le Danemark et la Suède, se craignaient, s'observaient, et se disposaient à se faire la guerre : toutes les deux avaient recherché l'amitié de Cromwell, au préjudice l'une de l'autre. Le roi de Danemark était le proche parent du roi d'Angleterre, et Christine aurait acquis un genre de gloire plus digne de la fille de Gustave-Adolphe, en replaçant les Stuarts sur leur trône, qu'en cédant à la bizarrerie de descendre du sien.

La Hollande, reconnue libre et souveraine par le roi d'Espagne, son ancien maître, avait acheté son indépendance par quarante ans de guerre. Il s'était fait une ligue défensive entre les deux républiques d'Angleterre et de Hollande : elles convinrent toutes les deux de bannir leurs ennemis communs. Cromwell, jaloux des liaisons qu'il voyait subsister entre la maison royale d'Angleterre et celle d'Orange, exigea, par un article séparé, que jamais le jeune prince d'Orange, ni personne de son sang, ne fût élevé à la dignité de Stathouder. La province de Hollande, fortement prévenue contre cet office, qu'elle jugeait dangereux

pour la liberté, avait ratifié secrètement cet article.

Pour ce qui regarde la France, où la famille des Stuarts avait trouvé une généreuse hospitalité, il est certain que la reine régente, Anne d'Autriche, et le cardinal Mazarin, son premier ministre, pouvaient susciter quelques tempêtes contre Cromwell et sa république, par la raison de cette jalousie que tous les princes conçoivent facilement pour leurs voisins devenus trop puissans, et qu'on n'est point accoutumé à en voir les effets. Cependant la bonne fortune de cet usurpateur voulut qu'il fût bientôt délivré de cette crainte, parce que dans le temps où il semblait que la France devait l'inquiéter, il naquit chez elle des guerres civiles ou contre le Roi, ou contre le cardinal Mazarin, ou contre tous les deux, qui l'empêchèrent de penser à autre chose. Cromwell ne pouvait demander des conjonctures plus favorables, et il semblait que tous les événemens se réglaient sur ses désirs.

La Moscovie, ou la Russie, presque inconnue alors aux peuples méridionaux de l'Europe, qui n'avait aucun poids dans la balance politique, osa donner aux souverains de ce temps-là un exemple qu'ils auraient dû suivre.

A peine le czar Alexis Michaelowitz, père de Pierre-le-Grand, eut-il appris la mort de Charles I.<sup>er</sup>, et l'usurpation de Cromwell, qu'il conçut une horreur si grande contre l'Angleterre, qu'il chassa le consul de cette nation, et fit publier dans toute l'étendue de ses Etats que, sous peine de la vie, personne n'osât correspondre, trafiquer et négocier avec les Anglais. Et lorsque Cromwell, en 1656, fut assez mal avisé pour envoyer, en qualité d'ambassadeur, Richard Bradshaw, du même nom et de la même famille que le chef des régicides, il espéra que l'empereur des Moscovites connaissant mieux sa réputation, et sachant avec quel empressement toutes les puissances recherchaient son alliance, non seulement recevrait son ambassadeur, mais de plus qu'il rouvrirait aux négocians anglais l'entrée dans ses Etats. Il se trompa dans son attente.

Richard Bradshaw s'avancant sur les terres des Moscovites, et ayant fait connaître son caractère et le nom de celui qui l'envoyait, ne fut pas long-temps sans s'apercevoir de l'horreur qu'il inspirait à tout le monde; il fut si mal reçu partout, qu'il crut ne devoir pas passer outre avant d'en avoir instruit l'Empereur, le priant en même temps de lui donner des gardes pour

la sûreté de sa personne. Pour toute réponse l'Empereur envoie ordre au gouverneur de la province de lui dire : « *Que ce n'était point la coutume de la cour de Moscovie de recevoir des ambassadeurs de la part des assassins, des rebelles, et des meurtriers de leur roi.* » Il lui ordonnait de plus, de le chasser honteusement, et de l'obliger de sortir incessamment de ses États. Le gouverneur, suivant les ordres de son maître, envoya des valets de bourreaux qui conduisirent l'ambassadeur jusque sur les frontières, en le chargeant d'injures et en lui faisant mille affronts.

Ce fut la nation, encore classée parmi les barbares, qui donna des leçons de magnanimité à toute l'Europe civilisée. Ce fut le souverain de cette même nation qui, après un siècle et demi, conduisit en personne ses phalanges triomphantes à Paris, où Louis XVI avait subi le même sort que Charles I.<sup>er</sup> à Londres, et où un vil usurpateur s'était placé sur le trône d'Henri IV et de Louis XIV. Étrange rapprochement qui porte naturellement la pensée vers une providence adorable ! Elle avait donc arrêté déjà dans la sagesse de ses desseins, que la



Russie viendrait délivrer les Français de l'oppression sous laquelle ils gémissaient, et les replacerait sous l'autorité de leur souverain légitime.

---

## CHAPITRE V.

**RICHARD Cromwell** succède à son père. — Le général Monk proclame en Écosse le nouveau protecteur. — Richard écrit affectueusement à Monk, et en reçoit des conseils. — Abolition du protectorat. — Trois partis s'agitent en Angleterre. — Rétablissement du Parlement-Croupion. — Lettre du roi Charles au général Monk. — Le projet de la restauration du roi arrêté dans une conférence secrète de Monk et de son ami Guillaume Morris. — Monk suspend l'exécution de ses desseins; il fait arrêter le colonel Cobbett, et envoie sa démission au Parlement.

**LE** Conseil-d'État d'Angleterre s'assembla aussitôt après la mort d'Olivier Cromwell, et en conséquence de sa dernière volonté, élut son fils Richard pour protecteur de la république. Cette élection fut notifiée au maire de Londres, et le lendemain on le proclama dans la ville et à Westminster. L'armée et la flotte s'empresèrent de reconnaître le nouveau protecteur. Bien loin de trouver de l'opposition, il reçut en peu de temps de tous les comtés du royaume, un grand nombre d'adresses pour le féliciter sur cette succession, qu'ils lui promettaient de soutenir de leurs vies et de leurs fortunes.

Le général Monk, en conséquence des ordres qu'il avait reçus d'Angleterre, proclama immédiatement en Écosse le fils de Cromwell. Les magistrats d'Édimbourg, tous les officiers municipaux, tous les officiers militaires, de quelque qualité qu'ils fussent, furent convoqués pour cette cérémonie. Toutes les troupes étant rassemblées sous les armes, la proclamation leur fut lue, mais elle fut accueillie par un silence universel. Aucune acclamation ne se fit entendre. Personne ne paraissait satisfait. « Quelle raison avons-nous de proclamer une « personne inconnue ? » se demandait-on les uns aux autres. Les regards semblaient alors s'arrêter sur le général Monk. Dans les rangs des soldats, on les entendait s'entendre dire : « Vive le vieux Georges Monk ! c'est lui qui « serait propre à être protecteur, et non pas ce « Richardon de Cromwell. » Ces propos servirent à faire voir au général la sincère amitié que le peuple et l'armée lui portaient, et l'inclination générale qu'on avait pour lui.

Richard, après avoir été installé, et avoir prêté le serment, voulut se convaincre de l'attachement du général Monk, qui s'était rendu presque absolu en Écosse. Il envoya Clarges, beau-frère du général, pour l'assurer de son

amitié, et des égards qu'il voulait avoir pour lui. Il lui demandait en même temps de l'assister de ses conseils, son père lui ayant fortement recommandé de le consulter, et de prendre son avis pour règle de sa conduite. Ce général répondit modestement qu'il était éloigné de la capitale; qu'il ne savait proprement que lui écrire dans cette position; que son humeur ne le portait point à sortir de sa sphère; que s'il se mêlait des affaires d'une si haute importance, ceux qui étaient sur les lieux le trouveraient fort étrange, et s'en trouveraient choqués. Néanmoins, il ne laissa pas que de lui donner les conseils suivans; de n'employer dans l'Église que des ministres pieux et modérés, d'empêcher les cabales des officiers, de consacrer tous ses efforts à se rendre maître de l'armée, et de convoquer un Parlement des trois royaumes, (lequel s'assembla le 27 janvier 1658, et fut dissous le 22 avril suivant).

L'élévation de Richard n'avait fait que mettre au grand jour son incapacité. Le consentement unanime qui parut lui donner la succession au protectorat, n'avait été autre chose qu'une condescendance passagère, jusqu'à ce que chaque parti pût concerter ses mesures, et agir efficacement pour ses propres intérêts.

L'État se trouva divisé en quatre factions ; celle du protecteur et de ceux qui prétendaient le maintenir ; celle de Lambert qui voulait occuper sa place : en effet , personne ne ressemblait mieux à Cromwell , et n'était plus propre à le remplacer ; celle des républicains irréformables , qui , par le même principe qu'ils avaient détruit la royauté , voulaient détruire le protectorat , pour établir en Angleterre un gouvernement populaire ; celle du Roi et de ses serviteurs qui travaillaient à le remettre sur le trône de ses ancêtres.

L'orage qui couvrait l'horizon de l'Angleterre tomba d'abord sur le gouvernement protectoral. Le fils , l'héritier de Cromwell , fut chassé. On lui assigna une pension sur l'épargne , pour aller vivre où bon lui semblerait , et on lui accorda deux mille livres sterling (1) pour payer ses dettes.

A ce nouveau changement de théâtre , trois partis occupèrent la scène ; celui de la république résidant dans un parlement ; celui de

(1) Comparez cette somme avec les millions prodigués à l'homme de l'île d'Elbe. On ne donna point de souveraineté à Richard. Quel est donc le peuple , sur la terre , assez malheureux pour avoir mérité qu'on lui imposât pour souverain Napoléon !!!

Lambert qui eut la principale force dans l'armée; celui du Roi qui, n'ayant pas de chef dans le pays, au moins évident, consistait en gens dispersés dans tous les corps, dans toutes les villes, et presque dans toutes les maisons, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé le général qui les rassemblât sous ses drapeaux.

Dans un intervalle assez court, le Parlement *croupion* (1), composé du reste méprisable de celui qui avait fait mourir le feu Roi, cassé ignominieusement par Cromwell, fut rétabli; mais Lambert l'eut bientôt détruit; et, en transférant toute la puissance à l'armée, il parut vouloir établir un gouvernement semblable à celui des Mamelucks. En faveur de la cause royale, le chevalier Charles Booth et le chevalier Thomas Middleton ne cessèrent de déployer leur zèle infatigable pour leur souverain; mais leur tentative, du côté de Chester et de Norwich, n'eut aucun succès.

Au milieu de ces divers froissemens, le gé-

(1) Nom dérisoire qu'on donnait au Parlement, par allusion à cette partie du corps animal qui passe pour la plus vile. On voulait faire entendre que le Parlement était composé de la plus basse et de la plus ignoble partie de la nation.

néral Monk était en paix en Ecosse ; recherché , sollicité , caressé par les chefs de tous les partis , il paraissait être l'arbitre de leurs différends. Le Parlement lui avait témoigné la plus grande considération , jetant les yeux sur lui , comme sur une personne qui pouvait être un bon appui contre les violences de l'armée. Charles Fleetwood (1) et Lambert , les deux principaux chefs de l'armée , lui écrivirent plusieurs lettres dans lesquelles ils lui rendaient un compte exact des affaires , et le conjuraient d'entretenir désormais une sincère amitié avec eux. Mais Monk , qui connaissait le fanatisme dangereux du premier et l'ambition extrême du second , se contenta de leur répondre , avec une très-grande réserve , par de simples lettres de politesse.

Ce fut aussi à cette même époque où tous les partis briguaient l'alliance du gouverneur d'Ecosse , que le chevalier Jean Grenwill , devenu depuis comte de Bath , lui présenta une lettre de Charles II , avec d'autres lettres de la part de plusieurs personnes de sa connaissance , fixées auprès de Sa Majesté.

La lettre du Roi était conçue en ces termes :

(1) Le gendre d'Olivier Cromwell ; il avait épousé la veuve d'Ireton , qui était fille de Cromwell.

« Une personne qui se flatte de connaître à fond  
« votre caractère et vos inclinations , m'as-  
« sure que , malgré les apparences , vous me  
« conservez toujours votre ancienne affection ,  
« et ne demandez que l'occasion de m'en con-  
« vaincre : c'est tout ce que je puis actuelle-  
« ment prétendre de votre zèle pour moi ; il  
« faut attendre avec patience cette occasion qui  
« s'offrira peut-être incessamment. Quand elle  
« aura lieu , soyez en état d'en profiter. En at-  
« tendant , évitez de tomber entre les mains de  
« ceux qui savent le tort que vous pouvez leur  
« faire dans cette occurrence , et qui ne peu-  
« vent soupçonner que votre affection pour  
« moi soit telle que je la suppose pour votre  
« malheureux souverain. CHARLES, ROI. »

Le chevalier Jean Grenwill était cousin-germain du général Monk , et fut un des instrumens les plus utiles pour la restauration du Roi : il épiait toutes les occasions imaginables pour communiquer avec le général , et tâcha , par toutes sortes de voies , de gagner ses parens et ses amis. Il s'attacha principalement à son frère Nicolas Monk , à qui il fit avoir un des meilleurs bénéfices de Cornouailles , à Kilkhampton , où était sa demeure , afin de pouvoir , par son ministère , s'entretenir avec le général. Dans



la suite, il confia toutes ses lettres et ses instructions à ce vertueux ecclésiastique, pour traiter avec le général en faveur du Roi.

Monk était un homme calme, très - réservé et peu communicatif; il semblait ne pas beaucoup prendre garde à ce qu'on lui proposait; mais il consultait ceux qu'il croyait les plus capables de lui donner de bons avis. Il envoya chercher un gentilhomme de Devonshire, Guillaume Morris, avec lequel il était lié depuis long - temps de la plus étroite amitié, et à qui il communiqua les messages qu'il venait de recevoir : il lui demanda son avis sur une affaire aussi importante, et où il voyait tant de risques. Il en avait parlé aussi à ses plus proches parens, avec l'apparence de l'indifférence, sans leur déclarer son sentiment.

Guillaume Morris n'ignorait rien de ce que Monk lui apprenait, mais il avait toujours attendu qu'il lui en fit la première ouverture, et alors il lui répondit que la nation entière se reposait sur lui du soin de la délivrer de l'insolence et de la rage des révolutionnaires, en lui retraçant le danger où étaient les honnêtes gens par ces changemens si fréquens et si ridicules. Il lui représenta qu'il devait, comme un autre Mardochée, se regarder suscité par Dieu, pour bri-

ser les fers de la tyrannie ; il employa les argumens les plus décisifs en faveur du retour du roi. Monk en fut ébranlé ; mais il parla de son insuffisance , alléguant qu'il était à la tête d'une génération *tortue et perverse* , sur laquelle il ne pouvait faire aucun fond. Cependant il témoigna qu'il avait tant d'amour pour sa patrie , qu'il serait toujours prêt à exposer et à perdre sa vie pour elle. Ils se séparèrent , en convenant de toutes les mesures ultérieures que la prudence leur prescrivait. Ce fut dans cette pieuse conférence , que le projet de la restauration du roi , depuis long-temps concentré dans le cœur de ces deux amis , fut irrévocablement arrêté par le général Monk.

Cependant un premier obstacle retarda l'exécution de son noble dessein.

Sur le bruit qui courait d'un complot universel , le Parlement qui feignait d'y croire , sollicita le général Monk de renvoyer deux régimens de cavalerie et deux d'infanterie en Angleterre : ce qui l'affaiblit beaucoup. Était-ce par une crainte du danger , et par un besoin de forces que le Parlement avait formé cette demande , ou par jalousie du grand pouvoir de Monk ? La première raison me paraît la plus probable , puisqu'on faisait venir aussi des trou-

pes d'Irlande et de la Flandre. D'ailleurs le général avait toujours exécuté, jusqu'alors, les ordres qu'il recevait avec une telle ponctualité, qu'il n'avait pu donner aucun soupçon. Tous ses conseils ne ressemblaient que modération, et toutes ses actions ne tendaient qu'à la paix.

Nullement découragé par cette contrariété, le général Monk avait déjà préparé son manifeste en faveur du rappel du roi, et se disposait à le publier, lorsqu'il lui arriva un exprès qui lui apporta la nouvelle de la dispersion des royalistes après la défaite du général chevalier Georges Booth.

Là-dessus, le général résolut de suspendre ses desseins, jusqu'à ce qu'il se présentât une occasion plus favorable. Il brûla tous ses papiers, et recommanda le plus grand secret à ceux qu'il avait admis dans sa confiance, et dont le nombre était petit. Précaution aussi sage que nécessaire. S'il eût rendu public son manifeste, l'armée d'Angleterre aurait certainement conclu qu'il avait part au complot universel, et alors elle se serait portée contre lui; et peut-être eût-il été abandonné par une partie de ses propres forces. La Providence, qui règle et dispose tout ici-bas, fit naître un événement que Monk désirait depuis long-temps, et dont

il sut adroitement profiter pour suivre les mouvemens que lui dictait son affection pour la cause royale.

Lambert et Arthur Hazebrig, ou pour mieux dire, l'armée et le Parlement en étaient venus à une scission ouverte. Chacun des deux partis fit des efforts pour mettre dans ses intérêts le général Monk. Les chefs de l'armée lui envoyèrent le colonel Cobett pour tâcher de l'attacher à leur cause, et lui ordonnèrent, s'il ne pouvait y réussir, de suivre les instructions dont ils le chargèrent pour séduire ses troupes, et arrêter sa personne, s'il était possible. Monk, prévenu de la commission de Cobett, le fit arrêter et emprisonner dans le château d'Edimbourg.

Pendant cette lutte entre le Parlement et l'armée, Monk jugea que la réussite de ses desseins dépendait du secret et de la circonspection. Sa conduite devint encore plus mystérieuse ; il poussa la dissimulation jusqu'à envoyer à Lenthal, orateur du Parlement, une lettre par laquelle il demandait sa démission, alléguant pour ses raisons qu'il était vieux et infirme, et qu'il avait un grand désir de se retirer, afin de pouvoir jouir de son patrimoine, qu'il n'avait presque pas eu le loisir de connaître depuis son enfance. Ses amis, alarmés de

cette résolution , qui leur paraissait si étrange , firent tout ce qu'ils purent pour l'en détourner : ils lui représentèrent que ce serait chose impossible à lui , dans cet état privé qu'il recherchait , de rendre aucun service considérable au Roi ou à sa patrie ; mais il était plus adroit qu'eux. Par ce moyen , il ôta tout sujet de jalousie , écarta tous les soupçons ; on lui fit même la cour pour l'engager à rester en Ecosse. Il est vrai que Clarges avait employé de si fortes raisons auprès de Lenthal , pour supprimer la lettre de son beau-frère , qu'elle ne fut point communiquée au Parlement.

---

## CHAPITRE VI.

LES historiens ne sont pas d'accord sur l'époque où le général Monk songea sérieusement à rétablir Charles II. — Diverses opinions à ce sujet. — Prédiction. — Monk attend une occasion favorable à ses desseins. — Grand démêlé entre Lambert et le vieux Parlement. — L'armée est offensée d'un décret du Parlement ; elle usurpe l'autorité souveraine. — Formation d'un comité de vingt-huit personnes. — Le général Monk observe attentivement tout ce qui se passe dans Londres. — Ses divers préparatifs en Écosse. — Sa réserve vis-à-vis du chevalier Jean Grenwill. — Sa conduite toujours mystérieuse. — Il apprend que le Parlement a été cassé par l'armée. — Il arrête tous les courriers pour l'Angleterre. — Il harangue ses soldats, et leur fait voir le danger de la violence exercée contre le premier tribunal du royaume. — Il écrit de tous côtés pour avoir des partisans. — Héroïsme de lady Fairfax. — Négociation inutile. — Lambert est envoyé contre Monk. — Convocation des États d'Écosse. — Discours de Monk aux États assemblés. — Subside extraordinaire qu'ils lui accordent.

LA restauration de Charles II forme l'abrégé de toutes les vertus morales et politiques du général Monk. Voyons avec quelle prudence, quel courage, quelle sagesse, quelle habileté il parvint à mûrir la grande affaire dont le succès lui a mérité la reconnaissance de ses contemporains, et lui assure la vénération des siècles à venir.

Je sais qu'on trouve, en divers mémoires, que le général envoya d'abord faire offre de services au Roi; mais ceux qui ont rapporté ce fait n'ont pas pensé que s'il était vrai, il ne serait contesté par personne, que Monk l'aurait avoué lui-même pour répondre à ceux qui disaient que le rétablissement du Roi n'avait été que son pis-aller, et un dessein pris après coup. Le docteur Gumble, l'historien du général Monk, ma boussole dans ma narration, n'aurait pas eu besoin d'apporter d'autres raisons pour le justifier sur ce point, s'il eut eu cette preuve à en donner : il lui eût été facile d'en être informé, puisqu'il avait été long-temps chapelain et serviteur de celui dont il a écrit l'éloge historique.

Quoi qu'il en soit de cette circonstance qui ne fait rien à mon sujet, il est sûr que le général ne s'ouvrit du dessein qu'il avait conçu de rétablir le Roi sur le trône, qu'à ceux qu'il regarda comme nécessaires au succès de l'entreprise, et à mesure qu'ils le devinrent, persuadé que cette affaire dépendait non seulement du secret, mais qu'on n'y réussirait jamais qu'en prenant les routes les plus détournées.

Il n'attendait que l'occasion de commencer un semblable manège, lorsque le grand démêlé

avec le vieux Parlement lui en fournit, comme je l'ai déjà dit, un des plus favorables qu'il eût pu souhaiter.

Lambert et le vieux Parlement avaient des vues trop différentes pour agir long-temps de concert. Ceux du Parlement voulaient gouverner l'Etat en forme de république, pour avoir toute part au gouvernement, et se maintenir les uns et les autres dans l'autorité usurpée. Lambert aspirait à gouverner seul, et marchait presque ouvertement sur les vestiges de Cromwell. Comme il profitait de tout pour exécuter son dessein, il se persuada que la victoire qu'il venait de remporter sur le chevalier Charles Booth, à Chester, était une occasion favorable de pousser plus loin son entreprise, et se mit en devoir d'en profiter. Cette action lui avait attaché avec un dévouement particulier, les troupes qu'il y avait menées. Les autres l'en respectaient davantage. Ainsi son crédit était augmenté de plus de moitié dans l'armée. Pour s'établir encore davantage, il entreprit de faire faire une nouvelle création d'officiers, et engagea adroitement l'armée à la demander au Parlement. Le Parlement, aussi jaloux de conserver son autorité, que Lambert était attentif à la diminuer et à s'en rendre maître, ne douta point que la



demande de l'armée ne fût un artifice de Lambert pour grossir le nombre de ses créatures. Dans cette pensée, non seulement on refusa la promotion proposée, mais sous prétexte d'épargner les frais que faisait l'Etat pour l'entretien des troupes, on cassa divers officiers. Fleetwood et Lambert furent de ce nombre. Fleetwood fut le moins maltraité, le Parlement l'ayant ensuite nommé pour être un des sept commissaires auxquels cette assemblée donna le commandement de l'armée, en qualité de lieutenans-généraux, avec une égale autorité.

On ne peut dire à quel point l'armée fut offensée de ce décret; mais il est aisé de penser combien ce mécontentement fit plaisir à l'ambitieux Lambert, et quelle activité il employa pour se le rendre utile: on en peut juger par les suites. Dès le lendemain, l'armée parut sous les armes aux environs de Westminster, et ayant occupé la cour et les avenues de la salle où se tenait le Parlement, empêcha que l'on n'y entrât, et fit par là cesser les séances le 13 octobre 1659.

Lambert et les officiers de l'armée s'étant rendus maîtres du terrain, et ne comptant plus pour rien le Parlement qu'ils regardaient comme

cassé, firent divers changemens à leur gré et conformes à leurs intérêts. Par là, Fleetwood, Lambert et Desborough furent rétablis dans leurs charges, et les officiers que l'on crut partisans du Parlement, furent réformés et remplacés par d'autres que les soldats reçurent sans murmurer.

Ainsi l'armée, en usurpant la souveraine autorité, commença à délibérer sur une forme de gouvernement durable, et qui pût mettre fin aux agitations dont la malheureuse Angleterre était bouleversée depuis si long-temps. Mais comme le Conseil-d'Etat subsistait, les officiers de l'armée trouvèrent bon qu'on lui fît part de cette affaire, et qu'on en conférât avec lui. Le Conseil-d'Etat aimant mieux partager une autorité qu'il devait avoir toute entière dans l'absence du Parlement, que de la disputer toute entière pour n'en conserver aucune partie, convint avec les officiers, que, dans chacun de ces deux corps, on choisirait cinq personnes qui travailleraient de concert à trouver une forme de régime à laquelle on pût s'en tenir.

Soit que ces députés se défiassent de leurs forces, soit qu'ils ne voulussent pas prendre sur eux les suites de cette affaire, soit pour quelque autre raison inconnue, ils ne firent rien autre

chose que de composer un sénat, comme l'ont appelé quelques-uns, ou comme les Anglais le nommaient plus communément, un comité composé d'environ vingt-huit personnes, dont Fleetwood, Lambert, Desborough et Jean Vane furent comme les chefs. Le comité était chargé du courant des affaires présentes, pendant l'espace de six semaines que devait durer son autorité, espace de temps qu'il devait surtout employer à trouver ce plan fixe de gouvernement que tant d'autres avaient jusque-là inutilement cherché; après quoi, s'il ne se trouvait pas, il était arrêté que l'armée, ou plutôt son ambitieux chef Lambert, prendrait la direction de l'Etat.

Pendant que ce comité mixte s'occupait à former divers plans de régime, et ne réussissait pas à en trouver un qui convînt aux différens intérêts des membres qui composaient cette assemblée, Lambert voyait avec plaisir que l'armée allait devenir maîtresse, et qu'étant le chef de l'armée, il se verrait bientôt, selon ses dessein, l'arbitre du gouvernement; lorsqu'on apprit que le vieux Parlement intriguait sous main pour rentrer dans l'exercice de ses fonctions, et prétendait que, n'ayant été cassé que par la violence qu'on lui avait faite, il était en

droit d'aller reprendre ses séances à Westminster. La ville de Londres même, qui craignait l'impétueuse domination des troupes, demandait un Parlement libre, et le comité fut troublé par divers mouvemens populaires qu'il eut beaucoup de peine à réprimer. Il y a néanmoins apparence que, ni les intrigues du parlement, ni les troubles de la ville de Londres n'eussent pas eu un grand effet contre des gens qui disposaient à leur gré d'une armée victorieuse, si le général Monk, observateur attentif, qui n'avait point jusque-là manifesté ses desseins, n'eût pris une si belle occasion d'en feindre une qu'il n'avait pas, pour faire réussir celle qu'il avait, c'est-à-dire, de faire semblant d'appuyer le Parlement contre l'armée, pour soumettre l'un et l'autre au roi qu'il entreprit de rétablir.

Le général Monk avait employé tout le temps qui s'était écoulé depuis la décadence de Richard Cromwell et l'abolition du protectorat, jusqu'au démêlé de l'armée avec le vieux Parlement, à faire des préparatifs pour son véritable dessein ; il avait amassé de l'argent, cet instrument des instrumens, et ses coffres étaient pleins. Il avait mis l'Ecosse en état, non seulement de n'échapper pas à la domination an-

glaise , pendant qu'il serait occupé ailleurs , mais de lui servir de ressource et de retraite , en cas de disgrâce. Il s'était assuré des meilleures places , de Berwick , de Carlisle , de la citadelle de Leith , et il y laissait des garnisons suffisantes sous le commandement d'officiers dont il connaissait le dévouement et la fidélité.

De plus , la nation entière l'aimait , et la noblesse en particulier semblait être partout disposée à entrer dans ses intérêts. Il avait préparé ses troupes à exécuter une grande entreprise , et à soutenir une guerre , s'il le fallait , avec succès. Il avait formé , endurci , et discipliné son armée , conformément à l'usage qu'il en voulait faire , et avait mieux aimé la diminuer , que d'y souffrir des gens suspects et difficiles à manier. La chose même , dont il eut le plus de peine à venir à bout , avait été de purger ainsi ses troupes d'officiers et de soldats indociles , dont les vues et les attachemens se portaient ailleurs. Il fallut recommencer plusieurs fois à réformer et à changer : encore ne put-il si bien faire , que , lorsqu'il y pensait le moins , des compagnies entières ne désertassent. Son application et sa vigilance prévinrent le préjudice que ces accidens eussent pu apporter à ces affaires , et il arriva

à la fin que de tous ceux qui ont paru en éminence dans les commandemens , il fut le seul constamment suivi.

Il s'était saisi sur les frontières des deux royaumes, de tous les postes importants à celui qui voudrait porter la guerre de l'un dans l'autre. Il avait établi des intelligences fidelles et secrètes dans tous les lieux où il pouvait se passer quelque chose dont il était utile d'être averti. Il employait les nuits à déchiffrer les lettres qu'il en recevait, et à y faire réponse. Il s'était tellement comporté à l'égard du roi et de ceux qui l'avaient sollicité de sa part, que, sans leur rien promettre, il avait laissé tout espérer; sans leur découvrir assez son dessein, pour qu'ils pussent en parler affirmativement, et le divulguer à contre-temps, il le leur avait fait assez entrevoir pour les engager à y conformer leur conduite, et à se tenir prêts pour en profiter.

Ainsi en avait-il agi à l'égard du chevalier Jean Grenwill, lequel était allé le trouver en Ecosse, avec des lettres de la part du roi. Il l'avait renvoyé content, et ce chevalier Jean Grenwill avait conçu de si hautes espérances de ce qu'il lui avait dit, quoiqu'il ne lui eût fait aucune déclaration positive, qu'il agit depuis pour la cause commune, comme s'il

eût agi de concert avec lui. Le général Monk avait parlé avec plus d'ouverture à d'autres, selon qu'il avait cru en avoir besoin pour disposer sous main les esprits à suivre le mouvement qu'il allait donner aux affaires, et les acheminer au rétablissement du roi. Mais ces confidens étaient gens à lui, de la fidélité desquels une longue expérience lui répondait, au lieu qu'une expérience contraire lui avait appris que dans ceux qui composaient la cour du prince, il s'en trouvait qui le trahissaient. Il avait sagement jugé que le plus sûr était de laisser agir librement le roi de son côté avec ses courtisans, tandis que lui et ses amis agiraient séparément pour la bonne cause.

La modération, la réserve, l'art de s'envelopper, nécessaires à l'ambitieux pour aller à ses fins, ne le sont quelquefois pas moins à celui qui veut faire le bien. Le général Monk sentit qu'il perdrait tout, si, transporté par l'utilité, par la grandeur et par la justice de son dessein, il le suivait avec chaleur, avec enthousiasme, avec passion ; il joignit donc aux plus pures vues la plus profonde circonspection et la plus sage lenteur.

Afin de mieux tromper ceux qu'il importait qu'il trompât, il avait commencé à user d'une

plus grande sévérité qu'à l'ordinaire contre ceux qui se déclaraient indiscretement pour le roi. Quoiqu'il eût toujours refusé d'abjurer la maison royale, jamais néanmoins il n'avait fait mine de désapprouver cette proposition dans les projets de gouvernement que faisaient les républicains : « qu'il fallait une république sans roi, sans chambre des Pairs, sans personne, en un mot, en qui résidât le souverain pouvoir. »

Ainsi ce prudent général ayant disposé secrètement les choses pour l'exécution d'un dessein qu'il ne pouvait encore déclarer, sans courir risque de réunir toutes les factions contre lui, et d'être opprimé par la multitude de ceux qui, par crainte ou par intérêt, ou par association secrète, faisaient profession de s'opposer au rétablissement de la monarchie, il ne lui manqua pour agir qu'un prétexte : la rupture du Parlement avec l'armée le lui fournit fort à propos sur la fin de l'année 1659.

Ce fut le 17 octobre, que le général Monk apprit que le parlement avait été dissous par Lambert et Fleetwood, et que l'armée s'était emparée de l'administration.

Ce même jour, il défendit qu'aucun courrier partît pour l'Angleterre, de peur que l'on ne vînt trop tôt à savoir ses préparatifs. Il com-



mença à inspirer à ses troupes du zèle pour un gouvernement civil contre le gouvernement militaire que l'armée de Lambert, ou plutôt l'ambitieux Lambert voulait s'attirer sous ce nom. Il représenta fortement qu'un gouvernement militaire ne convenait point à un grand Etat, qu'il était trop impétueux, trop incertain, trop dépendant du caprice et des coups de main; outre qu'il était inouï, sans exemple, contre toutes les lois, et tous les usages non seulement de l'Angleterre, mais de toutes les nations policées du monde. Il exagéra ensuite l'insulte faite par Lambert et ses adhérens au premier tribunal du royaume; il en parla comme d'une injure commune à tout le peuple anglais. Pour piquer de jalousie l'armée d'Ecosse contre celle d'Angleterre, il montra, en les comparant, qu'il n'y avait pas de raison pour obliger celle-là à se soumettre à celle-ci, et protesta qu'il risquerait tout pour épargner à tant de braves gens qui avaient fait la guerre sous lui, la honte d'un tel avilissement. Là-dessus, les soldats répondirent par des acclamations de joie. Les Ecossois, surtout, espéraient par ce moyen de rompre les chaînes de leur esclavage, et de se replacer dans un état de liberté et d'indépendance.

En même temps que le général parlait ainsi par lui-même , ou par ses amis dans son armée , il écrivait de tous côtés pour gagner des partisans ; il dépêcha partout des courriers et envoya même des agens dans les lieux où il les crut nécessaires. Il en eut en Irlande et dans l'armée navale que commandait Lawson ; pour celle de Montaigu , il était sûr de son attachement au roi , et même depuis long-temps. Il en eut dans Londres pour s'attacher la ville qui ne s'accordait pas , à la vérité , trop bien avec le Parlement , mais qui était tout-à-fait contraire à l'armée. Il en eut dans cette même armée , même auprès des officiers républicains qui , s'étant aperçus des projets et de l'ambition de Lambert , commencèrent à s'en séparer , et à abandonner le comité. Il en eut auprès du lord Fairfax qui avait expié ses premières infidélités par un honorable repentir (1), et auprès de plusieurs autres sei-

(1) La vertu courageuse de lady Fairfax s'était montrée dans l'instruction du procès de Charles I<sup>er</sup>. L'huis-  
sier de la cour ayant appelé tous les commissaires par leurs noms , et personne n'ayant répondu à celui de Fairfax , il le répéta à plusieurs reprises. Une voix de femme dit tout haut : « Il a trop d'esprit pour être ici. »  
Quand on lut dans l'accusation : « Au nom de tout le  
« bon peuple d'Angleterre , » la même voix s'écria :

gneurs qui s'étaient retirés des assemblées tumultueuses de la capitale, mécontents de ce qui s'y passait à l'égard du gouvernement, et qui semblaient n'attendre dans leurs maisons que l'occasion de prendre part contre ces factions tyranniques.

Par les nouvelles qu'il reçut de la plupart de ses envoyés, il comprit qu'il aurait des troupes auxiliaires, quand il serait en état de vaincre avec les siennes. Ainsi il ne songea plus qu'à se mettre au plutôt en campagne à la tête d'une bonne armée, bien résolue à le suivre partout où il la conduirait. Il trouva de ce côté-là de plus grandes difficultés qu'il ne s'y était attendu. Outre les déserteurs qui diminuèrent les troupes, et la réforme qu'il était obligé continuellement de faire, pour en ôter les gens suspects,

« Non pas seulement de la dixième partie. » Cromwell, offensé de tant d'audace, ordonna à un officier de faire feu sur la loge d'où partait cette voix ; mais on apprit que c'était lady Fairfax qui avait fait cette exclamation : « Je savais bien, s'écria-t-elle, qu'en vous disant la vérité, je m'exposerais à votre colère ; frappez, je brave vos coups. » Cette généreuse héroïne vécut dans la retraite avec son mari, jusqu'au moment où elle le pressa de se joindre au brave Monk pour rétablir le Roi sur le trône.

ceux-mêmes qui s'attachèrent à lui, désirèrent qu'il envoyât faire des propositions de paix à leurs frères de l'armée d'Angleterre : c'est ainsi qu'ils l'appelaient suivant le style presbytérien.

Cette négociation déplaisait extrêmement au général qui ne voulait point avec ses frères d'Angleterre cette paix si peu convenable à ses desseins. Il avait déjà renvoyé plusieurs de leurs députés, sans leur donner aucune espérance de l'accommodement qu'ils étaient venus proposer. Le lord Falconbridge s'en était retourné avec le chagrin de n'avoir rien fait. Carylle et Barker, fameux ministres de l'église anglicane, n'avaient pas mieux réussi. Morgan, après avoir satisfait au devoir de sa légation en honnête homme, et de bonne foi, était demeuré à l'armée de Monk, et y avait pris de l'emploi. Clarges, beau-frère du général, et un de ses meilleurs amis, avait joué le même rôle, à cela près qu'il était retourné à Londres, où il espérait mieux servir son allié qu'en restant avec lui.

Après s'être tant défendu contre tout projet de paix, le général Monk ne pensait plus qu'à combattre, car le comité gouvernant envoyait Lambert avec une partie de l'armée au-devant de lui, pour lui faire la guerre, s'il ne voulait

pas accepter la paix que ce général était chargé de lui offrir.

Lambert, qui haïssait Monk comme son rival, tant dans la carrière des armes que dans ses projets ambitieux, était déjà à Newcastle, où ses troupes, ayant prévenu celles du général Monk, s'étaient saisies de cette place. Dans la résolution où étaient ces deux anciens concurrents d'en venir aux mains, on peut juger que les propositions d'accommodement qu'on les obligerait de faire, les embarrasseraient également.

Monk, néanmoins, crut s'être tiré d'embarras par les instructions secrètes qu'il donna à Wilkes, Cloberry et Knihgt, trois de ses officiers qu'il députa à Londres pour complaire à son armée. Ces instructions étaient de tirer le traité en longueur, et de faire naître des difficultés qui empêchassent de rien conclure. Ce fut dans l'espérance que cet artifice aurait le succès qu'il en attendait, qu'il se hâta de prendre les dernières mesures pour la sûreté de l'Ecosse, et de rassembler ses troupes pour entrer en Angleterre. Il convoqua, à Edimbourg, une assemblée pareille en quelque chose à une assemblée des Etats d'Ecosse; il la compo-

sa des principaux habitans qui avaient continué à se montrer affectionnés à sa personne et dociles à ses ordres.

Quand ils furent assemblés, il leur dit « qu'il  
« était invité par le ciel et la terre de marcher  
« avec son armée en Angleterre, afin de don-  
« ner de la stabilité au Gouvernement, et quoi-  
« qu'il n'eût pas le dessein d'être absent long-  
« temps, que cependant il prévoyait que la paix  
« dont ils jouissaient serait troublée, qu'il s'at-  
« tendait et qu'il souhaitait qu'en une telle oc-  
« casion, ils fussent prêts de se joindre aux  
« troupes qu'il laisserait pour leur défense; en  
« second lieu, et c'était ce qu'il souhaitait d'eux,  
« il les pressa tous instamment de lui payer pré-  
« sentement une somme d'argent, en diminu-  
« tion des arrérages de leurs taxes, pour sub-  
« venir aux nécessités de l'armée, parce qu'au-  
« trement il ne pouvait pas marcher en Angle-  
« terre. »

Depuis qu'il avait établi son gouvernement en Ecosse, il avait marqué plus d'amitié et de familiarité à ceux qui étaient le plus notoirement attachés à la cause royale. Et quand ils assistèrent à cette assemblée, il fut bien aise qu'ils crussent qu'il avait de bonnes intentions pour le Roi, quoi qu'il ne leur en dît rien ou-

tous les desseins qu'inspire une grande ambition, il n'eût le temps de gagner avec l'épée ce qu'il ne pouvait attendre d'un accommodement. Il marchait, dis-je, avec cette espérance, lorsqu'étant arrivé à Haddington, sur la route d'Edimbourg à Berwick, des officiers de l'armée d'Angleterre, envoyés de la part de Fleetwood, vinrent lui annoncer la nouvelle d'un traité d'accordement conclu entre ses députés et le comité militaire, et signé le 15 novembre. En même temps le général apprit, par les lettres de ses propres députés, qu'ils avaient été engagés à conclure ce traité de manière à ne s'en pouvoir défendre. Beaucoup de mauvaises raisons composaient leur apologie, desquelles il y a apparence que la plus véritable fut celle qu'ils n'alléguaient pas, c'est-à-dire, leur faiblesse ou leur infidélité. Le colonel Wilkes, l'un d'eux, fut mis en prison à son retour en Ecosse, pour avoir consenti à des conditions préjudiciables et contraires à ses instructions.

Cette nouvelle consterna le général Monk, et le mit dans une humeur sombre dont tout le monde fut touché. Comme il ne s'en expliquait pas, et que chacun en cherchait la cause, on lut avec empressement le traité qui portait en substance, « 1° qu'on oublierait tout le passé;

2° qu'on mettrait en liberté diverses personnes que Monk avait fait arrêter, ou pour avoir voulu occuper les places frontières des deux royaumes, ou pour avoir été envoyés dans son armée pour la débaucher, ce qui s'étendait à beaucoup de gens, entre autres au colonel Cobbet; 3° que les droits du Roi et de la Famille royale seraient abrogés; 4° que les trois royaumes qui composaient la monarchie britannique seraient désormais gouvernés en forme de république libre, sans Roi, sans chambre des pairs, sans dépendance d'aucune personne unique; 5° que deux officiers de chaque régiment des armées des trois nations, avec dix de la marine, s'assembleraient pour délibérer sur la forme de gouvernement que le Comité leur présenterait, et sur les pouvoirs des députés du peuple dans les Parlemens; 6° qu'il se ferait à Newcastle une assemblée de quatorze personnes des armées de Monk et de Lambert, au choix de ces deux généraux, pour régler les intérêts des officiers qu'on avait cassés, interdits ou réformés dans ces derniers temps; 7° que les deux armées se retireraient chacune dans leur quartier pour y être à la disposition de ceux qui, suivant le règlement qu'on allait établir, seraient obligés de veiller à la conservation de l'Etat. »



Les articles ayant été lus, furent trouvés si captieux, si propres à donner occasion aux officiers de l'armée d'Angleterre de continuer leur système de suprématie, et d'opprimer celle de Monk, qu'on s'écria tout d'une voix, que l'on avait ou intimidé, ou trompé les trois députés; que la plus périlleuse guerre était préférable à une si honteuse paix, qu'il fallait continuer la marche que l'on venait de commencer, sans avoir égard à un traité fait, la force à la main d'un côté, et de l'autre, la crainte dans le cœur.

Le général prit grand plaisir à voir l'effet que produisait dans ses troupes le mauvais traité qui s'était fait à Londres, et en conçut de grandes espérances pour le succès de ses desseins. Il dissimula, néanmoins, et ses espérances et sa joie, pour allumer encore davantage l'indignation de ses officiers par le chagrin qu'il témoignait, et par l'embarras où il paraissait être, affectant un morne silence, et retournant à Edimbourg, comme s'il eût eu la pensée de déferer à ce traité.

Cet artifice lui réussit autant qu'il pouvait le désirer. On l'aimait, et la mélancolie profonde où on le croyait plongé, toucha sensiblement ses amis. La résolution qu'on s'imagina qu'il

prenait de recevoir le traité, inquiéta ceux qui craignaient de tomber sous le joug de l'armée d'Angleterre : tous le pressèrent de réclamer, de demander des explications, et de continuer cependant sa marche. Il avait écouté tout le monde, sans s'ouvrir à personne, jusqu'à ce qu'étant arrivé à Edimbourg, et se promenant dans une salle, environné de ses officiers qu'il laissait parler, sans rien dire, ayant la contenance d'un homme qui roulait des pensées fort tristes, un de ses amis entra brusquement, et avec un air empressé.

Dès que le général l'aperçut, *hé bien*, lui dit-il, *que vous semble de l'accommodement qu'on a fait ?* *Je ne l'ai pas lu*, répondit cet homme, *mais j'en ai entendu parler, et sur ce que j'en ai ouï dire, je viens vous faire une prière.* Monk parut étonné à ces mots, et dit à son ami : *Vous me surprenez, qu'auriez-vous à me demander dans la conjoncture où nous nous trouvons ?* *Un passe-port*, répartit celui-ci, *pour m'embarquer sur le premier vaisseau prêt à faire voile en Hollande.* Le général encore plus troublé, *quoi, vous voudriez me quitter*, lui répliqua-t-il, *et dans l'état où sont mes affaires ?* *C'est justement parce que vos affaires sont dans ce mauvais état*, reprit l'officier, *que je veux*

*vous quitter. Après un tel accommodement, je ne vois pas par quel moyen vous pouvez vous empêcher de périr ; pour moi, je ne suis pas d'humeur à m'abandonner de sang-froid à la discrétion de mes ennemis.* Monk, jugeant l'occasion favorable, si même il ne l'avait pas concertée pour se découvrir, sans se trop commettre : *m'imputeriez-vous donc*, répartit-il, *d'un ton plus élevé qu'auparavant, le blâme d'un accommodement si honteux ? Pour m'en justifier, j'ai à vous dire que, si l'armée s'attache à moi, je m'attacherai à elle.*

Ces mots prononcés d'un air résolu, semblèrent électriser l'assemblée qui l'écoutait, et firent un tel effet, que chacun s'écria : qu'il voulait vivre et mourir avec le général. On ne vit jamais plus d'ardeur pour suivre un capitaine dans ses entreprises, qu'il ne s'en manifesta en cette rencontre ; jamais on n'entendit plus de protestations d'un éternel attachement ; en un mot, ces sentimens passèrent dans toute l'armée, et jusqu'aux moindres soldats parurent disposés à suivre aveuglément la fortune et les ordres de leur chef.

Pour user avec prudence de cette bonne disposition, Monk assembla son conseil de guerre, où il jugea à propos que, sans rejeter le traité,

pour ne pas donner sujet de dire qu'on se fût opposé à la paix, on différât de le ratifier, sous prétexte de demander l'explication de quelques articles qui paraissaient obscurs; que cependant l'armée se remît en marche, qu'elle entrât en Angleterre; qu'elle s'approchât de Londres, si Lambert ne le contraignait de s'arrêter pour le combattre; de quoi on aurait tout le loisir, pour peu qu'on usât d'adresse pour faire tirer en longueur la reprise, les préliminaires et les disputes de la négociation dont on aurait soin de n'exposer pas, comme on avait fait la première fois, les agens à traiter en des lieux où leurs adversaires fussent les maîtres.

Le général suivit cet avis d'autant plus volontiers, qu'il apprenait de toutes parts, par les lettres qu'il recevait de l'Irlande, de Londres, de la flotte, du lord Fairfax, et d'autres seigneurs qui étaient en armes dans le Yorkshir, que l'attachement pour sa personne s'était ranimé; que son parti prévalait partout; que celui de Lambert et de l'armée d'Angleterre passait pour une tyrannie qui allait renouveler celle de Cromwell, et faire revivre le protectorat, si on ne s'y opposait fortement.

Les choses étant ainsi arrêtées, pour en venir à l'exécution, le général Monk écrivit au co-

mité gouvernant, et en particulier à Fleetwood, qui en était le président, pour leur dire qu'il avait reçu le traité; qu'il ne demandait autre chose qu'une bonne et solide paix; mais que dans ce même traité qu'il avait reçu, il y avait certains articles nullement propres à la bien établir, s'ils n'étaient nettement expliqués; qu'il demandait cette explication au nom de toute son armée, et que, pour cela, on choisît un lieu où les négociateurs fussent libres; que, cependant, pour ne point perdre de temps, il se remettait en marche avec son armée, afin d'être à portée d'appuyer le parti des lois, de la liberté, et de la tranquillité publique.

En même temps que le général Monk écrivit ces lettres au comité, il en adressa d'autres au maire et au conseil commun de Londres, pour les avertir qu'aussitôt qu'il avait reçu la nouvelle de la violence faite au Parlement par l'armée, il avait écrit aux officiers de la ville, et leur avait fait savoir les résolutions qu'il avait prises pour venir délivrer l'Angleterre de la plus odieuse tyrannie; que ces lettres avaient été interceptées; mais que celle-ci y suppléerait, en leur apprenant sa persévérance dans un si utile dessein, et la détermination dans laquelle il était de s'approcher d'eux pour l'exé-

cuter ; qu'il demandait leur assistance ; qu'il les priaient de hâter les secours qu'il se promettait de leur zèle, et de croire à l'assurance qu'il leur donnait de faire tout pour la conservation de leur repos, de leur liberté et de leur religion.

Ces lettres furent suivies de manifestes et de divers autres écrits composés avec beaucoup d'art, pour instruire et convaincre le public des intentions que le général disait avoir pour le maintien du Parlement, de la république et de la liberté de l'Angleterre.

Cependant il se remit en marche, et après avoir fait la revue de son armée à Haddington, visité Dumbard, et d'autres places importantes sur cette côte, il vint à Berwick, et de là à Coldstream sur la Tweede, du côté de l'Ecosse, que cette rivière sépare en cet endroit de l'Angleterre.

Lambert, qui était toujours à Newcastle, voyait approcher un rival qu'il voulait combattre, lorsqu'ils apprirent l'un et l'autre que le comité consentait à rentrer en négociation pour expliquer le traité de Londres. La marche du général Monk, les intrigues du vieux Parlement, pour reprendre le timon des affaires, depuis que Monk s'était déclaré vengeur de l'injure qu'on lui avait faite, la division même de l'armée au-

glaise, avaient épouvanté Fleetwood et tous ceux de cette faction qui, ne voyant plus de salut pour eux qu'à apaiser le général Monk, avaient résolu de le satisfaire, s'imaginant apparemment qu'il n'était question pour cela que de quelque adoucissement dans les articles du traité, auquel il ne serait rien changé d'essentiel. Lambert se flatta de son côté que, soit que par la ratification du traité, l'armée d'Angleterre demeurât maîtresse du gouvernement, soit que le traité se rompant, il en fallût venir à un combat, c'étaient deux chemins au lieu d'un pour parvenir où il prétendait. Ainsi, il laissa négocier les députés du comité avec ceux que nomma le général Monk.

Alnewick, place située à peu près à égale distance des deux armées, fut choisie pour les conférences, et les généraux convinrent ensemble que, jusqu'à la confirmation ou la rupture du traité, les troupes ne feraient aucun mouvement. Lambert eut peine à garder cette condition, et ne fut pas long-temps sans prendre des prétextes pour la violer. A peine en était-on convenu, qu'il envoya un camp volant pour aller prendre possession du château de Chillingham dans le comté de Northumberland, sur le rivage de la Tweede, vis-à-vis de

Coldstream , où le général Monk avait établi son quartier-général.

Quelques-uns disent que Lambert avait dessein d'engager par là Monk au combat ; d'autres prétendent qu'il voulait l'attirer dans une embuscade. On lit même dans quelques auteurs qu'ils en vinrent tous deux aux mains, et que l'avantage demeura au général de l'armée d'Écosse. Comme on ne trouve nulle mention de ces faits dans la vie, ou plutôt dans l'éloge historique que le chapelain de Monk a écrit pour honorer la mémoire de son maître, avec lequel cet écrivain nous assure être resté pendant toute cette campagne, je m'en tiens à ce qu'il raconte que le général Monk sut réprimer la fougue de son adversaire, sans en venir au combat, et qu'il l'évita même avec soin, prévoyant bien, par les bonnes nouvelles qui lui venaient continuellement de Londres, d'Irlande, et d'autres endroits, qu'il le réduirait sans le combattre.

En effet, ce fut ainsi qu'il en arriva pendant six semaines, que le général Monk demeura dans son camp de Coldstream, et que les négociateurs d'Alnewick, ou plus habiles, ou plus fidèles que n'avaient été ceux de Londres, agissaient toujours pour ne rien faire; on reçut dans les deux armées, coup sur coup, quatre



ou cinq nouvelles qui décidèrent les choses en faveur de Monk et de ses Coldstreamiens ; ainsi nommait-on l'armée d'Ecosse , à cause du long séjour qu'elle avait faite à Coldstream , petite ville frontière de l'Ecosse , ou plutôt petit bourg assez insignifiant , rendu remarquable par le commencement de la grande expédition du général Monk. Le village de Cannes eût été enseveli dans l'oubli , si Annibal n'y eût triomphé des Romains.

La première des nouvelles annoncées au bruit du canon à Berwick , fut que toutes les forces de l'Irlande s'étaient déclarées pour le général Monk ; que le comte d'Orrery , vieux ami du général , le comte de Muntrath , le chevalier Théophile Jones , les Warren , les Blake , toute la famille et les amis du duc d'Ormond , quoique ce seigneur fût alors en exil , avaient prévalu sur tous ceux qui voulaient engager la nation irlandaise à embrasser le parti contraire , et en avaient fait arrêter plusieurs , afin qu'ils ne fussent plus en état de remuer pour l'armée d'Angleterre.

Les mouvemens de joie qu'avait causés cette nouvelle dans l'armée d'Ecosse duraient encore , lorsqu'on apprit que le vice-amiral Jean Lawson , avec sa flotte , Hazelrig , Walton et

Morley, s'étaient emparés de Portsmouth, où ils s'étaient déclarés pour Monk; que Fleetwood et le comité y ayant envoyé des troupes détachées de celles qui restaient à Londres, ces mêmes troupes s'étaient données à Hazelrig et à son parti; que cet exemple avait été suivi par d'autres corps de troupes dans différentes parties de l'Angleterre; qu'ensuite le vieux Parlement qui, depuis que Monk et son armée s'étaient déclarés en sa faveur, intriguait pour se rassembler, et reprendre la direction des affaires, avait envoyé demander à Fleetwood les clefs des chambres de Westminster, et y ayant repris ses séances, avait recommencé à exercer sa juridiction, en nommant de nouveaux commissaires pour le commandement de ce qui restait de l'armée d'Angleterre.

Tant d'événemens si heureux donnèrent à Monk un nouveau courage pour poursuivre son entreprise, et cette dernière circonstance le tira de tout l'embarras que pouvait lui causer le traité qui se continuait à Alnewick. Il ne l'eut pas plutôt apprise, qu'il envoya dire à Lambert que le changement arrivé dans le commandement de l'armée d'Angleterre, ne lui permettait pas de passer outre, et de continuer une négociation qui cessait d'être autorisée par la

cessation du pouvoir de ceux au nom desquels on négociait ; qu'au reste , puisque le Parlement était rentré dans l'exercice de ses fonctions , il faisait profession de le reconnaître , comme il s'en était déclaré par ses manifestes ; qu'il quittait l'Ecosse pour le soutenir contre les usurpateurs de l'autorité que les lois du pays donnaient à un tribunal si utile , et de tout temps si attaché à conserver les libertés et les privilèges de la nation ; qu'ainsi , il rappelait d'Alnewick les députés qu'il y avait envoyés , et se disposait à marcher incessamment du côté de Londres , pour maintenir , par sa présence et par les forces que la république lui avait mises entre les mains , le gouvernement civil , qui était celui de la droite raison et des lois contre le militaire , qui ne pouvait passer que pour une anarchie tyrannique.

Lambert reçut ce désagréable message avec le chagrin qu'on peut penser. Quoiqu'il fût fort dissimulé , il ne put s'empêcher de dire , en se frappant la poitrine de colère , *Monk n'en use pas bien avec moi*. Lambert parlait peu et pensait beaucoup. En disant ce peu de paroles , il formait de grands desseins de vengeance ; et on ne peut douter qu'en ce même moment , il ne prit la résolution de marcher au-devant de

Monk, et de réparer, par la force, ce que l'adresse et la politique avaient fait de brèches à sa fortune. Il avait une belle armée bien plus nombreuse que celle de son concurrent, et quoiqu'il eût beaucoup de troupes nouvelles, moins aguerries et moins endurcies aux fatigues que celles de l'armée d'Ecosse, il en avait assez d'anciennes pour soutenir les nouvelles, et leur donner l'exemple. Il était en état de combattre ; il avait même sujet d'espérer de vaincre, lorsqu'il s'aperçut que ses troupes étaient la plupart gagnées par Monk, qui, en effet, ayant appris que Lambert tâchait de lui débaucher ses soldats, avait fait répandre parmi les siens de grandes sommes d'argent qui les disposés à l'abandonner.

Dans le même temps, le malheureux général apprit que toutes les provinces des environs de Newcastle, où il était, offraient leurs services à son adversaire ; que le lord Fairfax, le duc de Buckingham, et beaucoup d'autres gentilshommes, étaient en armes du côté d'York, pour faire cause commune avec les Coldstreamiens ; et pour comble de malheur, que ceux même qui avaient jusque-là soutenu son parti dans l'armée et dans la ville de Londres, s'en retiraient, ou paraissaient chanceler.

Ces nouvelles lui furent apportées par le colonel Salmon. Ce fut le coup de sa mort civile, et la fin de ses espérances. Lambert crut qu'il trouverait encore à Londres des ressources qu'il ne voyait plus ailleurs. Ce commandant en chef d'une armée capable d'envahir l'Ecosse, naguère vainqueur de Georges Booth à Chester, ne sut plus où donner de la tête. Il sortit sans bruit de Newcastle, et après avoir demeuré quelques jours aux environs d'York, sans se faire connaître, il prit la poste, et se rendit dans la capitale. Là, au lieu de trouver sa faction chancelante et ses adhérens en désordre, comme il s'y était attendu, il trouva son parti si ruiné et ses amis si dispersés, qu'aussitôt qu'il fut arrivé, il fut confiné dans la Tour, par ordre du Parlement, sans que personne s'y opposât, et sans que, tout hardi qu'il était, il se mît en devoir de se défendre. Le cours de toutes les révolutions est marqué par l'infidélité des hommes et l'inconstance des choses.

---

## CHAPITRE VIII.

LE général Monk quitte Coldstream et passe le Tweede. — Composition de son armée. — Il reçoit à Wellar une lettre du Parlement. — Diverses intrigues des émissaires qu'il employait. — Le Parlement et la ville de Londres envoient à Monk des députés qui sont reçus le même jour en présence les uns des autres. — Il semble satisfaire les deux factions, sans laisser pénétrer son véritable dessein. — Dans tous les endroits par où il passe, il est reçu avec tous les honneurs possibles. — Son arrivée à Saint-Albans. — Son entrée dans la ville de Londres. — Il est logé à White-Hall. — Raisons de la conduite mystérieuse qu'il ne cesse de tenir. — Son refus d'abjurer la maison royale par un serment impie. — Motifs de son refus.

LE général Monk ne savait encore rien du départ de Lambert, lorsqu'il commença sa marche, et qu'il prit le chemin de Londres.

Ce fut le premier janvier 1660, que ce général, dans une saison aussi rigoureuse, où la terre était couverte de neiges et de frimas, quitta Coldstream, et passa la Tweede. Le passage du Rubicon par César avait produit l'asservissement de Rome, et le passage de la Tweede, par Monk, produisit la délivrance de l'Angleterre. Il vint coucher à Wellar, où ses fourriers avaient préparé toutes choses pour son arrivée.

Son armée formait deux divisions : dans la première , il y avait son propre régiment de cavalerie et celui du colonel Knight, avec son propre régiment d'infanterie et ceux des colonels Fairfax et Lidcot ; et la seconde commandée par le général-major Morgan fut composée des deux régimens de Morgan , tant de cavalerie que d'infanterie ; du régiment de cavalerie de Cloberry et des deux régimens d'infanterie des colonels Red et Hubblethorn.

Monk était à peine arrivé à Wellar , qu'il reçut une lettre du Parlement , et des nouvelles qu'il savait déjà très-bien.

Les nouvelles étaient que cette compagnie s'était rassemblée , qu'elle avait repris ses séances et la direction des affaires ; qu'elle avait ôté à Lambert et à ceux de sa faction le commandement de l'armée , et que le même courrier qui portait cet avis aux troupes de Coldstream portait un ordre à celles de Newcastle , de prendre des quartiers d'hiver en des lieux qu'on leur assignait. La lettre du Parlement fut lue à la tête de chaque régiment ; elle contenait des remerciemens au général , sur ce qu'il avait pris le parti du gouvernement civil contre le militaire : mais ceux qui réfléchissaient un peu , trouvèrent que ces remerciemens étaient aussi froids

que courts , et jugeaient que cette assemblée craignait le général Monk plus qu'elle ne l'aimait.

En effet quelque politique qu'eût mise en œuvre ce général , pour paraître républicain , les régicides à qui leur crime faisait craindre de voir régner le fils d'un prince qu'ils avaient fait mourir , ne pouvaient se guérir de la peur qu'ils avaient que l'armée d'Ecosse n'entreprît de le rétablir sur le trône. Ainsi , il ne faut point douter que s'ils eussent pu se promettre d'être maîtres de celles d'Angleterre , ils ne se fussent déclarés d'aussi bonne foi contre Monk , que Monk s'était déclaré pour eux avec peu de sincérité. Mais outre que les débris de cette armée campée autour de Londres , étaient tellement gouvernés par leurs ordres , qu'ils ne pouvaient s'assurer de sa soumission , la ville leur était entièrement contraire , et formait un parti capable de faire quelque chose de plus que de contrebalancer le leur.

Depuis que le général Monk avait conçu le projet de rétablir le roi , les émissaires de l'un et de l'autre répandus dans toutes les classes de la société , avaient tant fait par leurs soins et leur adresse , qu'ils avaient rendu royaliste la plus grande partie du peuple et des officiers de la capitale. Il était très-ordinaire d'entendre dire



hautement à beaucoup de gens, *que c'était de faire au vieux Georges de s'y prendre comme bon lui semblerait, et que la chose était dans son pouvoir.*

Les partisans de la restauration du roi, employés par Monk, travaillaient diversement, et prenaient un soin particulier de cacher la correspondance qu'ils entretenaient avec lui, et n'agissaient point en son nom, pour ne pas le mettre en danger d'être convaincu par le Parlement d'intelligence avec le prince, et de donner occasion par là aux républicains, à l'armée et à la faction de Lambert de se réunir pour le troubler, ce qui serait infailliblement arrivé, si on se fût déclaré à contre-temps. Les entreprises où l'on n'avance qu'à mesure qu'on sait se couvrir, cacher sa marche, et prendre des circuits, sont toujours lentes, mais elles sont sûres.

Ce fut par cette méthode que réussirent les intrigues des agents de Monk dans Londres pour rendre la ville favorable au rétablissement du roi : il leur fallait du temps, de la patience, de la dissimulation, de l'application ; mais aussi ils vinrent à bout de former pour le service de leur prince, parmi les officiers, les bourgeois, les ouvriers, la populace de cette grande capitale, un parti assez puissant pour s'opposer au Par-

lement, et disposer par là l'entreprise du général pour le rétablissement du monarque. Ce qu'il y eut de bizarre en cela, fut que la plus grande partie de ceux qu'on engageait dans ce parti, ne sachant pas que Monk eût part aux sollicitations qu'on leur faisait, et apprenant d'ailleurs la rigueur qu'il paraissait exercer contre les royalistes, prenaient de lui les mêmes ombrages qu'en avaient les républicains, et ayant à-peu-près les mêmes sentimens, gardaient à son égard la même conduite.

Ainsi le général Monk fut appelé à secourir les deux partis, dont l'un et l'autre le soupçonnaient de lui être contraire, et que, cependant, la nécessité l'obligeait d'employer, car leurs démêlés s'aigrissaient d'une manière à en faire craindre des suites fâcheuses à celui des deux qui aurait succombé.

Le corps de ville de Londres avait commencé par demander un Parlement libre, et s'expliquant quelque temps après sur ce terme indéterminé, il avait requis que les membres de l'année 1648 y fussent incessamment rappelés. Sur quoi, vingt-cinq des plus hardis de ces membres exclus s'étant présentés pour être reçus dans la chambre, ils avaient été rejetés. Le Parlement n'avait garde de les admettre, puisqu'ils

n'avaient été chassés que parce qu'ils étaient favorables au roi; mais comme par cette même raison, la ville s'opiniâtrait à vouloir qu'ils fussent admis, la contestation s'échauffa de telle sorte que ces deux factions appréhendant tout l'une de l'autre, firent chacun de leur côté tous leurs efforts pour s'assurer de Monk. Toutes deux l'envoyèrent prier de hâter sa marche, jusque-là assez lente, le général ayant voulu s'instruire à fond et à loisir de tout ce qui se passait dans Londres, avant de s'y engager.

Les députés du Parlement qui furent Scott et Robinson, vinrent trouver le général Monk à Morpeth. Faisant semblant de supposer que la déclaration du général en faveur de cette assemblée fût sans art et de bonne foi, quoiqu'ils craignissent le contraire, ils le pressèrent de venir achever son ouvrage, et d'employer ses forces à maintenir le premier tribunal du royaume, dans l'autorité que lui donnaient les lois, et que le général lui-même, malgré tant de moyens qu'il avait de se soustraire, avait reconnus.

Les députés de la ville de Londres furent reçus le même jour en présence de ceux du Parlement : ils ne refusaient pas de se soumettre à un corps supérieur, et reconnaissaient pour tel le Parlement; mais ils voulaient un Parlement

libre, complet, conforme aux anciennes lois et aux usages du pays, et soutenaient que l'assemblée qui, depuis si long-temps, usurpait ce nom, ne pouvait être reconnue pour le vrai Parlement d'Angleterre, jusqu'à ce qu'elle eût rappelé les membres qui la composaient au temps de sa convocation.

Il ne pouvait rien arriver de plus favorable au dessein de Monk, que cette heureuse contestation, dont le principal but qu'il n'ignorait pas, était de s'assurer de la capitale, qui, en Angleterre, où il y a peu d'autres villes considérables, est d'un plus grand poids qu'ailleurs, pour attirer le reste du royaume dans le parti où elle se jette. Un homme moins maître de soi, aurait découvert ses sentimens à des gens qui le prévenaient par des démarches si pressées, et quelques-uns ont pris sujet du silence que le général continua de garder en cette occasion, de soupçonner, ou de rendre suspectes ses bonnes intentions pour le roi. Ceux-ci n'ont point fait réflexion que jusqu'à ce que Monk fût dans Londres, les mêmes raisons qu'il avait eues de dissimuler, subsistaient encore, et n'avaient rien perdu de leur force. Le Parlement, la flotte de Jean Lawson, les troupes de la vieille armée qui s'étaient données à Hazebrigg, dans la ville de Ports-

mouth, celles qui étaient restées à Londres; en un mot, la plupart de ceux qui craignaient le rétablissement du roi, ou qui voulaient une république, étant à portée ou de se réunir, ou en état, sinon d'empêcher, au moins de retarder, d'exposer à de grands risques, une affaire que l'on ne pouvait terminer ni trop sûrement, ni trop promptement.

Dans ces vues, le général Monk parla si adroitement aux députés des deux factions, qu'il ne se laissa point pénétrer. Il promit aux uns et aux autres d'avoir égard à leurs intérêts, et comme le sien demandait qu'il s'étudiât encore plus à amuser ceux qui pouvaient nuire, qu'à gagner ceux qui étaient déjà tout disposés à le servir en public, dans la concurrence, il donnait toujours l'avantage aux députés du Parlement, et n'expliquait point les sentimens qu'il disait avoir pour cette compagnie que par le mot de *soumission*. Il était sans cesse dans la nécessité de dissimuler, craignant que les deux partis ne se réunissent pour sa destruction.

Ce fut, en continuant d'observer une aussi délicate conduite, que le général Monk poursuivit, à petites journées, sa marche vers Londres.

A Morpeth, à Newcastle, à Durham, à York,

à Nottingham, dans tous les endroits par où il passa et où il séjourna, il fut reçu par les magistrats et la principale noblesse, avec les plus grands honneurs. Partout le bruit des cloches annonçait son arrivée; toutes les classes des citoyens couraient en foule au-devant de lui comme au-devant du protecteur de leur vie et de leur liberté, remplissant l'air de leurs acclamations. A toutes les adresses qu'il recevait de la part des diverses corporations, à tous les complimens dont il était accablé, à toutes les louanges qu'on lui prodiguait, il se contentait de répondre en général qu'il emploierait tous ses efforts pour le bien et la prospérité de la patrie. Plus il s'approchait de Londres, plus il prenait soin de couvrir d'un voile impénétrable sa résolution, afin de dissiper les soupçons et les craintes du Parlement qui n'appréhendait rien tant que le retour de Sa Majesté, dont la seule pensée le faisait fremir d'horreur.

Le 24 février, le général Monk arriva à Saint-Albans, où il fit halte pour attendre qu'on eût préparé les logemens de son armée dans la ville de Londres, et écrivit au Parlement pour lui demander qu'il donnât ordre aux régimens qui étaient à Londres de sortir de la ville, et de

faire place à ses troupes , ne pensant pas qu'il fût convenable que ceux qui avaient été depuis peu dans la rébellion , demeuraient dans le même lieu que ceux qui étaient dévoués au service du Parlement. En même temps, il envoya un plan pour la disposition de ses propres troupes dans Londres, et assigna des quartiers dans le voisinage pour celles qui devaient en sortir. Cette demande augmenta les soupçons du Parlement, et le jeta dans la plus grande consternation; mais il se trouvait obligé de suivre ses volontés.

Le 3 février, le général Monk entra dans Londres en triomphe, à la tête de son armée. Pendant qu'on la distribuait dans les lieux dont les magistrats étaient convenus avec lui, il alla loger à White-Hall, où il ne tarda pas à recevoir la visite des principaux personnages en place, traitant tout le monde avec une égale civilité, de quelque parti qu'on fût, ou qu'on eût été; et, par cette indifférence, il faisait concevoir à tous une bonne opinion de lui.

Il n'eût pas été long - temps dans la ville, qu'ayant étudié le terrain, il reconnut que la dissimulation dont il avait usé jusque-là était plus nécessaire que jamais, et qu'il ne pouvait

s'en relâcher , sans risquer le succès de son entreprise. Il avait de grandes raisons d'en agir ainsi.

Premièrement , le parti du Roi ne faisait point un corps assez uni et assez distinct du chaos confus des diverses factions qui divisaient la nation , les familles des royalistes n'étant guère sans quelque républicain qui tenait les autres en bride , et les empêchait de se déclarer.

Secondement, l'armée de Londres était, généralement parlant , opposée aux intérêts du Roi , par les siens propres , c'est-à-dire , par l'intérêt de sa sûreté , ayant sujet d'appréhender que le fils ne vengeât le père ; et par l'intérêt de sa fortune , la plupart des officiers qui la commandaient , ayant profité des biens confisqués sur la famille royale , ou sur des émigrés qui n'y pouvaient rentrer sans les en dépouiller.

Outre cela , le sage général vit qu'il n'avait qu'à donner le temps au Parlement et à la ville de pousser à bout leurs aigreur , pour avoir un moyen infallible de détruire d'un même coup les plus grands ennemis du Roi , et mettre ses amis en état de se déclarer pour lui. Ce fut sur ces raisons que Monk continua à cacher ses desseins , depuis même qu'il fut arrivé à Londres. L'événement montra qui de lui ou de ceux



qui l'ont accusé de lenteur , ont jugé le plus sainement des choses.

Une des meilleures qualités de cet esprit solide , était de se mettre peu en peine de ce qu'on pouvait dire , quand il faisait ce qu'il croyait devoir faire. Agissant d'après cette maxime , il suivit sa première méthode , se déclarant pour la république et agissant pour le Roi ; excluant de toutes ses déclarations le gouvernement monarchique , et ayant des émissaires partout pour avancer le rétablissement du monarque. Il poussa cette politique avec tant d'art et d'habileté , que lors même qu'il exécutait ce qu'inventaient les républicains pour détruire les royalistes , il ne diminuait rien de l'espérance que donnaient ses amis aux royalistes qu'il détruirait les républicains.

La manière dont il analysa la proposition qu'on lui fit d'abjurer la maison royale par un serment impie dont il avait toujours eu horreur , ne fut pas un des moindres effets de sa prudence et de sa bonne conduite.

A peine fut-il à White-Hall , qu'on lui présenta ce serment criminel , et qu'on le pressa de le faire ; mais le général , conservant toujours une grande présence d'esprit , répondit , sans montrer le moindre embarras , que plusieurs même des

plus zélés pour le maintien de la république , ayant rejeté ce serment , il était trop ennemi de tout ce qui tenait à l'esprit de parti pour le rejeter , ou pour l'admettre , avant que l'on fût convenu de quelque uniformité sur ce point : qu'ils s'assemblassent , pour conférer et arrêter quelque chose dont tout le monde tombât d'accord ; et qu'il serait toujours le premier à se soumettre aux ordonnances qui établiraient la concorde et la tranquillité dans l'Etat.

Les royalistes prirent ce refus , dans les conjectures présentes , pour une assurance infailible que Monk était du bon parti. Les républicains en prirent d'autant moins d'ombrage ; que ce général étant allé au Parlement , parmi les choses qu'il y proposa pour le bien public , dans une assez longue harangue qu'il y fit , il n'oublia pas d'insérer , comme on faisait en ce temps-là , dans presque tous les discours qui concernaient le gouvernement , l'exclusion de la royauté , du protectorat , et généralement de toute autorité suprême qui ne réside que dans un seul.



---

 CHAPITRE IX.

LE général Monk est introduit dans la Chambre des Communes. — Sa harangue au Parlement. — La ville de Londres se mutine contre le Parlement, elle prend la résolution de ne payer aucun impôt. — Ordres rigoureux que reçoit le général Monk. — Il les fait exécuter. — Indignation des officiers. — Conversation du gouverneur de la Tour et du général Monk. — Les officiers de l'armée de Monk le pressent de se déclarer contre la tyrannie. — Ils écrivent en commun une lettre qui est envoyée au Parlement. — Visite du général au maire de Londres. — Décret du Parlement. — Injustice d'un reproche fait au général Monk. — Son dessein de rétablir le Roi transpire. — Joie manifestée par le peuple. — Les membres exclus en 1648 rentrent dans le Parlement. — Bon effet de cette réunion.

LE 6 février, le général Monk fut introduit dans la Chambre des Communes, par Scott et Robinson : on lui avait préparé un fauteuil de velours en dedans de la barre. Lenthal, l'orateur du Parlement, le remercia solennellement, au nom de sa compagnie, des grands services qu'il avait rendus, et l'invita de s'asseoir. Il le refusa modestement, se tint derrière le fauteuil, et prononça la harangue suivante :

MONSIEUR L'ORATEUR,

« Parmi toutes les bénédictions qu'il a plu à

la divine Providence d'accorder à ces nations affligées depuis si long-temps, votre rétablissement d'une manière paisible ne doit pas être regardé comme le moindre. C'est l'ouvrage de Dieu, et c'est à lui seul que la gloire en doit être attribuée. Je regarde comme un grand effet de sa bonté pour moi, qu'il ait voulu en quelque manière, se servir de moi comme d'un instrument pour procurer le bonheur, parmi tant d'autres qui en étaient plus dignes. Je n'ai fait que mon devoir, et je n'ai pas mérité l'honneur que vous venez de me faire, et que je garderai toujours comme une marque sensible de votre faveur.

« Monsieur l'orateur, je ne vous ferai point de longs récits de tout ce qui s'est passé. Je vous prie seulement de me permettre de vous informer que, dans ma marche, j'ai eu l'occasion d'observer que, dans la plupart des provinces, le peuple attend avec beaucoup d'impatience un parfait et légal établissement, et que j'ai reçu diverses adresses signées d'un très-grand nombre de personnes.

« Ce qu'on demande principalement, c'est un Parlement libre et complet; qu'il vous plaise de marquer une fin à la session de ce Parlement, que de bons et fidèles ministres soient établis

dans les églises; que les universités soient encouragées; et qu'enfin, les membres exclus en 1648, soient admis, sans les engager à aucun serment.

« J'ai répondu à ces adresses, que vous êtes présentement un Parlement libre, et que, dans le cas où vous seriez menacés de quelque violence, je ferai tous mes efforts pour en empêcher les effets; que vous avez déjà résolu de remplir les places vacantes dans votre chambre, et que, quand cela serait fait, vous serez aussi un Parlement complet; que vous avez déjà fixé le temps de votre séance, et que, pour ce qui regardait les ministres de l'Eglise, leur entretien, les lois et les universités, vous vous étiez suffisamment expliqués sur toutes ces choses dans votre dernière déclaration.

« A l'égard des membres qui ont été exclus en 1648, j'ai répondu que vous aviez déjà jugé cette affaire, et que c'est le devoir des sujets d'acquiescer à votre jugement, que d'admettre des membres dans un Parlement, sans les engager par un serment, à maintenir le gouvernement établi, c'était ce qui ne s'était jamais pratiqué en Angleterre. Mais permettez-moi de vous dire ce que je n'ai pourtant pas répondu à ceux qui m'ont présenté leurs adresses, c'est

que moins vous exigerez de sermens et d'engagemens, pourvu que ce ne soit pas au préjudice de la cause, plutôt vous parviendrez à perfectionner l'établissement auquel vous travaillez.

« J'insiste particulièrement sur ces choses, afin de vous faire connaître combien le peuple aura pour agréable que vous ne perdiez pas le temps à délibérer là-dessus. Je sais que les personnes les plus distinguées se tiennent fort attachées à vos intérêts, pourvu qu'elles soient un peu ménagées, et je ne doute pas que vous n'agissiez comme connaissant parfaitement combien il est important pour le public d'augmenter plutôt que de diminuer notre crédit, et d'empêcher soigneusement qu'aucun parti des cavaliers (1) ou des fanatiques ne puisse avoir part encore au pouvoir civil et militaire. Vous avez depuis peu éprouvé combien ce dernier a d'impatience d'avoir le gouvernement entre les mains.

« Je dois à présent vous dire quelque chose de l'Irlande et de l'Écosse.

« Pour l'Irlande, elle se trouve encore dans un état d'incertitude qui a été rendu plus triste par

(1) C'était le nom qu'on donnait alors aux royalistes.

vosre interruption , puisqn'elle nous a empêchés de passer l'acte pour assurer les terres confisquées aux soldats et aux aventuriers , quoiqu'il fût déjà tout préparé. J'espère que vous le passerez bientôt , comme étant très-nécessaire dans un temps tel que celui-ci , où vous ne pouviez éviter d'imposer des taxes qu'on ne payera jamais volontairement , pour des terres dont on n'a pas encore acquis une légitime possession. »

« Il n'est pas nécessaire que je vous convainque combien vous avez été abusés dans la nomination des officiers de l'armée d'Irlande , puisque la malice de ceux qui vous ont trompés s'est suffisamment manifestée. J'ose vous assurer que ceux qui se sont présentement déclarés pour vous , vous seront fidèles , et que par là le monde sera convaincu qu'une puissance modérée est seule capable de maintenir votre domination aussi bien en Irlande qu'en Angleterre. »

« Quant à l'Ecosse , le bon peuple de ce pays-là mérite d'être favorisé. Je ne doute pas que votre dernière déclaration ne l'ait extrêmement réjoui ; car il ne craignait rien tant que de se voir en proie aux fanatiques. Je le recommande donc humblement à votre haute

protection. Je souhaite passionnément que l'union des deux états soit bientôt perfectionnée, et que les taxes que l'Ecosse doit payer, soient réglées dans une juste proportion avec celles de l'Angleterre. C'est ce que je me suis engagé à vous demander. Permettez aussi que je vous supplie de pourvoir au gouvernement civil de l'Ecosse, dont la privation, depuis près d'un an, a causé la ruine de plusieurs familles de ce pays : si vous n'y envoyez pas promptement des commissaires, pour y prendre soin du gouvernement, et des juges pour terminer les affaires pendantes aux cours de judicature, l'Ecosse ne peut être que très-misérable.

« J'avais chargé le docteur Gumble de vous présenter les noms de ceux que je juge propres pour ces emplois ; mais vos grandes affaires ne vous ayant pas permis de les recevoir de ses mains, je prends la liberté de vous en présenter la liste. »

L'adresse remarquable dont le général usa dans cette harangue, mêlée de choses agréables et fâcheuses pour le Parlement comme pour la nation, avança le dessein qu'il avait d'engager le Parlement à pousser à bout la ville, afin



que la ville lui servît ensuite à détruire le Parlement.

La ville était si mutinée contre cette assemblée de tyrans qui usurpaient une autorité uniquement fondée sur leurs crimes, qu'elle avait pris la résolution de ne payer aucun impôt pour les nécessités publiques, que le Parlement à qui elle ne contestait pas le pouvoir de les ordonner, fût tel qu'il devait être, c'est-à-dire, libre et complet. Le Parlement cherchait les moyens de se faire obéir, et de dompter ceux qu'il croyait devoir lui être soumis.

Dans le discours que Monk venait de prononcer à cette assemblée, le général affecta d'y faire entendre qu'ayant été sollicité, dans sa route, par les requêtes de diverses corporations, tantôt de procurer à la nation un Parlement libre et complet, tantôt d'obliger celui qui était assemblé, de rappeler les membres exclus en l'année 1648, il avait toujours répondu qu'on ne pouvait avoir un Parlement plus libre que celui qu'on avait alors, à la décision duquel il fallait se remettre touchant l'affaire des membres exclus.

Le Parlement se laissa éblouir par ces marques de déférence, et se hâtant de profiter de

la bonne disposition où paraissait le général Monk d'exécuter aveuglément tout ce que lui ordonnerait l'assemblée, lui donna des ordres conformes aux diverses fins qu'elle se proposait ; car leur but n'était pas seulement de dompter et de soumettre la ville, en obligeant Monk de la maltraiter, par une politique pareille à celle dont il avait usé contre eux ; ils voulaient le rendre odieux au peuple, ou pour le perdre, ou pour l'engager à attacher sa fortune à la leur. Il évita mieux le piège qu'ils lui tendaient, qu'ils n'évitèrent celui qu'il leur avait tendu. Ils lui donnèrent des ordres sévères pour le châtement de la ville qui mirent le comble à la haine publique depuis si long-temps allumée contre eux. Monk les exécuta ponctuellement, mais d'une manière si adroite, que personne ne lui en sut mauvais gré.

Ces ordres portaient qu'on enlèverait les chaînes et les poteaux de toutes les rues, qu'on ôterait ou qu'on briserait les herses et les portes de la ville, et que l'on mettrait en prison plusieurs des principaux bourgeois les plus opposés au Parlement, entr'autres onze membres du conseil commun. Le général Monk fit tout cela, mais d'un air où il paraissait à ceux qui ne savaient pas le mystère, que ce n'était qu'à contre-

cœur, et qui donnait aux gens mieux instruits une nouvelle assurance des promesses qu'on leur faisait en secret.

Les officiers supérieurs de l'armée du général Monk avaient refusé d'exécuter des ordres si violens : les subalternes y avaient obéi ; les procédés des uns et des autres firent également un bon effet : le refus de ceux-là leur ayant gagné l'affection de tous les bourgeois ; l'obéissance de ceux-ci ayant été accompagnée de tant de marques de répugnance , que personne ne s'en tint offensé. Le général lui-même laissait échapper , de temps en temps , certaines paroles qui donnaient à entendre qu'il n'exécutait les ordres des ennemis de la ville , que pour servir en ami. *Il faut obéir*, disait-il souvent ; *mais tout ceci tournera à bien.*

Le sens de ces mots énigmatiques commença à se développer , lorsque le général ayant cru qu'après avoir fait ôter les poteaux et les chaînes , cela suffisait pour la satisfaction du Parlement, il envoya une lettre à la chambre , par laquelle il lui représentait qu'il ne jugeait pas à propos de brûler les portes de la ville ; qu'on en avait assez fait , et qu'il y aurait quelque risque à irriter un peu trop les citoyens d'une ville qui demandait des ménagemens. Mais il

reçut un second ordre de faire tout ce qu'on lui avait recommandé : aussitôt il continua à obéir.

L'indignation des officiers et des habitans se rallume de nouveau contre cette nouvelle tyrannie. Le colonel Herbert Morley, lieutenant de la Tour, vint trouver le général Monk, et quoiqu'il fût un des principaux membres du Parlement, se plaignit au général des violences que cette compagnie exerçait contre la capitale. *Il est vrai, lui répondit Monk, que ces messieurs vont un peu vite. Ce procédé est dangereux, et je les vois, ce me semble, assez près de ce désespoir, que ceux qui gouvernent doivent toujours craindre, lors même qu'ils ont la force en main. Pour moi, je ne sais qu'obéir.* Morley, transporté de son zèle, et se découvrant sans réserve à Monk : *Il est temps que vous commandiez, répliqua-t-il en l'interrompant, ou plutôt le temps est venu d'exécuter les bons desseins que vous avez pour réprimer l'insolence de ceux qui commandent mal. Commandez, je vous rends maître de la Tour. Mon frère le chevalier Fragg et moi avons chacun un régiment, l'un et l'autre actuellement dans Londres, nous sommes à vous,*

*nous vous suivrons , vous pouvez compter sur nos services.*

Cette conversation finit par une liaison entre ces deux hommes , qui fut , à proprement parler , le premier coup qui abattit le Parlement , et releva la monarchie.

A peine Monk eut-il quitté Morley , que les principaux officiers de son armée vinrent le trouver , et l'abordant d'un air indigné , commencèrent le discours qu'ils lui firent par des invectives sanglantes contre la tyrannie qu'un petit nombre de gens qui s'étaient donné , sans raison , le nom de Parlement d'Angleterre , exerçaient sur la nation. La conclusion de cette invective fut qu'il fallait non les réprimer , mais les déposséder tout-à-fait de l'autorité qu'ils avaient usurpée si injustement ; qu'il fallait avoir un Parlement libre et convoqué selon les lois , afin de convenir tous ensemble d'une forme de gouvernement fixe que les gens inquiets ni les ambitieux ne pussent plus changer ; que le général était engagé en conscience et en honneur , après tant de protestations qu'il avait faites de ne chercher que le repos public et le bien de la patrie , de prendre en main cette cause commune aux trois nations qui compo-

saient le corps de la monarchie britannique ; qu'au reste , il était temps qu'il la prît, et qu'il fît voir qu'il était venu pour d'autres desseins que pour être le ministre des violences d'une poignée de tyrans qu'on avait en horreur.

Ces remontrances trouvèrent dans Monk toute la disposition nécessaire pour avoir un prompt effet. Il était aussi indigné que ses officiers contre le Parlement , quoiqu'il montrât plus de modération. Il voyait , comme ils le disaient, que tout conspirait à la ruine de cette assemblée qu'il voulait détruire, et à la convocation d'une autre qu'il était maître de composer de telles gens qu'il lui plairait, démarches essentielles au rétablissement du Roi, et presque les seules qui restassent à faire, la noblesse, la ville de Londres, la plus grande partie des provinces le désirant avec passion , et l'armée d'Écosse étant disposée à obéir aveuglément aux ordres de son général.

• Mais il restait encore des républicains obstinés avec quelques troupes qui avaient conservé une affection fanatique pour Lambert ; et qui n'attendaient pour se rassembler sous ses ordres que le moment où il s'échapperait de sa prison

Le factieux Henry Vane (1) agissait aussi avec son ardeur ordinaire contre les intérêts du Roi, et avait quelques régiments de la vieille armée attachés à lui. Outre que Lambert et Henry Vane avaient des vues différentes, le général Monk savait assez que leurs forces unies n'étaient pas capables d'être opposées à tant de grands corps qui faisaient profession de suivre l'impression qu'il leur donnerait.

Déterminé par ces considérations, le général Monk tomba d'accord avec les officiers que, sans attendre davantage, dès le lendemain deux d'entre eux porteraient au Parlement une lettre qu'il leur laissa à concerter et à rédiger, par laquelle, après s'être plaint d'avoir été employé pour le service le plus odieux au peuple, il demandait de sa part, et au nom de l'armée, que ce même Parlement fût cassé, et qu'on en convoquât un autre libre et complet, selon les formes voulues par les lois.

(1) La part qu'il avait prise à la proscription du comte de Strafford, ainsi qu'au mouvement général des affaires dans le changement de gouvernement, le rendit suspect. Ayant été mis en jugement le 4 juin 1662, il fut condamné à mort, et décapité à la Tour le 14 du même mois.

Ce fut le matin du jour suivant, le 25 février, que cette lettre ayant été signée par le général et par les officiers, fut envoyée au Parlement. Les colonels Licord et Clowberry qui en furent les porteurs, eurent commission de dire à la Chambre que le général, en attendait la réponse chez le chevalier Thomas Alten, maire de Londres, qu'il était allé trouver pour l'engager à assembler le conseil commun dans la salle de Guild-Hall.

La visite du général Monk au chevalier Thomas Alten, et sa lettre au Parlement furent reçues bien différemment.

Le maire de Londres fit au général tous les honneurs et tout le bon accueil possible, et arrêta avec lui qu'il rétablirait le Conseil de Ville que le Parlement avait cassé, qu'ils s'assembleraient tous, sans délai, à Guild-Hall, et qu'ils y prendraient les résolutions convenables à l'état des affaires. Autant la visite du général répandit de joie dans la ville, autant jeta-t-elle de consternation dans le Parlement.

Cette assemblée, composée néanmoins de gens fort rompus aux affaires, ne se troubla point tellement en cette occasion, qu'elle n'usât d'une politique fort raffinée et fort délicate. Car, d'un côté, connaissant bien que Monk



allait devenir le maître , elle n'omit rien de tout ce qu'elle put lui faire dire de séduisant , en particulier , pour l'apaiser , pour le gagner , pour lui faire espérer un dévouement entier de tout le corps à ses volontés , sans en excepter autre chose que le rétablissement du Roi et le gouvernement monarchique ; d'un autre côté , jugeant bien qu'il n'y avait plus que la seule jalousie du commandement qui pût affaiblir la puissance d'un homme si accrédité , elle rendit un décret par lequel elle nomma pour commander les armées de la nation , cinq commissaires dont il faisait partie , afin qu'il n'eût pas le droit de se plaindre , et que les autres se trouvassent en mesure de mettre des bornes à son pouvoir.

Ceux qui font l'injustice au général Monk de dire qu'il n'eut point d'abord le dessein de rétablir le Roi , disent que ce fut ce décret et le dépit qu'il en conçut , qui lui firent prendre cette résolution. Je ne m'arrêterai point ici à détruire cette conjecture aussi injurieuse qu'elle est peu probable , comme la suite de cette histoire le fait voir. L'auteur de la vie de Monk , le docteur Gumble prétend au contraire qu'en ce même temps , de puissans partis dont les chefs étaient ou les coupables régicides , ou les injustes détenteurs des biens confisqués ,

offrirent à Monk de se joindre à lui pour remettre en ses mains le pouvoir suprême, tel que l'avait exercé Cromwell, et que ce général en avait rejeté la proposition avec colère et mépris. Je me défie moins de ce fait que de l'autre; mais je n'y fais pas un aussi grand fond que s'il était raconté par quelqu'un moins suspect d'exagération qu'un serviteur enthousiaste de son maître.

Quoi qu'il en soit, ce fut alors que le général Monk commença à disposer les choses pour le retour du Roi, d'une manière à faire augurer qu'il n'était guère éloigné, et qu'on n'y trouverait désormais que des obstacles aisés à vaincre. On en jugera surtout ainsi, après la conférence de Guild-Hall, où l'affaire fut concertée, et dans laquelle le général, sans parler nettement, s'expliqua assez pour faire connaître, sur ce point, qu'il était dans les mêmes desseins que la ville.

Les cris de joie que poussa le peuple qui environnait la Maison de Ville pendant qu'on y était assemblé, et qui était persuadé qu'on y prenait les dernières mesures pour consommer cette affaire; les feux que la populace alluma toute la nuit dans les rues et dans les places publiques, en y faisant rôtir des croupions de vo-

laille, par dérision contre le Parlement ; les im-  
précations qu'on faisait contre cette assemblée  
usurpatrice ; la liberté que prirent, au contraire,  
les bourgeois dans leurs coteries, de boire à la  
santé du Roi, confirmèrent, chacun dans l'o-  
pinion qu'on était à la veille de voir cette ré-  
volution surprenante : et personne n'eut plus  
lieu d'en douter, quand on vit la réunion que  
le général Monk, à qui rien ne résistait plus,  
fit des membres exclus, en l'année 1648, de  
l'assemblée du Parlement, avec ceux qui les  
avaient chassés.

Sur l'invitation du général, les membres ex-  
clus se rendirent à la chambre le 21 février ;  
et, n'y trouvant plus d'obstacle qui leur en fer-  
mât l'entrée, il parut bientôt qu'ils formaient  
le plus grand nombre. Cette réunion produisit  
deux bons effets que Monk s'en était promis :  
l'un, que ces membres exclus, prévalant sur les  
autres, le firent nommer généralissime de toutes  
les troupes de terre actuellement sur pied dans  
les trois royaumes, et firent donner le com-  
mandement des forces navales au chevalier  
Montaigu, celui qui fut fait comte de Sand-  
wich, et reconnu pour royaliste depuis long-  
temps.

L'autre bon effet de cette réunion fut la

prompte dissolution du Parlement que les membres actuels tâchaient de faire tirer en longueur. La charge de généralissime donna le moyen à Monk de faire dans les troupes un reste de réforme utile , pour mettre l'armée d'Angleterre tout-à-fait hors d'état de lui nuire, et la sienne dans une disposition encore plus sûre pour le bien servir. La dissolution du Parlement lui donna le temps d'en former un nouveau, dont la composition fut entièrement favorable au Roi, et dont la convocation fut publiée pour le mois de mai 1660.

---

## CHAPITRE X.

**JOIE universelle en Angleterre au sujet du prochain retour du Roi. — Le général Monk dispose tout pour ce grand objet. — Soumission du colonel Overton. — Voyage du Roi à Fontarabie. — Le chevalier Grenwill envoyé à Monk de la part de Sa Majesté. — Lettre du Roi au général, qui s'explique ouvertement à Grenwill. — Le Roi quitte la domination espagnole. — Mesure tardive du marquis de Casacène pour le retenir. — Note sur le brave Viomade, restaurateur de Childéric. — Lambert s'échappe de sa prison, reparait à la tête de quelques troupes, est poursuivi, repris, et renfermé dans la Tour de Londres. — Réponse de la noblesse et d'autres royalistes à une fausse lettre datée de Bruxelles. — Convocation du nouveau Parlement. — Le chevalier Grenwill revient à Londres avec les dépêches du Roi, et remet la lettre de Sa Majesté au Parlement, qui la reçoit avec enthousiasme. — Déclaration de Charles II promulguée solennellement dans la ville de Londres. — Clarges, beau-frère du général Monk, est envoyé au Roi, pour l'inviter à revenir le plus promptement possible. — Le lord Fairfax et un grand nombre de députés se rendent auprès du Roi, qu'ils trouvent à La Haye.**

**CONVOQUER un Parlement libre, et rétablir la maison royale, étaient deux résolutions qui tenaient pleinement au même but.**

Cependant le général Monk ne donnait pas tellement toute son attention aux choses qui étaient les plus proches de lui, qu'il n'étendît ses soins à celles qui en étaient les plus éloignées.

En même temps que , dans la ville , il disposait le Parlement et les armées à concourir au rétablissement du roi , il s'assurait , dans les provinces , des places , des milices , et surtout de la noblesse. Il eut sujet d'être satisfait du bon esprit qui régnait dans les provinces occidentales (1).

Il serait injuste de passer ici sous silence les noms des comtes de Manchester , d'Anglesey , Carlisle et Lauderdale , des lords Hollis , Townsend , Ashley et Pierre point qui commencèrent à faire paraître leur zèle pour le rétablissement de sa majesté , et qui contribuèrent avec beaucoup de courage à l'exécution d'un dessein aussi glorieux.

Dans les provinces du nord , Monk eut quelque peine à gagner le colonel Overton qui était maître de Hull , place forte dans l'Yorkshire. Il en vint néanmoins à bout par le moyen des colonels Aluherd et Fairfax , et du major Smith qui firent si bien par leurs remontrances qu'ils

(1) Il est à remarquer que c'est aussi dans les provinces occidentales de la France , que le bon esprit des habitans s'est maintenu avec le plus de zèle pour la cause royale. En nommant la Vendée , c'est nommer le sanctuaire de la loyauté , de la fidélité et du courage.

engagèrent ce républicain opiniâtre à se soumettre au général, à lui abandonner la place dont il était gouverneur, et à se rendre auprès de lui.

Pendant que le général Monk agissait ainsi, le roi considérant ses démarches, ne doutait pas qu'elles n'aboutissent à une heureuse révolution. Il était de retour en Flandre, après avoir fait un voyage à Fontarabie, où se traitait la paix entre les rois de France et d'Espagne.

Cette paix s'était faite sans que Charles, exilé de son royaume, parent des rois de France et d'Espagne, pût obtenir qu'on fît mention de lui dans le traité; il n'en tira d'autre avantage que quelques paroles qu'on n'était pas en état de rendre sitôt effectives. Dom Louis de Haro l'avait reçu très-civilement, et témoigna beaucoup de penchant à l'assister. Le cardinal Mazarin s'était excusé de le voir, pour le servir, disait-il, plus efficacement. L'un et l'autre en avaient l'intention, mais après une si longue guerre, il fallait du temps aux rois leurs maîtres, pour préparer au monarque anglais les secours nécessaires à son rétablissement.

Dans cette situation, Charles ne voyait point de secours plus sûr que celui du général Monk :

trop de démarches le convainquaient que ce général travaillait pour son roi, pour ne pas concevoir de grandes espérances de tout ce qu'il apprenait chaque jour ; mais il eût bien voulu , comme beaucoup d'autres , qu'il se fût un peu plus hâté et qu'il fût enfin arrivé à une conclusion.

Ce fut dans l'impatience qu'il en eut, qu'après avoir long-temps attendu le dénouement de cette affaire , il résolut de la hâter , et envoya au général le fidèle chevalier Grenwill, pour le prier de mettre la dernière main à une œuvre si digne de lui. La lettre qu'il lui écrivit , était pleine des témoignages de l'estime, de l'amitié et de la confiance qu'il avait pour un homme dont , tout roi qu'il était , il espérait plus qu'il ne pouvait lui rendre.

A NOTRE FÉAL ET BIEN-AIMÉ GÉNÉRAL MONK,

pour être communiqué au président du Conseil d'État et aux officiers  
des armées sous son commandement.

CHARLES ROI,

« FIDÈLE et bien-aimé, salut. On ne peut pas  
« douter que nous n'ayons eu, que nous n'ayons  
« encore présentement, et que nous ne de-



« vions toujours avoir à l'avenir tout le soin  
« dont nous sommes capables d'augmenter ;  
« par nos efforts, l'affection de nos sujets au-  
« dedans , et de nous procurer l'assistance de  
« nos alliés au dehors, pour le recouvrement  
« d'un droit qui nous est incontestable par les  
« lois divines et humaines et dont nous avons  
« été dépossédés pendant un si long temps par  
« une force accompagnée de circonstances ,  
« que nous ne voulons pas exagérer par de du-  
« res expressions. Nous souhaitons plutôt que  
« tout ce qui s'est passé, soit enseveli dans un  
« éternel silence.

« Il n'est pas moins manifeste à toute la terre,  
« que nous avons plus travaillé à disposer et  
« augmenter les affections de nos sujets au-  
« dedans pour notre rétablissement, qu'à nous  
« procurer les secours du dehors, en enva-  
« hissant quelqu'un de nos royaumes. Nous ne  
« pouvons donner une meilleure preuve que  
« nous sommes toujours dans la même pensée,  
« qu'en cette conjoncture, où, quoique la  
« droite raison doive persuader à tout le monde  
« que nous ne pouvons pas être sans secours du  
« dehors, nous aimons mieux envoyer vers  
« vous qui pouvez prévenir cette ruine et cette  
« calamité que la guerre fera tomber sur toute

« la nation , et faire en sorte que tout le royau-  
« me avouera tenir de votre vertu la paix , le  
« bonheur , la sûreté et la gloire dont il jouira ,  
« et reconnaîtra que vos armes se sont accor-  
« dées avec les engagements pour lesquels vous  
« les avez prises , c'est-à-dire pour la conserva-  
« tion de la religion protestante , de la gloire et  
« de la dignité du Roi , des privilèges du Parle-  
« ment , de la liberté et de la propriété des su-  
« jets , et des lois fondamentales du royaume ,  
« et que vous avez dignement rempli cette con-  
« fiance que les autres ont honteusement trahie.  
« De quelle manière nous désirons , et avons  
« résolu de contribuer à ces bonnes fins , c'est  
« ce qui vous paraîtra , par notre déclaration  
« que nous vous adresserons , souhaitant que  
« vous la fassiez publier pour l'instruction et la  
« satisfaction de tous nos bons sujets qui ne dé-  
« sirent point une plus ample effusion de sang  
« chrétien , mais plutôt que leur paix et sûreté  
« soient fondées sur ce qui seul est capable de  
« les soutenir , c'est-à-dire , l'union d'affection  
« entre nous , une égale administration de la  
« justice à un chacun , le rétablissement des  
« Parlemens dans une pleine capacité de remé-  
« dier à tout ce qui a été mal fait.  
« Vous avez été témoin , vous-même , de tant

« de révolutions, et avez tant de fois éprouvé  
« combien une puissance envahie par passion et  
« par ambition et qui n'est point soutenue par  
« la justice, est éloignée de pourvoir au bon-  
« heur et à la paix des peuples, et de recevoir  
« aucune obéissance de leur part, que vous  
« pouvez raisonnablement croire que Dieu n'a  
« pas agréé les entreprises qui ont été faites,  
« puisqu'il a ordinairement accru la confusion,  
« en accordant tous les succès que l'on avait  
« souhaités, et rendant sans effet ce que les au-  
« teurs de ces desseins avaient proposé comme  
« les meilleurs moyens pour le repos de la na-  
« tion.

« C'est pourquoi nous espérons et croyons  
« que vous voudrez bien concourir avec nous,  
« dans le remède que nous avons choisi, qui,  
« humainement parlant, est le seul convenable  
« pour les maux sous lesquels nous gémissons  
« tous, et que vous serez vous-mêmes les ins-  
« trumens propres à procurer cette bienheu-  
« reuse paix et réconciliation du roi avec son  
« peuple; car c'est une maxime assez ordinaire  
« de la Providence divine de tirer le bien du  
« mal, de sanctifier même les moyens que les  
« méchans se proposent simplement pour leur  
« propre intérêt et pour leurs pernicious des-

« seins , de les employer pour le bien et l'avance-  
« tage du public , et d'établir ainsi ce même  
« bien le plus contraire à ce que se proposaient  
« les auteurs de ces mêmes desseins : ce qui est  
« la plus grande manifestation d'une bonté toute  
« particulière que Dieu puisse donner à une  
« nation.

« Nous nous en rapportons à notre déclara-  
« tion , pour vous faire voir jusqu'à quel point  
« nous avons résolu de conserver vos intérêts ,  
« et de récompenser vos services. Nous espé-  
« rons que Dieu vous inspirera d'accomplir ce  
« qui est de votre devoir envers nous , et en-  
« vers votre patrie , le bonheur de l'un ne pou-  
« vant être séparé du bonheur de l'autre.

« Nous avons chargé notre bien-aimé le che-  
« valier Jean Greenwill , un des gentilshommes  
« de notre chambre , de vous délivrer la présente  
« lettre , de nous faire savoir de quelle manière  
« vous l'aurez reçue , et de vous prier de la com-  
« muniquez aux personnes intéressées à la con-  
« naître , et ainsi nous vous disons adieu.

« Donné en notre cour à Breda , ce 4 avril  
« 1660 , l'an 12 de notre règne. »

Les offres que le chevalier Jean Greenwill fit de la part de Sa Majesté en faveur de ceux qui auraient pu craindre le rétablissement d'un roi

maltraité, exilé, proscrit, étaient d'une nature à calmer les esprits les plus défiants, et à contenter les plus intéressés : ainsi le général eut par avance le plaisir de voir que ce qu'il faisait, tournerait au contentement et à l'avantage de tout le monde.

Echauffé par ce nouveau motif, Monk s'expliquant enfin à Greenwill, lui dit qu'il pouvait assurer le roi, qu'il était dans ses intérêts ; qu'il mourrait, ou qu'il le rétablirait sur le trône, et que s'il ne l'avait pas encore fait, les affreuses difficultés qu'il avait trouvées dans cette entreprise avaient causé ce retardement ; qu'on en verrait bientôt la fin, mais que l'affaire dont il s'agissait, était d'une si grande délicatesse qu'on n'y pouvait apporter trop de précaution. Il ajouta qu'il pria le roi de trouver bon qu'il ne lui écrivît pas encore, et qu'il lui demandât encore pour quelque temps le secret sur ce qu'il lui mandait. Ensuite venant à ce qu'il croyait que Sa Majesté dût faire pour rendre à ses peuples son rétablissement agréable, il chargea Greenwill de lui dire qu'il lui conseillait de commencer par faire publier à son avènement dans le royaume, la liberté de conscience, l'amnistie pour tout le passé, la confirmation des ventes publiques, et pour lui marquer que l'affaire n'é-

tait pas éloignée de sa fin, il l'avertit de se retirer incessamment des terres d'Espagne, où cette couronne, accoutumée à profiter de tout pour ses intérêts, pourrait exiger, pour le laisser sortir, des conditions contraires aux siens.

Il est aisé d'imaginer combien le chevalier Jean Greenwill, à son retour en Flandre, donna de joie au roi qui ne balança pas à prendre le parti de sortir de la domination espagnole : sous prétexte de visiter la princesse d'Orange, sa sœur, à Breda, pour passer deux jours avec elle, il s'y en alla et y demeura.

Le marquis de Caracène, gouverneur des Pays-Bas, ne savait rien du voyage de Greenwill qui demeurait caché dans Bruxelles, et qui ne voyait le roi que la nuit dans l'appartement du chancelier Clarendon. Cependant il soupçonna que le roi voulait quitter la Flandre : ainsi il songea à l'en empêcher. Il commanda une garde de cavalerie, qui, sous prétexte d'accompagner le roi par honneur, devait l'empêcher de sortir de Bruxelles. La garde n'eut ordre que de se trouver le lendemain à neuf heures du matin chez le roi, qu'elle trouva parti six heures auparavant. Toutes les dépêches du roi furent bientôt préparées, et furent remises en-

tre les mains du chevalier Greenwill, datées de Breda, avec des copies, afin que Monk sût ce que contenaient la déclaration de Sa Majesté, ses lettres à la Chambre des Communes, à la Chambre des Pairs, à la flotte, au maire et aux aldermans, et au Conseil Commun de la ville de Londres.

Monk était à la veille de réussir dans la plus glorieuse entreprise qu'eût vue l'Europe depuis celle du brave François Viomade (1), le res-

(1) Childéric, père de Clovis, contraint de céder à la fureur de ses sujets, s'était retiré en Allemagne. Les Français assemblés pour lui donner un successeur déférèrent la couronne, par le choix le plus bizarre, à un étranger, le comte Gilles, commandant pour les Romains dans la Gaule. Ce fut un coup de la politique de Viomade. Ce fidèle sujet profita du crédit qu'il avait sur l'esprit du nouveau Roi, pour l'engager dans des démarches qui ne pouvaient que le rendre odieux à la nation. Les exactions du monarque régnant rappelèrent le souvenir du prince exilé : on commença par le regretter ; enfin, on le demanda hautement. Viomade, toujours attentif aux intérêts de son souverain, lui envoya la moitié d'une pièce qu'ils avaient rompue, lorsqu'ils s'étaient séparés. Childéric reconnut le signal, et alla se montrer à ses anciens sujets ; l'étranger fut chassé, et le prince légitime fut remis en possession de son trône.

taurateur de Childéric en 464, lorsqu'un événement imprévu troubla la douceur de ses espérances.

Lambert, dont la captivité n'avait jamais éteint l'ambition, apprenait dans la tour de Londres le succès de son concurrent avec un chagrin qui lui rendait ce triste séjour encore plus fâcheux. La jalousie se réveillant dans cet esprit fier et intraitable, à mesure que croissait l'autorité du général Monk, il ne put le voir sur le point d'être maître, ou de rétablir celui qui l'était naturellement, sans faire un effort extraordinaire pour les traverser tous deux encore une fois. La passion le rendit ingénieux à inventer de nouveaux moyens de rompre ses fers, et d'échapper de sa prison. Le général Monk fut étonné d'apprendre qu'on l'avait vu dans la ville avec ses amis, qu'il avait sollicité l'armée, et que n'ayant pas réussi à la corrompre, il s'était retiré dans le Nord, où ayant débauché quelques compagnies des garnisons de ces quartiers-là, il se voyait déjà à la tête d'un corps de troupes qui croissait tous les jours.

Ce moment demandait autant d'ardeur et d'activité que les circonstances précédentes avaient exigé de patience et de mesure dans



les mouvemens et les démarches. La promptitude du général Monk fut remarquable dans un homme accablé d'affaires, et naturellement lent. Il était prêt à se mettre en campagne avec son armée pour le combattre, lorsqu'il apprit que ce fugitif n'était plus en état de nuire. Monk avait eu la précaution de faire prendre les devants aux brigades d'Ingolsby et Streater, commandées par ces deux colonels, qui firent tant de diligence, qu'ils se trouvèrent en présence de Lambert, un peu au-delà de Daventry, dans le comté de Northampton, pays fameux par son affection pour le Parlement contre le roi. Philippe Howard, depuis comte de Carlisle, se portait, pendant ce temps-là, avec un autre corps, dans un lieu propre à empêcher que d'autres rebelles ne joignissent leur chef. Les deux partis s'observèrent long-temps depuis l'instant où ils furent à la vue l'un de l'autre jusqu'au moment d'en venir aux mains. Lambert paraissait hésiter, et l'on jugea par les espions qu'il fit avancer, sous prétexte de traiter, qu'il n'était pas assez instruit des forces de ses ennemis. Ingolsby reconnut la ruse, et ne permit à personne des siens de se détacher pour parler. Il part lui-même, sans se faire connaître, et les pourparlers n'ayant rien produit, il fit avancer

brusquement ses troupes, et chargea si à propos les rebelles, qu'il les défit. Il reprit Lambert (1), qu'il ramena en triomphe à Londres, où Monk, qui s'en allait partir, le fit remettre dans la Tour, bien aise qu'on lui eût épargné la peine d'une expédition qui eût retardé la conclusion d'une grande affaire prête à finir. Cet événement en assura le succès.

Les républicains auraient bien voulu faire une nouvelle tentative avant la tenue du Parlement : ils répandirent des copies d'une fausse lettre datée de Bruxelles, où l'on faisait dire au roi qu'il ne désirait la restauration que pour être en état de se venger de ses ennemis. Afin de détruire ce stratagème qui commençait à produire son effet, la noblesse et les autres royalistes de Londres et de Westminster signèrent une déclaration, par laquelle ils désavouaient tout principe de haine, et protestaient du désir qu'ils avaient de maintenir la paix

(1) Convaincu d'avoir appuyé les pernicioeux desseins de Cromwell, et de s'être opposé au rétablissement du Roi, il fut condamné à mort en 1662. L'arrêt ne fut point exécuté, parce que le Roi, par une bonté peu commune, en modéra la rigueur, et se contenta de reléguer Lambert dans l'île de Jersey, où il passa le reste de sa vie.

du royaume, sans avoir jamais eu aucun dessein de vengeance contre les auteurs de leurs malheurs.

Le 25 avril, le nouveau Parlement s'assembla; il était composé de deux chambres, suivant l'ancienne constitution. Les royalistes dominèrent dans l'une et dans l'autre; on distinguait parmi eux le chevalier Charles Booth, qui fut élu aux acclamations du peuple; Morданut, depuis comte de Peterboroug, et plusieurs autres qui, à son exemple, avaient, pendant le règne du sénat régicide, cherché leur salut dans l'émigration, ou qui s'étaient tenus cachés dans le sein de leur patrie. Le chevalier Harbottle Grimstone, qui était entré dans les vues du dernier Parlement, mais qu'on n'en connaissait pas moins zélé pour le service du Roi, fut choisi pour orateur de la Chambre des Communes. Il n'y fut question, dès la première session, que du désir de revoir promptement le Roi, et de la manière de le recevoir.

Il est remarquable que la plupart de ceux qui lui avaient été les plus contraires, parurent les plus zélés pour le bien recevoir, et il n'eût tenu qu'à ceux qui s'étaient montrés les plus opposés au gouvernement monarchique, que Charles II eût la gloire de rétablir, en Angleterre, la royauté

dans ses plus anciens droits. On dit que le chancelier Hyde Clarendon, par un effet de cet esprit anglais, toujours mal à propos jaloux des libertés de la nation, ne laissa pas voir au Roi tout l'avantage de cette bonne disposition des esprits. Quelques-uns disent même que le général Monk ne se trouva pas exempt de cette contagion invétérée. et qu'il agit aussi bien que Clarendon pour renfermer la puissance royale dans les bornes où l'ont resserrée ce qu'on appelle abusivement les libertés de la nation : à cela près, on n'omit rien de tout ce qui pouvait marquer un grand zèle pour le rétablissement du monarque ; on ne lui laissa rien à désirer de tous les agrémens qui pouvaient accompagner son heureux retour.

Avant que la lettre du Roi fut rendue au Parlement, le bruit qui s'était répandu sourdement dans Londres, que le Roi ne serait pas long-temps sans être rétabli, fit que plusieurs personnes riches portèrent au Roi de grosses sommes à Bréda, ce qui lui servit beaucoup à payer les dettes qu'il avait contractées en Flandre.

Cependant le chevalier Jean Grenwill, porteur des dépêches de Sa Majesté, était retourné

à Londres pour y remplir la mission dont il y fut chargé après diverses conférences privées qu'il eut avec le général Monk.

Le second jour des séances du Parlement, Monk qui y siégeait en qualité de député du comté de Devonshire, annonça à la Chambre, « que le chevalier Jean Greenwill, serviteur du Roi, était chargé d'une lettre de la part de Sa Majesté, et qu'il attendait actuellement à la porte de la Chambre la permission de la lui présenter. » Ce qu'il n'eut pas plutôt dit, qu'on fit venir le chevalier avec une acclamation générale. « Qu'on le fasse entrer, s'écria-t-on, qu'il nous rende la paix et la liberté. »

Etant conduit à la barre, le chevalier Greenwill dit : « qu'il avait ordre du Roi son seigneur et maître, auprès de qui il avait été, depuis peu, à Bréda, de porter cette lettre à la Chambre, ce qu'il était prêt de faire. » Ainsi, l'ayant mise entre les mains du sergent pour la rendre à l'orateur, il se retira.

La Chambre fit lire aussitôt la lettre qui contenait en substance que le Roi avait mieux aimé attendre son rétablissement du zèle de ses bons sujets que du secours des puissances étrangères qu'on lui offrait de plusieurs endroits;

que l'expérience avait fait voir quel succès on devait attendre pour la tranquillité publique, des entreprises que l'esprit de révolte inspire aux brouillons contre la puissance légitime; que, quoique le ciel eût permis que les factieux qui l'avaient attaquée en Angleterre, eussent eu sur elle tous les avantages que la plus vive ambition peut souhaiter, la Providence les avait confondus et enveloppés encore plus avant que les autres dans la confusion où ils avaient jeté l'Etat; qu'il ne tenait plus qu'à l'Assemblée de remettre les choses dans leur situation naturelle, et d'avoir la gloire d'être les médiateurs entre le souverain et le peuple; qu'il leur envoyait une déclaration dont il espérait que tout le monde serait content, et à laquelle il était prêt d'ajouter tout ce qui serait jugé à propos pour la sûreté de ses sujets.

Cette lettre fut écoutée avec respect, et on y répondit par les plus vifs applaudissemens, quand on eut lu la déclaration suivante :

« CHARLES, par la grâce de Dieu, Roi d'An-  
« gleterre, d'Ecosse et d'Irlande, à tous nos  
« bien-aimés sujets de quelque condition qu'ils  
« soient, salut. Quoique tout ce que nous pou-  
« vons vous dire pour contribuer à guérir les

« plaies qui affligent depuis si long - temps le  
« royaume , soit inutile, si vous n'êtes pas sen-  
« sibles à ses maux, nous avons jugé à propos,  
« après un si long silence, de vous écrire pour  
« vous déclarer avec combien de passion nous  
« désirons d'y apporter remède ; car, comme  
« nous espérons toujours de rentrer en posses-  
« sion du droit que nous donnent la loi de  
« Dieu, et l'ordre de la nature, nous ne ces-  
« sons de faire des vœux à la divine Providence,  
« afin qu'ayant pitié de nous et de nos sujets,  
« après tant de troubles, elle nous réunisse sans  
« effusion de sang, et rétablisse le Roi dans son  
« héritage, sans troubler le repos du peuple.  
« Nous ne demandons que notre bien, voulant  
« que réciproquement nos sujets puissent jouir  
« de ce qui leur appartient.

« Nous ne désirons rien tant qu'une exacte  
« observation de la justice, et nous sommes  
« prêts d'y ajouter tout ce que, raisonnable-  
« ment, on peut espérer de notre indulgence ;  
« or, afin que la crainte du châtement n'engage  
« pas ceux qui se sentent coupables à persé-  
« véraler dans le crime, et à empêcher qu'on ne  
« rende la tranquillité à l'État, en s'opposant  
« au rétablissement du Roi, des pairs, de la

« monarchie, et des peuples qui la composent,  
« chacun dans ses droits légitimes, anciens et  
« fondamentaux, nous déclarons, par ces pré-  
« sentes, que nous accordons un libre et gé-  
« néral pardon, lequel nous serons prêts,  
« quand nous en serons requis, de sceller du  
« grand sceau d'Angleterre, à tous nos sujets  
« de quelque qualité qu'ils soient, qui, dans  
« quarante jours après la publication de cette  
« déclaration, s'en tiendront à notre présente  
« grâce, et en feront leur soumission par un  
« acte public, promettant d'être à l'avenir de  
« bons et fidèles sujets; de laquelle grâce nous  
« n'exceptons personne que ceux que notre  
« Parlement jugera à propos d'en excepter;  
« hors ceux-là, tous les autres, quelque coupables  
« qu'ils soient, doivent se reposer sur notre  
« parole, comme sur la parole d'un Roi, que  
« nous donnons solennellement par la présente  
« déclaration; entendant qu'aucun crime de  
« ceux qu'ils auront commis contre nous, ou  
« contre le feu Roi notre père, avant cette  
« même déclaration, ne s'élève en jugement  
« contre eux, et ne soit mis en question à leur  
« préjudice, à l'égard de leurs vie, biens, li-  
« berté, non pas même, autant qu'il est en



« nous, à l'égard de leur réputation, par aucun  
« reproche, ni terme, qui les distingue de nos  
« autres sujets ; car notre vouloir et plaisir  
« royal est que, dorénavant, parmi nos sujets,  
« soient mises en oubli toutes marques de dis-  
« corde, de séparation, de différens partis :  
« désirant avec passion qu'ils lient ensemble  
« une amitié et une correspondance parfaite  
« pour l'établissement de nos droits et des leurs,  
« dans un libre Parlement, les conseils duquel  
« nous prétendons suivre sur notre parole  
« royale.

« Et parce que les passions des hommes et  
« l'iniquité des temps ont produit dans les es-  
« prits diverses opinions touchant la religion,  
« et que de là sont nés des partis et des animo-  
« sités mutuelles, pour contribuer à les adoucir  
« par le commerce et la facilité de converser les  
« uns avec les autres, nous donnons la liberté  
« aux consciences, et déclarons que doréna-  
« vant personne ne sera inquiété sur les opi-  
« nions différentes en matière de religion,  
« pourvu que l'on n'abuse point de cette indul-  
« gence pour troubler l'Etat ; et nous sommes  
« prêts d'approuver tels actes qu'il semblera  
« bon au Parlement de nous présenter, après

« une mûre délibération , pour confirmer et  
« établir plus solidement ce dernier article.

« De plus, comme il est arrivé dans les révo-  
« lutions fréquentes qui affligent, depuis quel-  
« ques années, ce royaume; qu'il s'est fait plu-  
« sieurs dons et acquêts de biens que les posses-  
« seurs pourraient être contraints à restituer  
« selon les lois, nous déclarons que notre bon  
« plaisir est que tous les différends et tous les  
« procès qu'on pourrait intenter sur ce point,  
« soient terminés dans le Parlement, ce tribu-  
« nal étant le plus propre à procurer aux inté-  
« ressés la juste satisfaction qu'ils pourraient  
« prétendre.

« Enfin, nous déclarons que nous sommes  
« disposés à donner notre consentement à tous  
« actes du Parlement, touchant les articles ici  
« exprimés, de même qu'à ce qui concerne les  
« arriérés dus aux officiers et soldats de l'armée  
« du général Monk, que nous promettons de  
« recevoir à notre service avec la même paie,  
« et sous les mêmes conditions dont ils jouissent  
« maintenant.

« Donné sous notre seing manuel, et sceau  
« privé, en notre cour de Breda. Ce quatorze  
« avril 1660, l'an douzième de notre règne. »

Cette déclaration, que le général Monk fit

promulguer solennellement , le 8 mai , dans la ville de Londres et dans Westminster , mit dans les esprits la dernière disposition à recevoir le Roi avec joie. Elle était bien propre à soutenir la satisfaction inspirée par la vue prochaine du rétablissement de l'ordre public , et ne pouvait rien offrir de plus conforme à cette espérance qu'une amnistie générale , sans autres exceptions que celles dont on se remettrait au Parlement ; qu'une promesse de la liberté de conscience et de concourir avec tous les actes du Parlement qui tendaient à l'assurer , et que le droit pour cette assemblée d'examiner et de régler tous les dons , toutes les acquisitions et les aliénations , et l'assurance pour les soldats d'être payés de leurs arrérages , avec celle de jouir , à l'avenir , de la même paie.

On se hâta d'expédier Clarges , beau-frère du général Monk , pour aller assurer Sa Majesté de l'impatience où l'on était de le revoir monter sur le trône qui lui appartenait par le droit de naissance , et par les lois fondamentales de l'Etat. Non seulement le Parlement , mais le corps de ville , les principaux officiers de la flotte et de l'armée écrivirent au Roi , pour lui témoigner par avance leur soumission.

Grand nombre de députés accompagnèrent

ces lettres : le lord Fairfax fut du nombre, et avec lui beaucoup d'autres partisans les plus célèbres de Cromwell, qui, dans la conjoncture présente, témoignèrent autant d'empressement pour le rétablissement du roi que ses plus anciens serviteurs. Il y eut une telle émulation et impatience, dans la ville et dans tout le royaume, à qui donnerait des marques plus vives et plus éclatantes de leur soumission et de leur joie, qu'on ne pouvait s'empêcher de demander avec surprise : « Où étaient donc ceux qui avaient  
« fait le mal, et qui avaient empêché le roi, du-  
« rant tant d'années, de jouir de la satisfaction  
« de régner sur des sujets si dévoués ? ».

Les diverses députations trouvèrent le roi à La Haye, où ce prince s'était rendu pour la commodité de son embarquement. Elles furent reçues d'un air à leur persuader que le service présent effaçait la mémoire des injures passées. Ensuite on convint de diverses choses, sur lesquelles de part et d'autre, on alla au-devant des difficultés par de mutuelles complaisances. Le roi excepta de son amnistie quelques-uns de ceux qui avaient eu le plus de part au paricide du feu roi son père : personne ne témoigna de peine d'y consentir, et ces hommes cri-

minels reçurent à divers temps la juste punition  
d'un si grand forfait.

*Rarò antecedentem scelestum  
Deseruit pede pœna claudò.*

## CHAPITRE XI.

**JOIE universelle en Angleterre, au sujet du retour prochain du Roi.**

— Le général Monk, à la tête d'un grand nombre de seigneurs et de citoyens de Londres, se rend à Douvres. — Débarquement du Roi et de la famille royale à Douvres. — Affluence considérable sur la route, depuis Douvres jusqu'à Londres. — Monk se jette aux pieds du Roi, qui le relève et l'embrasse. — Le Roi se rend à Cantorbéry, et ensuite à Rochester. — Il trouve à Black-Heath l'armée rangée sur son passage. — Entrée du Roi à Londres. — Parallèle entre cette entrée et celle de Louis XVIII à Paris. — Les deux Chambres du Parlement se présentent à White-Hall devant Sa Majesté. — Tout rentre dans l'ancien ordre de choses. — Paroles remarquables du Roi. — Le général Monk est créé duc d'Albemarle; il est couvert de dignités. — Les Communes lui font l'honneur de l'accompagner à la Chambre des Pairs. — Il juge nécessaire le licenciement total de l'armée, qui s'effectue par un acte du Parlement. — Les Coldstréamiens sont compris dans la réforme des troupes réglées. — On en choisit un grand nombre qu'on incorpore dans la Garde du Roi. — Insurrection de Vinner : punition de ce rebelle. — Le Conseil propose de remettre sur pied des troupes réglées. — Le duc d'Albemarle s'y oppose fortement : motifs de son opposition.

**TOUTE l'Angleterre n'était plus occupée qu'à célébrer par toutes sortes de réjouissances l'entrée prochaine de Charles II dans son royaume. La considération des puissances étrangères suivit de près la soumission des sujets du roi. Les**

états-généraux en corps, et les états de Hollande après eux, firent leurs complimens, avec la plus grande solennité au monarque triomphant. Tous les ambassadeurs et les ministres publics lui témoignèrent, avec éclat, l'intérêt que leurs maîtres prenaient au changement de son sort. Tout le monde lui manifestait un empressement que personne n'avait que depuis qu'il était heureux.

On le proclamait, cependant, à Londres avec des cris de joie dont les trois royaumes retentissaient. On ne s'occupait que des soins de la réception qu'on lui préparait, et chacun voulait y avoir part. Un grand nombre des plus grands seigneurs, et un plus grand nombre encore des bons citoyens de Londres s'avancèrent jusqu'au bord de la mer. Le général Monk était à leur tête, recevant partout où il passait, les bénédictions que lui donnaient les peuples qui le regardaient comme le restaurateur de la tranquillité publique, après tant de troubles; semblable, dans cette marche triomphale, à cet illustre Athénien (1), qui, paraissant dans les jeux olympiques, entendait toute la Grèce s'écrier : c'est lui qui a sauvé la patrie.

(1) Thémistocle, vainqueur à Salamines.

Mais bientôt un autre spectacle attira les yeux vers la rade de Douvres. L'amiral Montaignu qui commandait la flotte, était allé prendre le roi à Schweling, et en était parti le 24 mai, ayant Sa Majesté à son bord avec les ducs d'York et de Gloucester, et leur suite dans ses autres vaisseaux. Le trajet fut heureux, en deux fois vingt-quatre heures, la flotte arriva, et rendit à l'Angleterre son ancien lustre avec son roi.

Le général Monk reçut le roi à genoux; mais Charles le relevant, se jeta dans ses bras et l'embrassa avec de grands témoignages d'amitié, l'appelant son ami, son père, son bienfaiteur. Depuis ce jour, il ne cessa de le combler de biens et d'honneurs.

Douvres n'étant pas un endroit fort commode pour la quantité de monde que la circonstance y avait rassemblé, le roi monta aussitôt en voiture, et arriva le soir à Cantorbéry, où il séjourna le lendemain, jour de dimanche, et alla faire ses dévotions dans l'église cathédrale. Ce même jour, Sa Majesté commença par déployer ses faveurs sur le général Monk, en lui conférant l'ordre de la Jarretière, et en le nommant membre du Conseil privé. William Morris, ce sujet fidèle, ce principal et vertueux confident de Monk, obtint les sceaux avec une des



charges de secrétaire d'état. L'ordre de la Jarretière fut envoyé à l'amiral Montaigu qui était resté à Douvres.

La route de Douvres jusqu'à Londres était couverte d'une foule innombrable de peuple ; toute la nation semblait s'être rassemblée sur cet espace de soixante-et-douze milles. Les vieillards, les femmes et les enfans étaient accourus de loin pour être témoins de ce merveilleux spectacle. Quantité de gens grimpaient sur les arbres, sur les toits des maisons ; et transportés de joie, bénissaient Dieu de ce qu'il leur avait fait voir ce jour du rétablissement du roi.

Les habitans près du pôle, qui ont plusieurs semaines de nuit tout entières, courent en foule sur le sommet des plus hautes montagnes, dès que le soleil commence à reparaitre, et quand ils voient cet astre glorieux, ils s'embrassent les uns les autres, en disant : voilà le soleil, le père de la nature. Il en était de même de la nation anglaise qui, après une si longue nuit d'oppression et de tyrannie, revoyait son bon roi, le père de la patrie.

De Cantorbéry, le roi alla coucher à Rochester. Le général Monk vit enfin luire ce beau jour qu'il avait préparé ; ce jour où Charles II, ramené dans une patrie si cruelle autrefois pour

son père, et pour lui-même, n'entendit que des acclamations de joie, ne vit que des larmes de joie, et fut porté en triomphe dans la capitale : jour de paix et de réconciliation, où cette estimable nation, éclairée par les événemens, avait abjuré ses erreurs.

A Black-Heath, l'armée se trouva rangée en bataille sur le passage du roi, et fit hommage à Sa Majesté, dans une adresse qui lui fut présentée, tous les soldats s'offrant de sacrifier leur vie pour son service, contre quelques ennemis que ce fût, et désirant de témoigner leur obéissance plutôt par leurs actions que par des paroles.

Ensuite le roi entra dans Londres le 30 mai, qui était le jour de sa naissance. On regarda comme un fortuné présage, le concours de ces deux grandes époques. Sa Majesté avait à sa droite le duc d'York, et à sa gauche, le duc de Gloucester, immédiatement précédés par le général Monk. Toutes les rues étaient aussi pleines de monde, que si tout le royaume s'y était réuni. Le maire et les aldermans étaient allés au-devant du roi entre Deptford et South-Wark, pour lui porter le tribut de leur soumission, de leur amour et de leur fidélité. Le concours du peuple fut si grand, que le roi marcha dans la foule depuis le

pont de la cité jusqu'à Withe-Hall, toutes les compagnies de la ville étant en haie des deux côtés, et rendant grâces à Dieu de la présence de Sa Majesté.

Le Roi ne fut pas plutôt rendu à White-Hall, que les deux Chambres du Parlement vinrent se jeter à ses pieds avec toutes les protestations d'amour et de fidélité. En un mot, l'allégresse était si inexprimable et si universelle que le Roi dit en souriant à ceux qui étaient auprès de lui ; « qu'il commençait à croire que c'était sa faute « d'avoir été si long-temps absent, parce qu'il « n'en voyait aucun qui ne protestât qu'il avait « toujours désiré son retour. » (1)

Dans le cours de peu de mois, sans effusion de sang, par la seule force d'une conduite sage

(1) Il me semble décrire ici l'histoire de l'entrée de Louis XVIII dans Paris, le 3 mai 1814.

Habitans de Paris, vous tous qui avez été témoins de ce merveilleux et attendrissant spectacle, transmettez-en le récit à vos enfans d'âge en âge ; recommandez-leur de se préserver des égaremens qui ont trop long-temps dégradé notre nation ; enseignez-leur que la légitimité du prince est un dogme sacré de notre religion civile, comme l'hérédité au trône dans la famille régnante est le *palladium* de notre bonheur, de notre tranquillité et de notre liberté.

et désintéressée, le général Monk avait rendu le calme à trois royaumes déchirés depuis longtemps par de violentes convulsions, et avait remplacé son maître sur le trône de ses pères. Le Parlement reprit sa première forme, la Chambre des Pairs fut rétablie, les Evêques y eurent séance, la religion anglicane prévalut sur les sectes modernes; tout rentra dans l'ordre accoutumé; les lois et la subordination commencèrent à reprendre leur ancien cours, avec les heureux effets qui accompagnent la tranquillité de l'Etat.

Enfin, après bien des secousses, la nation anglaise trouva le repos dans le sein même du gouvernement qu'elle avait proscrit. On vit alors cette union si rare et si désirable du prince et du peuple. Charles disait au Parlement : « Il « m'arrivera aussitôt de brûler la grande charte, « que d'oublier l'acte d'amnistie. » S'il entendait parler de quelque mécontent : « Qu'ai-je « fait à ce gentilhomme, disait-il, je veux le « connaître, m'expliquer avec lui, et si j'ai tort, « lui faire satisfaction. Mon désir est de rendre « tout le monde aussi heureux que je le suis « moi-même. » S'il demandait de l'argent à ses peuples dans ses besoins, il n'alléguait que des motifs nobles et intéressans : « J'ai honte, di-

« sait-il , de n'avoir pas moyen de pourvoir à  
« la subsistance de ces sujets généreux qui se  
« sont ruinés pour mon père et pour mon ser-  
« vice. » Cependant , soit que Charles fût con-  
traint par des circonstances impérieuses de met-  
tre des bornes à sa munificence royale , soit  
que ses amis fussent trop exigeans, ou trop em-  
pressés d'obtenir les dédommagemens dus à  
de longues privations, ceux-ci ne tardèrent pas  
à s'exhaler en plaintes amères et intempestives ;  
ils appelaient l'acte d'amnistie un acte de pardon  
pour les ennemis, et un acte d'oubli pour les amis.

Cependant , Charles ne paraissait point se  
lasser de donner des marques de sa bonté à son  
fidèle serviteur le général Monk, et de le com-  
bler des bienfaits de sa reconnaissance. Jamais ,  
en effet , un sujet n'avait mieux mérité de son  
Roi et de sa patrie. Sa Majesté commença par  
lui donner une commission scellée du grand  
sceau pour être capitaine-général de toutes les  
forces britanniques : cette charge, comme celle  
de connétable en France , plaçait, sous sa dé-  
pendance immédiate, tous les corps militaires ,  
et il en jouit, jusqu'à sa mort, avec autant de  
fidélité que d'utilité pour le service du Roi et  
pour les intérêts de la nation.

Le Roi le logea à la cour et le nomma, par

lettres-patentes , premier gentilhomme de sa chambre, et grand écuyer d'Angleterre, deux des plus honorables offices de la maison du Roi, par l'accès qu'ils donnent auprès de Sa Majesté. Les dignités se cumulèrent sur la personne du général Monk; il eut le gouvernement des comtés de Devonshire, et de Middlessex; il fut un des commissaires de la Trésorerie, et à la mort du comte Southampton, il le remplaça dans la charge de grand-trésorier.

Enfin, au commencement de juillet, il fut créé, par lettres patentes scellées du grand sceau, duc d'Albemarle, comte de Torrington, baron Monk de Potheridge, Beauchamp, et les titres d'Albemarle et de Beauchamp lui furent conférés, parce qu'il était descendu de Marguerite, une des filles et cohéritières de Richard de Beauchamp, comte d'Albemarle et de Warwick, mariée au célèbre guerrier, Jean Talbot, comte de Shrewsbury. Pour maintenir avec honneur tous ces grands titres, Sa Majesté lui donna, outre la pension comprise dans les lettres-patentes, sept mille livres sterlings de rente pour lui et ses héritiers, cette somme devant être tirée des propres revenus du Roi.

Toutes ces faveurs n'excitèrent la jalousie de personne. A l'exemple du monarque, la nation

anglaise sut s'honorer elle-même en honorant les grands services du général Monk. Quand il alla pour la première fois siéger à la Chambre Haute en qualité de pair, les Communes l'y accompagnèrent jusqu'à la porte, et lui firent un compliment dans lequel on le nomma plusieurs fois *l'homme unique, le libérateur de sa patrie*. Elles venaient de décréter à l'unanimité que la statue de *l'homme unique, du libérateur de la patrie* serait érigée et placée dans la salle de leurs séances.

Le duc d'Albemarle avait rétabli la monarchie. Cela ne suffisait pas : il fallait en affermir les bases. Il avait posé la clef de la voûte, et il travailla sans relâche à mettre à leur place tous les matériaux qui devaient entrer dans la reconstruction de l'édifice.

Il lui parut d'abord dangereux de conserver une armée, composée de trop d'éléments hétérogènes, qui voudrait tout gouverner, et ne voudrait être gouvernée par personne, et qui pourrait être une seconde fois funeste à l'existence et aux prérogatives de la monarchie. Se contenter d'épurer les troupes réglées n'eût été qu'une demi-mesure. Le licenciement total était devenu une chose désirable pour le soulagement des villes et des campagnes, et nécessaire

par l'appauvrissement du trésor public : il fut effectué sans le moindre danger, sans le moindre trouble.

Avant même la publication de l'acte du Parlement qui congédia l'armée, et que les soldats eux-mêmes appelaient leur oraison funèbre, par les éloges que l'on y faisait de leur valeur et de leurs brillans exploits, le duc d'Albemarle, usant des droits que lui donnait sa charge de capitaine-général, destitua un grand nombre d'officiers qui s'étaient fait connaître par leurs intrigues et leurs sentimens douteux ; il répétait souvent qu'une armée ne doit point servir d'asile aux traîtres et aux scélérats. Comme en lui la justice marchait toujours de pair avec la sévérité, tout ce qui pouvait être dû aux officiers qu'il reformait, leur fut payé sur-le-champ. Des pensions furent accordées à ceux qui en furent jugés dignes par leurs blessures et par l'ancienneté de leurs services.

Les Anglais n'avaient point alors de colonies assez considérables, pour recevoir l'écoulement de cette surabondance de soldats dont la métropole était obligée de se purger. Mais comme Charles II avait épousé une princesse de la maison de Bragance, on profita de cette alliance pour faire passer en Portugal, alors en guerre



avec l'Espagne, un corps très-nombreux de troupes sous les ordres du lord Inchiquin.

L'acte du Parlement pour le licenciement de l'armée fut ensuite rendu public. La soumission à la loi est-elle donc une vertu distinctive et toute particulière du peuple anglais ? Des milliers de militaires qui perdaient leur état et leurs espérances d'avancement, déposèrent leurs armes sans murmures et sans résistance. Tous, au lieu d'apprendre par l'oisiveté à mal faire, apprirent à bien vivre, en s'appliquant au travail pour leur subsistance. Chacun fut rendu à sa profession, le laboureur à ses champs, l'ouvrier à son art mécanique, et le marchand à son comptoir. L'acte du Parlement renfermait la clause par laquelle tous les officiers et soldats de l'armée étaient autorisés à exercer leur négoce ou profession dans telle ville ou communauté que ce fût, avec des certificats de leur loyauté, par lesquels ils étaient déclarés les instrumens de la restauration du roi, et absous de leur ancienne rébellion.

Bien des gens étaient d'opinion que le duc d'Albemarle aurait bien de la peine à se débarrasser de ses braves et fidèles Coldstréamiens qui avaient tenu bon si long-temps en Ecosse, qui l'avaient suivi jusqu'à Londres, et qui l'avaient

aidé à se rendre maître de Lambert et de ses ennemis. Il est certain qu'ils méritaient la faveur du gouvernement par leur dévouement à la cause royale ; mais l'intérêt de l'Etat ne permet aucune exception. La réforme tomba sur l'armée d'Ecosse , comme sur toutes les autres troupes réglées. Seulement on fit un choix parmi les Coldstréamiens que l'on joignit au régiment de cavalerie du duc d'Albemarle, pour en former la garde du roi.

L'universalité de la mesure qui venait de s'effectuer, ne laissait pas que de causer quelques alarmes. On pouvait craindre que le feu de la sédition ne fût pas tellement éteint, qu'il n'en parût de temps en temps quelques étincelles. En effet, un certain Vinner, aussi fanatique presbytérien que ridicule républicain, à la tête de quelques furieux zélateurs, avait trouvé le moyen d'exciter dans Londres une méprisable rébellion, qui fut bientôt réprimée par un seul régiment des Gardes du Roi, commandé par le duc d'Albemarle en personne. La prompte punition de Vinner et de ses complices intimida pour long-temps les malheureux qui auraient été tentés de les imiter.

Cette circonstance donna lieu à la proposition qui fut faite dans le conseil de maintenir

sur pied un corps de troupes réglées. Le duc d'Albemarle, se rappelant qu'une pareille imprudence avait causé la perte de la nation, s'y opposa fortement. « La nation, par sa propre  
« loyauté, se suffit, répliqua-t-il, pour se dé-  
« défendre et pour défendre son Roi. Je con-  
« nais trop bien le parti que j'ai tiré, et que  
« tout ambitieux peut tirer d'une armée, pour  
« ne pas conseiller aux Anglais d'abolir cet abus  
« pour toujours; il ne peut être que fatal à l'An-  
« gleterre. Elle n'a besoin que d'une bonne ma-  
« rine et de l'exacte observation des lois: voilà  
« où gît toute sa sûreté. » Ce sage conseil a servi de leçon, et peut-être a-t-il garanti la nation anglaise de bien des malheurs.

Enfin la conduite du duc d'Albemarle dans l'exercice de ses diverses fonctions, plut si fort à Sa Majesté, que plus elle le connut, plus elle l'aima. Telle était même l'opinion d'un homme de grande expérience, le lord chancelier Clarendon, que, quand même le duc d'Albemarle n'eût pas été l'instrument dont la Providence s'était servi pour ramener le Roi dans ses Etats, il méritait néanmoins toutes les faveurs qu'il avait reçues de Sa Majesté, pour les bons services qu'il lui avait rendus depuis son rétablissement.

---

**CHAPITRE XII ET DERNIER.**

**MALADIE** du duc d'Albemarle. — Ses soins et sa sollicitude pendant la peste qui se manifesta dans Londres. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Célèbre victoire du duc d'York. — Le duc d'Albemarle remplace le duc d'York dans le commandement de la flotte. — Bataille meurtrière près de Newport. — Embrasement de Londres. — Entreprise sur Ulie et l'île de Schweling. — Tentative des Hollandais dans la rivière de Chatam. — Paix de Bréda. — Le duc d'Albemarle est attaqué d'une hydropisie. — Son état devient alarmant. — Mariage de son fils unique. — Clauses remarquables de son testament. — Il reçoit la visite du Roi. — Il meurt. — Ses obsèques. — Son corps est déposé dans la chapelle de Henri VII.

**LE** duc d'Albemarle, sur la fin de l'année 1661, tomba dangereusement malade ; mais par les soins du chevalier Alexandre Fraser, premier et principal médecin du Roi, il se remit après beaucoup de langueur et de souffrances. Aux peines du corps succédèrent celles de l'esprit, lorsqu'il plut à Dieu d'accabler l'Angleterre de trois horribles fléaux, la peste, la guerre et le feu.

Ce fut en 1665 que la peste se manifesta dans la ville de Londres, et fit, pour ainsi dire, le tour du royaume. Plus de deux cent mille personnes furent victimes de cette horrible

épidémie. Pendant tout le temps qu'elle exerça ses ravages dans la capitale de l'Angleterre, le duc d'Albemarle aurait pu prendre la même liberté que les grands seigneurs, ou de suivre Sa Majesté à Oxford, ou de chercher sa sûreté dans une de ses maisons de campagne. Il préféra de rester au milieu des dangers, et se regarda comme dans une ville assiégée, où son poste devait être toujours à la brèche. Il se rendit le gardien des propriétés particulières de chaque citoyen de Londres, car la plupart avaient fui, laissant tout à l'abandon. Conservateur de la tranquillité publique, il empêcha que la ville ne devînt un théâtre de pillage et de rapine, et maintint le bon ordre par une police répressive. Il conférait sans cesse avec les juges de paix, les officiers de Middlesex et de Southwark, et le maire de Londres, sur les moyens de mettre une fin à cette lamentable calamité. Il fallait qu'il prît soin des soldats aussi bien que du peuple; il les fit camper à Hyde-Park, pour mettre, s'il était possible, une barrière entr'eux et le mal dévastateur; il les pourvut de tentes, de médecins, et de tout ce qui pouvait être nécessaire à leur état sanitaire. Il s'était chargé lui-même de faire une juste distribution des sommes immenses d'argent qu'il recevait

de toutes les parties de l'Angleterre , et particulièrement du roi et de toute la cour , pour l'assistance des pauvres de Londres , et qu'il grossit encore de ses propres charités.

La peste continuait à désoler l'Angleterre , lorsqu'un autre fléau survint et apporta de nouvelles calamités.

La guerre s'était déclarée entre l'Angleterre et la Hollande. L'Océan fut bientôt couvert de leurs flottes nombreuses. Le duc d'York qui avait été fait grand amiral du royaume , fut appelé au commandement des forces navales , pour lequel il avait , en effet , des talents. Le 3 juin 1665 , son altesse royale remporta près de la côte de Suffolk , vis-à-vis de Lestoffe , une des plus grandes victoires que les Anglais aient gagnées sur mer : car ils ne perdirent qu'un seul vaisseau , et la flotte ennemie perdit son amiral qui sauta en l'air , neuf vaisseaux pris et sept brûlés.

A pareil jour, douze ans auparavant, le général Monk avait obtenu le même succès contre l'amiral Tromp.

Le front ceint de lauriers, le duc d'York, après sa victoire, revint à Londres, où il fut reçu au milieu des acclamations du peuple, dont il était alors l'idole. Mais il sentit bientôt une

épine parmi ces roses, lorsqu'il se vit supplié par tous les grands du royaume de ne plus hasarder sa personne, qui étant la première après celle du souverain, ne pouvait que leur être infiniment chère. Il ne se serait pas aisément laissé fléchir par cette requête, si le roi voyant que son bien-aimé frère en avait fait assez pour sa gloire, ne lui eût témoigné sa tendresse, en lui ordonnant de ne plus retourner sur mer. Quoique son altesse royale souhaitât passionnément d'aller cueillir de nouveaux lauriers, et qu'elle jugeât que les plus grands dangers étaient dignes de son grand courage, elle fut obligée, cependant, de se soumettre au bon plaisir du roi et de faire céder son opinion particulière à une volonté supérieure, sachant parfaitement allier l'amour et l'affection qu'il devait à son frère, avec l'obéissance entière qu'il devait à son roi.

Le duc d'York, en allant prendre le commandement des escadres, avait remis au duc d'Albemarle le pouvoir ministériel de l'Amirauté et la surintendance de toutes les affaires maritimes. Ces fonctions furent remplies avec tout le soin et toute la diligence possibles. Quoique la contagion eût fait cesser toute société entre les hommes, la flotte fut mise en mer,

bien approvisionnée , bien équipée , et armée du nombre d'hommes que la force de chaque vaisseau requérait.

Après la démission du duc d'York , le vainqueur de Tromp , désigné par son ancienne gloire , fut appelé pour remplacer son altesse royale.

Dans les premiers jours de juin 1666 , le duc d'Albemarle aperçut l'ennemi à l'ancre près de Newport : avec cinquante-quatre voiles seulement , il n'hésita point d'aller attaquer la flotte hollandaise , forte de quatre-vingt-onze vaisseaux et commandée par Ruyter. La bataille fut très-meurtrière , dura quatre jours , n'eut rien de décisif et ne fit qu'illustrer les généraux qui commandaient de part et d'autre.

Dans le temps où le duc d'Albemarle était employé à soutenir l'honneur du pavillon britannique , on le demandait , on le désirait vivement à Londres , lorsqu'il y eut , au commencement de septembre 1666 , cet embrasement (1)

(1) Si la cause de cet embrasement ne fut pas naturelle , on n'avait qu'à la chercher , comme a fait Benserade , dans son fameux sonnet , dans la justice divine.

Ainsi brûla jadis cette fameuse Troie ,  
Qui n'avait offensé ni ses rois ni ses dieux.



qui dura quatre jours entiers, et qui détruisit presque les deux tiers de cette célèbre capitale. La raison de ce souhait général, était qu'on s'imaginait que si celui qui avait éteint l'incendie de la rébellion, eût été présent, il eût mis si bon ordre que le feu eût été arrêté et n'eût pas fait tant de ravages.

Cependant la violence de l'épidémie s'était ralentie : la ville de Londres se relevait de ses cendres avec beaucoup plus de régularité et d'embellissement, et les conférences commencées à Breda promettaient le retour prochain de la paix. Le Roi d'Angleterre avait refusé la cessation des hostilités, pour donner, sans doute, plus de chaleur aux négociations.

Londres, d'un bout à l'autre, est aux flammes en proie,  
Et souffre un même sort qu'elle mérite mieux.

Le crime qu'elle a fait est un crime odieux,  
A qui jamais d'en haut la grâce ne s'octroie ;  
Le soleil n'a rien vu de si prodigieux,  
Et je ne pense pas que l'avenir le croie.

L'horreur ne s'en pouvait plus long-temps soutenir,  
Et le ciel accusé de lenteur à punir,  
Aux yeux de l'univers enfin se justifie.

On voit le châtement par degrés arrivé ;  
La guerre suit la peste, et le feu purifie  
Ce que toute la mer n'aurait pas bien lavé.

Le duc d'Albemarle , après les dernières affaires des 12 , 13 et 14 juin , prouva que tout l'avantage était resté de son côté , en allant insulter les Hollandais jusque dans leurs ports ; il forma une entreprise sur Ulie et l'île de Schwelling , et réussit comme les Anglais le pouvaient souhaiter : ils y brûlèrent trois cent cinquante maisons , plus de cent navires marchands richement chargés , et deux vaisseaux de guerre. Cette perte fut estimée deux millions de florins par les Hollandais mêmes.

Cependant les États-Généraux firent si bien , que dès le commencement de septembre , ils eurent quatre - vingt vaisseaux en mer. Leur amiral vint présenter la bataille aux Anglais qui , pour éviter une plus grande effusion de sang , dans un moment où la paix pouvait être signée , se contentèrent de courir encore quelque temps la Manche , jusqu'à ce qu'ayant consommé leurs vivres , ils furent obligés de rentrer dans leurs ports , persuadés qu'ils allaient bientôt avoir la paix , puisqu'ils avaient consenti à l'accorder aux Provinces-Unies. Ils ne s'étaient point pressés de réparer leurs flottes , pour s'épargner les frais d'un armement qu'ils jugeaient inutile. Les Hollandais tinrent une

conduite opposée. Voyant l'inaction de leurs rivaux, ayant sur le cœur le dernier affront d'Ulster et de l'île de Schweling, ils firent dans la rivière de Chatam une tentative qui fit plus de peur que de mal.

La paix, comme on s'y attendait, fut signée, le 24 août 1667, à Breda, entre l'Angleterre d'une part, la France et la Hollande de l'autre. L'Angleterre et la Hollande se trouvèrent à peu près au même point relatif où ces deux puissances étaient avant la guerre, et la France qui n'avait presque été que témoin de leurs sanglans démêlés, la France demeurée auxiliaire de la Hollande, sans lui avoir donné aucun secours, rendit l'île de Saint-Christophe, mais l'Acadie lui fut cédée.

Le duc d'Albemarle n'avait plus alors qu'à jouir de sa gloire passée, et à partager son temps entre les affaires qui se traitaient au Conseil, et les délibérations de la Chambre des Pairs, lorsque, moins usé par l'âge que par les travaux, il fut attaqué sur la fin de l'année 1668, de la même maladie qu'il avait eue en 1661.

Depuis long-temps il avait été sollicité par ses amis et ses médecins, de s'abstenir de toutes affaires, et même de s'en éloigner, jusqu'à ce

que sa santé fût dans un meilleur état. Enfin il céda à leurs instances, et il se retira dans un de ses châteaux près Essex, espérant que le bon air de ce pays-là, et le régime tranquille qu'il y suivrait, contribueraient à son rétablissement. Au contraire, sa maladie y prit un caractère plus grave, il ne pouvait plus se tenir couché, ni sortir de sa chambre sans éprouver beaucoup d'incommodités et de douleurs. Pressé par le mal, il envoya chercher un certain docteur Sermon, de Bristol, dont on parlait beaucoup, et qui avait un merveilleux secret pour guérir de l'hydropisie, dans très-peu de temps, et sans souffrance pour le malade. En effet, dans trois semaines, le duc d'Albemarle se trouva beaucoup mieux ; il avait recouvré l'appétit, il pouvait se tenir couché, sans danger d'être suffoqué, il se plaisait même dans son lit. Sa guérison paraissait achevée, lorsqu'il voulut retourner en grande hâte à la cour, où toutes ses affections résidaient dans la personne de son bien-aimé souverain. Mais là, se ménageant moins, négligeant même le régime que commande la convalescence, il eut une rechute qui le conduisit au tombeau.

Avant de mourir, il eut la consolation de

voir son fils unique (1) marié avec mademoiselle Elisabeth Cavendish, aussi noble par ses vertus que par sa naissance, fille aînée de l'illustre comte d'Ogle, et petite-fille du duc de Newcastle. Cet hymen fut célébré presque à la lueur des torches funéraires : la joie de la noce du fils fut interrompue par le danger de la mort du père. Car, le lendemain du mariage, le 31 décembre, le duc d'Albemarle se trouva dans un état qui fit désespérer de sa vie. Il fit appeler le docteur Gumble, son ancien chapelain, avec lequel il s'entretint plusieurs heures, et à qui il laissa son codicile, par lequel il disposait que, dans le cas où la race de ses héritiers mâles viendrait à manquer, on érigeât quelque magnifique hôpital, où les pauvres officiers qui auraient servi le roi tant sur mer que sur terre, eussent de quoi

(1) Le duc d'Albemarle avait épousé Anne, fille de Jean Clarges, morte en février 1670, dont il eut pour fils unique Christophe Monk, qui hérita de tous les titres de son père, fut fait chevalier de l'ordre de la Jarretière, gouverneur du comté de Devonshire, puis de la Jamaïque, où il mourut en 1688, sans laisser de postérité. Ce fut lui qui commanda les troupes envoyées contre le duc de Monmouth, et qui fit prisonnier ce rebelle en 1685.

subsister honnêtement, puisque lui-même avait été soldat toute sa vie, et qu'il avait plu à Dieu de le combler de ses bénédictions. Son testament renfermait aussi une autre clause bien remarquable, c'est qu'il serait prélevé sur ses biens, la somme qui serait jugée nécessaire pour la construction d'un pont sur la Tweede à Coldstream, à l'endroit où il passa cette rivière pour entrer en Angleterre, lequel pont serait appelé le pont de la *Restauration*.

Le premier janvier 1669, le duc d'Albemarle se sentant affaiblir de plus en plus, demanda et reçut le sacrement de la cène, en présence de ses amis éplorés qu'il consolait lui-même. Le roi, vivement affligé de la grande perte qu'il allait faire, voulut voir encore une fois son fidèle serviteur : touchante visite aussi honorable pour le souverain qui la faisait, que pour le sujet qui la recevait. Après ce dernier témoignage de la bonté du roi, le duc d'Albemarle ne pensa plus qu'à la mort : il la vit sans s'effrayer, avec une fermeté digne des sentimens qu'il avait toujours montrés.

Le trois janvier 1669, entre huit et neuf heures du matin, le duc d'Albemarle mourut en chrétien et en sage, emportant au tombeau

l'estime des trois royaumes et les regrets de son roi, laissant sur la terre le souvenir de ses services et l'exemple de ses vertus à suivre.

A pareil jour, dix ans auparavant, le général Monk s'était mis en marche de l'Ecosse pour l'Angleterre, afin de remplir la glorieuse mission qui a rendu son nom immortel. Il jouit de la confiance de son maître jusqu'à sa mort, et sut la mériter, sans en abuser : bien différent de l'ambitieux Cromwell, s'il fut jaloux d'obtenir autant d'autorité que lui sur ses concitoyens, ce ne fut que pour l'employer à l'avantage de sa patrie et de son souverain.

Le Roi lui fit faire des obsèques magnifiques. Après que le corps eut été embaumé, il fut porté à Sommerset-House, palais de la défunte reine, où il fut placé, pendant plusieurs semaines, sur un lit de parade, dans une chambre tendue de noir jusqu'aux voûtes, avec des devises, trophées et armoiries. De là, il fut transporté à Westminster, avec toute la pompe ordonnée par la reconnaissance du roi, et exécutée par l'affection de tout son peuple. Son oraison funèbre fut prononcée par l'évêque de Salisbury, et la dépouille mortelle de ce grand homme fut déposée parmi les rois et

les reines d'Angleterre, dans la chapelle de Henri VII.

*Quidni jaceat cum regibus per quem stant ipsi reges?*

Le duc d'Albemarle a possédé toutes les qualités qui constituent l'homme digne de l'estime de ses concitoyens et des louanges impartiales de la postérité; elles se font remarquer dans tout le cours de sa vie. Ses actions le loueront mieux que ne feraient toutes mes paroles.

FIN.

---

ADRIEN ÉGRON, IMPRIMEUR  
DE S. A. R. MONSEIGNEUR LE DUC D'ANGOULÊME,  
rue des Noyers, n° 37.





